

# Correspondance du sous-préfet Joris durant le régime Turreau (5 décembre 1801 - 18 août 1802)

publiée par

Michel SALAMIN

La brève période de l'appartenance du Valais à la République helvétique est marquée par trois faits que l'historiographie officielle relève pour exalter le patriotisme valaisan : les deux insurrections de 1798 et de 1799 contre un régime politique imposé par la France et la résistance à l'oppression du général Turreau.

La « révolution tureaunienne », pour reprendre l'expression d'Anne-Joseph de Rivaz, possède assurément moins de panache que les deux levées en masse contre l'envahisseur. Mais plus que celles-ci, elle permet de suivre les variations de l'esprit de résistance dans les diverses couches de la population valaisanne. Il n'y a point à s'étonner dès lors que les événements qui intéressent l'ensemble du Valais soient exposés avec abondance par les deux principaux mémorialistes de l'histoire du Valais contemporain : Anne-Joseph et Charles-Emmanuel de Rivaz.

A.-J. de Rivaz leur a consacré un chapitre entier de ses *Mémoires historiques sur le Valais*<sup>1</sup>. Il y exprime son hostilité à l'égard de quiconque adhère aux principes de la Révolution française : Turreau commet « la maladresse de ne faire en public aucun acte de la religion romaine » ; son épouse, Marie-Angélique, a « l'impudeur d'en parler avec mépris » et elle ne rougit pas « de dire qu'elle n'avait jamais été plus heureuse que depuis qu'elle avait secoué le joug de la superstition chrétienne dans laquelle elle avait été élevée » ; l'avocat Louis Pittier, qui assumera la fonction de préfet national d'organisation militaire, a perdu « le peu de principes religieux qu'il devait à sa première éducation » et il a ouvert son esprit et son cœur aux « maximes les plus insoutenables de la Révolution française » ; les partisans de la France encanaillent la magistrature ; ils ne sont que « des sujets plus ou moins tarés et notés non

<sup>1</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques...*, t. 1, pp. 120 - 139.

seulement pour leur esprit exagérément révolutionnaire, mais encore pour hommes de mauvaises mœurs et de petite conscience ». En revanche, les adversaires de la France manifestent un attachement sincère à la religion de leurs pères ; ils sont dirigés par « la haute réputation de savoir, d'honneur, d'intégrité et de modération du citoyen Charles-Emmanuel de Rivaz, l'homme le moins intrigant qu'il y ait au monde » ; ils sont soutenus par Pierre-Louis Du Fay, sous-préfet du district de Monthey, par François-Emmanuel Joris, sous-préfet du district de Sembrancher, par Hyacinthe de Nucé, sous-préfet du district de Saint-Maurice, par l'administrateur Isaac de Rivaz, par le receveur général du Valais, Anne-Louis Tousard d'Olbec, et par maints autres membres des autorités constitutionnelles.

Quand on observe que Charles-Emmanuel de Rivaz est le beau-frère de Tousard d'Olbec, le cousin de Hyacinthe de Nucé, d'Isaac et d'Anne-Joseph de Rivaz ; que le sous-préfet Joris est le beau-frère de Du Fay et d'Isaac de Rivaz ; que ces hommes possèdent chacun une parenté nombreuse dans une vaste partie du Valais ; qu'ils défendent des intérêts économiques et politiques communs et importants ; qu'ils possèdent par là une influence considérable sur une large fraction de la population, on commence à se demander si la classification sommaire d'Anne-Joseph de Rivaz entre « bons » et « mauvais » ne mériterait pas de nombreuses atténuations et d'infinies retouches.

Ch.-Emm. de Rivaz s'efforce de les introduire dans ses *Mémoires historiques sur l'occupation militaire en Valais par le général Turreau*<sup>2</sup>. Il insiste avant tout sur les manifestations de la fidélité du Valais à la République helvétique, de laquelle la France tente de le détacher. Il tâche de montrer « que l'amour de la patrie n'est pas encore un vain nom sur la terre, et qu'il s'y trouve encore des peuples capables des efforts courageux que cet honorable sentiment inspire »<sup>3</sup>. Contrairement à son cousin Anne-Joseph, il porte rarement des jugements de valeur sur les hommes dont il relate les actions. Il se contente d'exposer les faits et il confie « au tribunal de l'équitable postérité » le soin « de juger de l'étendue des torts que chacun des acteurs a eus dans cette déplorable scène ». Il ne fait point de doute, pour Ch.-Emm. de Rivaz, que le peuple valaisan, dont il a développé « les traits de vertu », sera dédommagé de toutes les peines qu'il a éprouvées, par « l'estime des nations de l'Europe ».

Cette référence au tribunal de l'histoire se retrouve à maintes reprises chez les contemporains de Ch.-Emm. de Rivaz.

Lorsque, pour manifester leur attachement à la Suisse, les communes valaisannes organisent le « pèlerinage de Berne » au mois de février 1802, elles affirment, par l'intermédiaire de leurs délégués, que leur démarche « est l'effet d'un dernier effort que nous faisons et que nous croyons devoir à nos aïeux et à la postérité, pour ne pas nous exposer au reproche mérité qu'ils pourraient nous faire à juste titre, si nous n'agissions pas en ce moment »<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*.

<sup>3</sup> Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, Introduction, p. I.

<sup>4</sup> Michel Salamin, *Histoire politique...*, p. 194, note N° 27. On y trouve les sources relatives au discours des représentants des communes.

Les particuliers eux-mêmes se réfèrent, en l'occurrence, au jugement de l'histoire. N'en trouve-t-on pas une preuve dans la chronique du paysan anniviarde Christian Massy ? On y relève en effet cette phrase : « ... ne pourrait-on pas dire avec franchise que nos intrépides chefs préposés seront à jamais l'exemple profondément grand jusqu'aux siècles les plus reculés et [que] la mémoire de leur bravoure restera comme empreinte dans les cœurs des hommes sensibles ? » <sup>5</sup>

On ne manquera pas non plus de relever, dans les documents que nous publions ci-après, le souci de François-Emmanuel Joris d'en appeler au jugement de l'histoire présente et future <sup>6</sup>.

A lire les lettres privées de nombre de personnes engagées dans les difficultés administratives et politiques de la « révolution turreaunienne », on éprouve le sentiment très net que ces gens ont conscience de l'importance de leurs efforts et de leurs sacrifices, de l'intérêt que les pays européens accordent à leur résistance, enfin, de la nécessité qu'il y a de laisser de soi-même, pour la postérité, l'image d'un homme d'honneur.

Par l'enchevêtrement des alliances matrimoniales, les « messieurs » du Valais constituent une caste à l'intérieur de laquelle tout se rapporte, tout se sait. Il ne faudrait donc pas déroger sur le plan de l'honneur. Plus encore : en présence des difficultés sous lesquelles risque de succomber le Valais, les divergences politiques s'estompent entre les anciennes familles aristocratiques et les nouvelles qui aspirent à se donner de l'importance. Il sera suffisamment tôt, quand l'orage aura passé, de cesser d'être Valaisan pour redevenir l'homme de tel dizain, le porte-parole de telle partie du pays. Qu'importe pour l'instant que l'on soit de l'ancienne noblesse, tel Janvier de Riedmatten, du nombre des notables du Bas-Valais, tel Charles-Emmanuel de Rivaz, ou démagogue impatient de parvenir, tel Antoine-Marie Augustini ! On est d'abord membre d'un pays qu'il faut maintenir pour qu'on puisse, un jour, en reprendre la direction. Par centaines, les lettres partent du Valais. Elles vont vers la Suisse, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Russie, l'Amérique même. Il faut que les chancelleries européennes s'intéressent au Valais ; il faut que les amis du dehors soient édifiés par la résistance que l'on oppose à l'illégalité. Et pour que les générations à venir soient à leur tour instruites de ce qui s'est passé, on s'encourage à conserver avec soin les lettres que l'on s'envoie.

Les mêmes sentiments animent François-Emmanuel Joris, quoiqu'il exerce son activité sur une scène moins vaste. Au lieu d'écrire à des ministres et à des Excellences, il ne correspond qu'avec les siens : son cousin le préfet national de Rivaz, ses amis politiques de l'Entremont et sa jeune femme, Patience, qu'il aime tendrement. Il se fait pour eux l'informateur de ce qu'il voit, l'écho de ce qu'il entend et le confident de ce qu'il ressent.

\* \* \*

<sup>5</sup> *La chronique de Christian Massy de Grimentz (Anniviers) pour les années 1790-1840*, publiée par Grégoire Ghika et Michel Salamin, dans *Vallesia*, t. 15, Sion, 1960, pp. 297 - 345 ; pour cette citation, voir p. 323.

<sup>6</sup> Il suffit de mentionner, à titre d'exemple, les pièces 34, 42, 48 et 54.

François-Emmanuel Joris, fils d'Etienne-Antoine, est né à Orsières, le 1<sup>er</sup> janvier 1761.

Après avoir étudié à l'Université de Strasbourg, il s'établit dans son village où il exerce les fonctions de notaire. Au moment où les communes du Bas-Valais s'insurgent contre la tutelle que leur impose la République des VII Dizains, Fr.-Emm. Joris fait partie du comité général de Saint-Maurice.

Dès l'établissement du régime helvétique, Joris accepte la charge de sous-préfet du district de Sembrancher. Sa fidélité au gouvernement constitutionnel et son opposition aux activités illégales du général Turreau lui vaudront d'être placé sous surveillance militaire à Sion, le 31 décembre 1801. Peu de jours plus tard, Turreau le renvoie dans l'Entremont. C'est alors que survient la destitution du préfet national Ch.-Emm. de Rivaz. Joris refuse ouvertement de reconnaître le nouveau préfet d'institution militaire, l'avocat francophile Louis Pittier qui le destitue à son tour le 31 janvier 1802. Joris n'en poursuit pas moins ses menées en faveur du régime helvétique dont il est le plus ferme défenseur dans son district. Pour le punir, les autorités d'organisation militaire lui donnent l'ordre de se rendre à Saint-Maurice où il est assigné à résidence jusqu'après la réunion des assemblées électorales qui rétablissent la légalité dans le Valais. Le 23 août 1802, les électeurs du district de Sembrancher le désignent comme leur député à la diète valaisanne.

Sous le nouveau régime de la République indépendante du Valais, Joris remplit les fonctions de député du dizain de l'Entremont de 1802 à 1808, celles de président de ce dizain de 1802 à 1807, puis celles de vice-président.

Quand, à la fin de l'année 1810, le Valais est incorporé à l'Empire français sous le nom de département du Simplon, Joris abandonne ses activités politiques. Il remplit pourtant la charge d'avoué près le Tribunal d'instance. Il décède en 1814, à Sion.

La vie privée de Fr.-Emm. Joris nous est à peine mieux connue que sa vie publique. En 1800, il épouse Patience Du Fay. Plusieurs naissances accroissent peu à peu la famille Joris. A la fin de l'année 1800, naît Alexis, futur chef militaire de la « Jeune Suisse » ; les jumelles Louise et Marguerite viennent ensuite au monde, le 19 septembre 1801. Il semble que la première soit morte encore enfant ; quant à la seconde, elle épousera, en 1829, le capitaine Bovier. L'année suivante naît Virginie, qui mourra célibataire, à Sion, en 1867. La naissance de Joseph-Hyacinthe-Eugène, au mois d'avril 1804, complète le cercle de la famille.

\* \* \*

La correspondance de Fr.-Emm. Joris, pour la période du régime Turreau, comprend cinquante-neuf lettres, sans compter les pièces annexes. Elles proviennent de plusieurs fonds.

En 1964, les Archives cantonales du Valais recevaient en dépôt de nombreux parchemins, papiers et minutes de notaire provenant des descendants d'Alexis Joris. Notre attention fut attirée par une liasse de lettres écrites par François-Emmanuel Joris à sa femme Patience. L'intérêt que nous avons



pris à leur lecture nous a poussé à rechercher la correspondance du sous-préfet du district de Sembrancher à la fin du régime helvétique en Valais.

Nous avons d'abord passé en revue les fonds officiels de l'Helvétique et de la Médiation, ainsi que les fonds privés de Rivaz, Odet I et Luder, aux Archives cantonales. Poursuivant nos recherches, nous avons découvert quelques documents à Berne, dans le fonds de l'Helvétique des Archives fédérales. En dépit de minutieuses investigations dans de multiples fonds privés des Archives cantonales et des archives communales de Liddes, de Sembrancher et d'Orsières, nous n'avons pas pu retrouver les lettres que le sous-préfet Joris a adressées aux administrations locales de son district. Des démarches nombreuses et vaines ne nous ont pas permis non plus de découvrir les lettres écrites par Patience Joris à son mari.

Afin de faciliter la lecture de la correspondance que nous avons retrouvée, nous avons rendu aux mots leur orthographe moderne. Nous avons en outre, après les avoir placés entre crochets carrés, restitué les termes omis par les correspondants et complété les noms et les prénoms des personnes mentionnées ou seulement évoquées. Nous avons aussi fait suivre chaque document d'une indication qui en précise la provenance et, quand cela nous a paru nécessaire, nous l'avons éclairé par des notes. En appendice, nous avons enfin publié la liste des autorités constitutionnelles du district de Sembrancher, au mois de février 1802.

Ces documents vont du début du mois de décembre 1801, époque où l'arrivée du général Turreau est connue dans l'Entremont, jusqu'au 18 août 1802, date de la réunion des assemblées primaires, qui est aussi celle du début de l'organisation du Valais en une république indépendante. Ils recouvrent donc une période de huit mois et demi. Vingt-trois lettres sont adressées à Ch.-Emm. de Rivaz ; seize à Fr.-Emm. Joris, quinze à Patience Joris ; Louis Pittier, Joseph Luder, François-Paul Bonvin et Müller-Friedberg en reçoivent chacun une, ainsi que les sous-préfets en corps. Parmi les pièces annexes, trois documents constituent des procès-verbaux rédigés à l'intention des autorités constitutionnelles. Ces lettres sont écrites selon une fréquence très variable : seize le sont en décembre 1801 ; huit, en janvier 1802 ; trois, en février ; trois, en avril ; trois, en mai ; quatre, en juin ; neuf, en juillet et treize, en août. Il faut enfin relever que toutes les lettres écrites par Joris à sa femme sont datées des mois de juillet et d'août 1802 et qu'elles sont expédiées de Saint-Maurice où il est placé sous surveillance militaire.

Cette correspondance nous renseigne donc essentiellement sur deux points : la vie politique du district de Sembrancher, de décembre 1801 à juin 1802 et les soucis du sous-préfet et du père de famille durant les mois de juillet et d'août 1802.

\* \* \*

Au mois de décembre 1801, le général Turreau pénètre en Valais. Les instructions que lui a fait parvenir son gouvernement sont claires : « L'un des objets de l'occupation du Valais, depuis le Simplon jusqu'au Mont-Blanc, est d'en préparer sans trouble la réunion, en disposant les esprits au gouvernement

pour lequel ils sont destinés ». Par « la douceur avec laquelle ce pays doit être traité » et par la discipline qu'il imposera à ses troupes, Turreau « aura soin de répandre que la réunion à une nation puissante est plus propre à garantir la tranquillité intérieure ». Il respectera les usages des Valaisans et « il ne changera rien à la forme actuelle de leurs administrations ». Comme ses troupes sont apparemment destinées à la surveillance des travaux de la route du Simplon, elles seront entretenues grâce aux revenus publics du Valais. « Il est dès lors nécessaire, poursuivent les instructions, que l'état actuel des caisses publiques du Valais soit incessamment vérifié, et qu'il ne soit plus fait de versements de fonds dans le trésor de l'Helvétie. » Après avoir chargé Turreau d'obtenir divers renseignements sur la situation du Valais, le gouvernement français poursuit : « Le général Turreau mettra le moins d'appareil possible dans l'exécution de la mesure qui lui est confiée. Il ne s'agit encore que d'une occupation militaire du Valais. Cette mesure est nécessairement provisoire, et elle doit être présentée comme telle dans toutes les explications officielles et par écrit qui pourront être données par le général Turreau. S'il est interpellé sur ses opérations par quelques agents helvétiques, il se bornera à leur rappeler qu'il a été chargé de la direction des travaux de la route qui doit traverser le Valais ; que des troupes sont mises à ses ordres pour assurer l'exécution de ces travaux ; que, dans tous les cas, la dépense doit en être prélevée sur les revenus du pays ; qu'enfin, comme il n'est point chargé d'examiner cette opération sous ses points de vue politique, c'est aux gouvernements français et helvétique que doivent être adressées les observations de ce genre. » <sup>7</sup>

Le 23 novembre 1801, le jour même de son arrivée à Sion, Turreau prévient la Chambre administrative des mesures qu'il fixe pour l'affectation des revenus publics du Valais <sup>8</sup>. Le district de Sembrancher apprend les exigences du général par une lettre du préfet de Rivaz. La population ne s'en soucie guère. Elle s'émeut beaucoup plus à la pensée des redevances arriérées qu'elle devrait payer à l'abbaye de Saint-Maurice et aux curés des paroisses. Les réquisitions pécuniaires, souvent renouvelées, pour l'entretien des troupes françaises la mécontentent profondément et suscitent nombre de fausses nouvelles.

L'arrêté du 4 nivôse (25 décembre 1801), qui casse la décision de la Chambre administrative de prélever seize mille francs pour subvenir aux besoins des soldats français cantonnés dans le pays, crée de l'émoi dans l'Entremont. Le sous-préfet Joris est soucieux ; il visite chaque commune de son district. Les autorités et la population manifestent partout leur fidélité au régime helvétique. Quelques rares individus désirent la réunion du Valais à la France. Pourtant, les municipalités aspirent toutes à être déchargées de leur emploi. Les francophiles se servent de leur lassitude pour les engager, progressivement, à opter pour la France.

<sup>7</sup> Bibliothèque publique de la ville de Neuchâtel, *Documents diplomatiques franco-suisses* (copies Rott), Correspondance politique, Missions en Valais, t. 9, (1799-1803), fol. 74 - 77, copie de la minute déposée à Paris, Affaires étrangères, *Valais*, t. 6, fol. 108 et suivants.

<sup>8</sup> Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 45 - 47 ; la lettre y est publiée.

La destitution de Tousard d'Olbec et du préfet de Rivaz, le 23 janvier 1802, accable de nombreux fonctionnaires. Joris ranime leur courage ; il refuse de reconnaître les « intrus » et il s'attend à être destitué à son tour. Cela ne tarde pas. Le 3 février, en présence de la troupe française, il apprend sa destitution et son remplacement par Charles Contard.

Dès lors, non seulement la population, mais les membres des autorités se scindent en deux groupes : celui des « patriotes » et celui des « intrus ». Ceux-ci deviendront de plus en plus puissants, jusqu'au moment où ils seront obligés de modérer leur zèle pour la réunion du Valais à la France, car le gouvernement de Paris décide de constituer leur pays en une république indépendante.

Les partisans du régime helvétique voient leur nombre diminuer peu à peu. Plus que leurs compatriotes, ils seront accablés de logements militaires. Avec une étonnante patience, ils supporteront des vexations diverses et nombreuses.

Au lendemain du 3 février 1802, Joris et Contard recensent simultanément les hommes sur lesquels chacun peut compter en qualité d'agent. La lettre de Joris à de Rivaz, du 21 février, est significative à cet égard<sup>9</sup>. Celle de Contard à Pittier, du 8 février, ne l'est pas moins. On y apprend la situation de chaque commune. A Bagnes, Pierre-Joseph Michellod et Augustin Bruchez acceptent tous deux de collaborer provisoirement avec les autorités d'organisation militaire ; ils n'aspirent, il est vrai, qu'à être remplacés. Le nouvel agent d'Orsières, Etienne Sarrasin, refuse de fonctionner, après avoir pourtant promis son concours ; il renvoie les actes officiels à Contard qui les lui retourne, mais « les gens de sa maison ne voulurent les recevoir et jetèrent les papiers par la croisée après l'ordonnance qui les avait portés ». A Liddes, Jean-Joseph Massard et son adjoint Gaspard Massard ne publient pas la lettre de leur entrée en fonctions « parce qu'ils craignent la fureur de quelques malveillants »<sup>10</sup>. François-Nicolas Moret, agent d'organisation militaire à Bourg-Saint-Pierre, « n'ose demeurer chez lui pour avoir accepté cette charge malgré toute sa commune ». Devant les difficultés qu'il rencontre pour trouver des auxiliaires dans les communes, Charles Contard se sent pris d'un sentiment de lassitude qu'il ne peut cacher : « Je commence à sentir, citoyen préfet [Pittier], combien la fonction dont vous m'avez honoré est au-dessus de mes forces ; mais agréez, s'il vous plaît, ma bonne volonté et pardonnez ma faiblesse. »<sup>11</sup>

Nous n'avons pas retrouvé les lettres de Joris pour les deux mois qui suivent, soit depuis le 22 février jusqu'au 21 avril 1802. Il est donc impossible

<sup>9</sup> Voir pièce N° 27.

<sup>10</sup> Ce n'est que le 7 mai 1802 que Jean-Joseph Massard se soumet à l'autorité militaire. On le sait par une lettre de Charles Contard à Louis Pittier, du 17 floréal (7 mai 1802), dans le fonds Rz, cart. 86, fasc. 2, N° 90. En voici un extrait : « Je viens dans ce moment même de recevoir deux lettres, dont l'une du capitaine [commandant la compagnie stationnée à Liddes] qui me dit que Massard a accepté la fonction d'agent provisoire ; l'autre, de l'agent même qui me dit qu'ayant logé, deux jours [durant], quatre militaires, il accepte par force ».

<sup>11</sup> Les renseignements sur l'état des agences se trouvent dans une lettre de Charles Contard à Louis Pittier, du 8 février 1802, dans le fonds Rz, cart. 73, fasc. 18, N° 26.

pour l'instant de connaître par le détail ce qui s'est passé alors dans l'Entremont. On sait néanmoins, par une lettre du 22 avril, que ce district subit une exécution militaire dès le 11 avril. Elle durera jusqu'au 15 mai <sup>12</sup>. Les troupes françaises y sont entretenues tantôt chez les municipaux favorables au régime helvétique, tantôt chez tous les habitants. Les communes s'entendent pour organiser des centres d'achats de vivres à Martigny. Elles peuvent s'y approvisionner « secrètement au compte du district ». La commune de Bagnes reconnaît seule les autorités d'organisation militaire et refuse, peu de temps après s'être pourtant engagée, de participer aux dépenses collectives. Les autres municipalités souhaitent ardemment la fin prochaine de leurs peines. La nouvelle que la France veut constituer le Valais en une république autonome se répand peu à peu dans le district. Les francophiles prédisent une nouvelle domination du Haut-Valais sur le Bas. Joris réunit les représentants des communes pour les convaincre que les grandes puissances garantiront l'indépendance valaisanne. Mais personne n'ajoute vraiment foi à ses arguments.

Près d'un mois plus tard, le 24 mai, le village d'Orsières est en effervescence. Turreau, Pittier, Streicher, Contard et un contingent de grenadiers français y procèdent à la destitution de la municipalité. De nouvelles troupes pénètrent dans l'Entremont et s'installent à Vollèges. Toutes les communes délèguent des représentants à Orsières, dans la nuit du 28 au 29 mai. Ceux-ci envisagent de se soumettre à Turreau et à ses autorités. Joris use de toute son éloquence pour les détourner de ce projet. Il leur propose l'envoi d'une députation auprès du général pour obtenir une diminution de leurs charges. Joris, Pierre Ribordy et un municipal se rendent à Bex le jour même. Ils y obtiennent le retrait des troupes cantonnées à Vollèges.

Malgré cette mesure de clémence accordée par le général Turreau, les difficultés continuent pour les communes et pour les particuliers. Les partisans du régime helvétique et les adeptes de la France poursuivent leurs querelles journalières. La réunion des membres de la régie d'Orsières, ou de la bourgeoisie, accroît la tension dans cette localité. Joris y participe pour défendre les intérêts des combourgeois. Mécontent de l'influence que le sous-préfet destitué exerce sur ses concitoyens, Charles Contard lui enjoint l'ordre de se présenter à Benjamin Copt, commandant de la place de Saint-Maurice. Pendant près d'un mois et demi, Joris y demeure sous surveillance militaire, ce qui ne l'empêche pas de suivre attentivement l'évolution de son district.

Les lettres que Joris écrit durant son séjour forcé à Saint-Maurice reflètent trois sortes de préoccupations : celles de l'homme politique soucieux de raffermir le courage de ses subordonnés ; celles d'un parent attentif à toute sa belle-famille et à la famille de son oncle François Joris ; celles, surtout, du mari et du père que des circonstances fâcheuses tiennent éloigné de sa femme et de ses enfants.

Ces lettres nous renseignent avant tout sur la vie quotidienne d'une famille valaisanne qui appartient au nombre des notables. Joris y exprime son amour pour sa jeune femme Patience, sa tendresse pour son petit garçon, Alexis, et pour ses fillettes jumelles, Marguerite et Louise ; son affection pour

<sup>12</sup> Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, p. 252.

son oncle François Joris ; son intérêt pour tout ce qui touche à la famille de sa femme. Ainsi, Thérèse Du Fay, qu'il appelle « la maman » ; Louise, la femme d'Isaac de Rivaz ; Patience, celle de Pierre-Louis Du Fay ; Marguerite, celle de Michel Dufour ; Domitille, celle de Hyacinthe Darbellay ; Pétronille et Josette Du Fay, les deux sœurs cadettes de sa propre femme prennent tour à tour leur place dans ces lettres. Joris s'y montre aussi soucieux de la santé de son épouse à qui il fait part des conseils de la tante Louise Joris ; il s'inquiète de celle de ses enfants ; il rappelle la nécessité d'embaucher des ouvriers agricoles pour les travaux des prés et des vignes ; il explique les achats qu'il faut effectuer et les cadeaux que lui-même a acquis pour sa chère Patience ; il raconte enfin longuement les vexations qu'il subit de la part du commandant Copt, les nouvelles relatives au sort prochain du pays et son impatience de recouvrer sa liberté. C'est la correspondance d'une personne soucieuse du détail, curieuse de l'imprévu, attentive à juger les événements et les hommes.

Elle présente donc un très grand intérêt pour qui désire connaître les sentiments politiques et le ménage quotidien d'une famille valaisanne au moment où notre pays retrouve son indépendance en 1802.

M. S.

## ABRÉVIATIONS

a	=	autographe
AF	=	Archives fédérales, à Berne
AV	=	Archives cantonales du Valais, à Sion
H	=	fonds de l'Helvétique, aux AV
Helv.	=	fonds de l'Helvétique, aux AF
M	=	fonds de la Médiation, aux AV
Rz	=	fonds de Rivaz, aux AV
s	=	signé ou signature

A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques...* = Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet dans *Mém. et doc. publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, t. 5-7, 3 vol., Lausanne, 1961.

Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires* = Charles-Emmanuel de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire en Valais par le général Turreau*, publiés par Pierre-Antoine Grenat, Sion, 1890, IV + III + 384 p.

Strickler = Johannes Strickler, *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, t. 1 - 11, 1887-1911.

*La correspondance d'Augustini...* = *La correspondance d'Augustini durant sa mission à Berne (7 juin - 6 août 1802)*, publiée par Michel Salamin, dans *Vallesia*, t. 19, Sion, 1964, pp. 189 - 246.

Michel Salamin, *Histoire politique...* = *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. 12, Sion, 1956, pp. 1 - 281.

Sion, 2 décembre 1801. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Je suis informé que, hier à midi, un chirurgien-major français [Pagnot], attaché au général Turreau, est parti de Saint-Maurice pour se rendre dans votre district et aller jusqu'au Bourg-Saint-Pierre. Comme j'ai de très fortes raisons de croire que cet individu est un émissaire chargé d'influencer les esprits et de ménager un parti pour la réunion à la France, je me hâte de vous en informer et de vous prier d'avoir un œil très attentif sur ses démarches, de vérifier partout où il logera, ainsi que les gens auxquels il parlera et de savoir les discours qu'il aura tenus dans sa route. Il importe de connaître exactement ces détails, soit pour opposer à ces menées les mesures nécessaires, soit pour être instruit d'une manière positive du genre d'intrigue dont on veut user vis-à-vis de nous <sup>1</sup>. Je compte sur votre loyauté en cette occasion. Vous n'avez pas été un fonctionnaire fidèle à la République helvétique pendant près de quatre ans pour négliger ses intérêts en cette occasion importante. Je m'assure, au contraire, que vous lui continuerez vos services avec encore plus de zèle dans le moment qu'elle en a besoin. Vous êtes même autorisé à faire quelques dépenses pour cela et, sur votre note, je les ferai rembourser. Le gouvernement m'a donné des pouvoirs à cet égard et il fournira le nécessaire. Vous aurez soin de cette lettre ; elle n'est pas pour votre bureau, mais pour votre usage purement personnel. Demain, j'écirai circulairement aux sous-préfets et à vous pour vous parler plus particulièrement de notre position et leur donner des directives à suivre dans ces moments orageux.

(H 36, N° 6696, minute.)

<sup>1</sup> Dans ses lettres des 3 et 8 décembre 1801 au conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur (H 36, N°s 6700 et 6716, minutes), Charles-Emmanuel de Rivaz désigne Charles Pagnot comme un espion et un agitateur.

Sion, 2 décembre 1801. — Charles-Emmanuel de Rivaz aux sous-préfets Pierre-Louis Du Fay, Hyacinthe de Nuce, Frédéric Gross, Mathias Monnier et François-Emmanuel Joris.

L'arrivée du général Turreau aura sans doute fait sensation dans les communes de votre district et aura peut-être accrédité l'opinion que ce pays allait être réuni à la France. C'est pour réduire les bruits sans doute exagérés par la renommée à leur véritable point de vue que je m'empresse de vous adresser la présente.

J'ai donc l'honneur de vous dire que, dans les communications que m'a faites ce général, il s'est borné à me parler de la continuation des travaux du Simplon et qu'il devait avoir des ingénieurs auprès de lui pour en continuer

les plans et préparer les travaux du printemps prochain ; qu'ayant fait part à notre gouvernement des bruits qui se répandaient sur le but de sa mission, le Petit Conseil nous a écrit formellement que, depuis le mois de juillet dernier, il n'avait plus été question du Valais entre le gouvernement français et le gouvernement helvétique ; que ni lui, ni aucun de ses membres n'ont jamais donné les mains ni directement, ni indirectement à aucune cession du Valais et qu'ils ne l'y donneront jamais ; qu'un courrier extraordinaire a été envoyé à Paris par le premier landamman pour réclamer contre l'espèce d'occupation militaire du Valais que paraît vouloir faire le général Turreau, et que nous devons absolument nous refuser à toutes demande, exaction ou réquisition de ce général ou des officiers sous ses ordres qui seraient incompatibles avec les droits de la République helvétique et avec son indépendance <sup>1</sup>.

Vous voyez d'après cela, d'un côté, que le général français n'a point manifesté d'intentions directes d'usurpation et que, de l'autre, le gouvernement helvétique est dans la plus ferme résolution de nous défendre de tout son pouvoir. Vous devez donc vous rassurer, comme nous le faisons. La Chambre administrative et moi, nous reprenons de la confiance dans les efforts du gouvernement. Je vous invite de même à ranimer votre courage.

Vous aurez appris sans doute la démarche que [le] général avait faite auprès de la Chambre pour mettre à sa disposition l'argent des caisses publiques. Cette entreprise nous avait véritablement consternés, mais il paraît que ce n'était qu'un essai qu'il a voulu faire pour savoir jusqu'à quel point la Chambre se laisserait intimider ; elle ne l'a pas été et, de suite, le général lui a écrit, ainsi qu'à moi, pour dire qu'il ne demandait la disposition de cet argent que pour l'entretien des troupes et favoriser les travaux du Simplon ; que d'ailleurs il ne nous la demandait qu'autant que le gouvernement helvétique nous y autoriserait. Ce retour en arrière prouve qu'il était très peu sûr de son fait lors de sa première démarche, et c'est un nouveau motif pour nous engager à la persévérance.

Je vous invite en conséquence à communiquer avec vos agents et vos municipalités pour diminuer le plus que vous pourrez dans leur esprit et, par eux, dans celui des simples citoyens l'impression que l'arrivée de ce général a pu produire. Je m'en rapporte à votre prudence et votre connaissance des dispositions de vos ressortissants sur les moyens que vous croirez les plus propres à y parvenir. Ce que je vous dis est plus ou moins confidentiel. Vous saurez distinguer ce qui est pour vous seulement et ce qui peut être communiqué à vos fonctionnaires. Vous pouvez d'ailleurs leur parler encore de la proclamation du 9 novembre par laquelle le Sénat a formellement prononcé pour l'avenir l'abolition de l'impôt foncier, ainsi que le rachat des fiefs à une taxe raisonnable <sup>2</sup>. Notre peuple ne peut donc jamais espérer de position plus favorable que celle que lui offre le gouvernement helvétique et cette perspective doit d'autant plus l'armer contre les séductions que les agitateurs peuvent lui présenter pour le disposer en faveur de la France.

Je dois d'ailleurs appeler votre attention particulière sur toutes les assemblées secrètes que vous pourriez croire composées de ces sortes d'agitateurs. Veuillez les empêcher et, si vous en apprenez, n'hésitez pas à les dissoudre et à faire saisir leurs principaux moteurs. Je vais écrire au gouvernement pour lui proposer de m'envoyer cinquante hommes de troupes helvétiques



qui soient à ma disposition<sup>3</sup>. J'[en] enverrai, d'après vos indications, pour effectuer toutes les arrestations que vous jugerez nécessaires ou que j'aurai jugées telles d'après vos rapports dans les cas où les faits ne vous auraient pas paru assez décisifs ou assez urgents pour adopter de vous-mêmes cette mesure. Je pense que le gouvernement adhérera à ma proposition ainsi qu'à celle que j'y ajouterai, soit pour ménager les logements de gens de guerre dans ce canton, soit pour éviter tout conflit d'autorité militaire avec le général Turreau, de placer ces cinquante hommes dans le district d'Aigle d'où ils se transporteront en cas de besoin où il leur sera indiqué. Si cette mesure est consentie par le gouvernement, je donnerai des directions suffisantes au commandant de cette troupe pour qu'il obéisse de suite aux réquisitions qui pourraient lui être faites de la part des sous-préfets. Vous devez penser que les mêmes directions que je vous donne contre les fauteurs et les assistants à des assemblées dangereuses doivent être aussi appliquées à tous ceux qui tiendraient des discours propres à alarmer le peuple ou à le distraire des sentiments qu'il doit à sa patrie. Je crois qu'une active police est un moyen efficace, le seul peut-être de nous sauver des intrigues secrètes de la France ou des agitations intérieures qu'elle pourrait exciter, lesquelles nous jetteraient plus ou moins dans un état d'anarchie difficile à supporter. Je compte sur votre concours pour travailler à l'empêcher et j'espère que vous réchaufferez le zèle de vos fonctionnaires subordonnés.

Je ne crois [pas] avoir besoin de vous dire que cette lettre n'est pas destinée à être déposée dans votre bureau. Elle est pour vous seuls. Veuillez donc bien veiller à ce que dans aucun cas elle n'acquière de la publicité. Je vous répète que je laisse à votre discrétion à calculer ce qui doit être communiqué à vos communes. Suivez en cela la règle de la réserve, mais en l'accompagnant cependant de ce qui peut relever les espérances et maintenir le courage des citoyens fidèles à leur pays. Je vous serai très obligé de me faire tous les courriers un rapport sur ce qui se passe dans votre district. Je dois en faire au conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur [Pierre Glutz] et, pour qu'ils soient tels qu'ils doivent être, il est nécessaire que je sois secondé par les vôtres. Je suis autorisé par le gouvernement à faire quelques petites dépenses secrètes pour activer cette surveillance. Vous pouvez donc faire celles que vous jugez utiles ; je vais demander de l'argent au gouvernement et je rembourserai fidèlement les frais que vous aurez faits.

(H 36, N° 6695, minute.)

<sup>1</sup> Pour la lettre du Petit Conseil à la Chambre administrative, du 28 novembre 1801, voir Strickler, t. 7, pp. 734-735, N° 15. C'est dans cette lettre que se trouvent les directives du Petit Conseil aux autorités du Valais : « Quant à vous, Administrateurs, Préfet et (autres) fonctionnaires publics du Valais, qui dans la situation la plus pénible demandez des directions et des ordres, voici ce qui vous est enjoint :

a) Vous refuserez l'obéissance à toute demande, exigence et réquisition du général Turreau ou des officiers sous ses ordres qui serait incompatible avec les droits de la République helvétique sur le canton du Valais et avec vos devoirs envers l'autorité suprême helvétique, la seule que vous puissiez reconnaître.

b) Si malgré votre refus le militaire français passait outre, vous céderez en protestant contre l'usurpation.

c) Vos protestations seront fondées sur l'ancienne union du Valais à la Suisse, devenue plus intime par la constitution de 1798 et par tous les maux de la révolution, sur le traité

d'alliance existant entre les deux Républiques, sur la paix de Lunéville, qui a reconnu l'existence politique et l'indépendance de la République helvétique et dès là-même la conservation de toutes les parties qui la forment ; enfin sur le présent ordre du gouvernement. »

<sup>2</sup> Pour le texte de cette proclamation, voir Strickler, t. 7, pp. 699-701, texte allemand, et pp. 701-703, texte français.

<sup>3</sup> Pour la lettre au conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur, du 3 décembre 1801, voir H 36, N° 6700, minute.

### 3

Orsières, 5 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai reçu hier votre lettre confidentielle du 2 courant ; j'ai en conséquence aussitôt écrit confidentiellement à mes agents, qui pensent tous bien, pour qu'ils prennent secrètement des informations sur le passage de l'individu [Pagnot] dont vous me parlez. Je n'ai encore de réponse que de l'agent de cette commune [Cavelli], qui me dit que cet individu n'a point paru dans les auberges et qu'on ne l'a pas vu passer. Je pense que, s'il a passé ici, il ne se sera pas arrêté ; il n'y trouvera guère de prosélytes. Comme le 1<sup>er</sup> courant, jour qu'il est parti de Saint-Maurice, était foire à Martigny, il est possible qu'il ne soit venu que jusque-là, persuadé d'y trouver des citoyens de ce district portés pour la réunion à la France, dont Desloges lui aura donné une note.

J'ai de même reçu votre seconde lettre confidentielle du 3 de ce mois. J'ai l'honneur, citoyen préfet, de vous remercier des communications que vous m'y faites et de vous assurer, à la hâte, que je ne négligerai rien pour ranimer autant qu'il dépendra de moi le courage et la confiance des autorités et des citoyens de ce district et pour remplir conformément à mon devoir les autres intentions du gouvernement qui sont en même temps les vôtres.

L'arrivée du général Turreau et de ses troupes a effectivement fait naître des soupçons et donné des craintes à quelques fonctionnaires que son but, soit sa mission, ne fût d'opérer la réunion de ce canton à la France. J'ai tâché de les rassurer en leur disant que, si cela était décidé, vous en seriez instruit, que vous m'auriez fait l'honneur de m'en informer et que ce général était probablement revenu pour la route du Simplon. La nouvelle de la réunion paraît tombée actuellement. La demande de ce général à l'administration des caisses publiques, qui est faite pour alarmer, est encore ignorée dans ce district ; je n'en savais pas même le mot <sup>1</sup>. Depuis que Desloges est hors du canton, il paraît que la contagion a cessé ; tous les esprits sont assez tranquilles pour le moment. Par le premier courrier, j'aurai l'honneur de vous donner un rapport plus assuré de la situation de ce district, ayant écrit à mes agents de m'informer régulièrement deux fois par semaine de tous les bruits et de toutes les nouvelles qui se répandent dans leur commune respective, et par qui.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 2, a. s.)

<sup>1</sup> Cette demande, du 3 frimaire (23 novembre 1801), exige que tous les revenus du Valais soient retenus par les autorités administratives jusqu'à ce que Turreau en ait déterminé l'application. Néanmoins, « le Goms, c'est-à-dire toute la partie du Haut-Valais depuis la Massa, rive droite du Rhône, et la ravine de Bister, rive gauche, est seul excepté de cette disposition ». La demande de Turreau est publiée dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 45-47.

Sembrancher, 9 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

En conséquence de la réponse des agents de Liddes [Germain Darbellay] et [Bourg-] Saint-Pierre [Anselme-Nicolas Moret], j'ai l'honneur de vous dire que l'individu [Pagnot] dont vous m'avez parlé dans votre lettre du 2 courant n'a point paru dans ces communes. Mais il a passé cette semaine des vagabonds savoyards et il en passe presque toutes les semaines, qui rôdent de commune en commune, d'hôpital en hôpital jusqu'à [Bourg-]Saint-Pierre, d'où ils retournent sur leurs pas, et qui ont dit à Orsières que d'ici à Noël le Valais serait réuni à la France, qu'on devait s'empresse de partager les fonds des églises et des confréries, qu'à ce défaut les Français s'en empareraient. Lorsque j'en fus informé, je voulus les faire arrêter, mais n'ayant pas de fusiliers prêts, ils partirent pendant que j'en fis chercher. Cette nouvelle, quoique dénuée de fondement et donnée par des gens sans aveu, ne laisse pas de faire impression sur des personnes trop crédules du peuple.

La mendicité étant défendue dans toute l'Helvétie, il me paraît par conséquent que les rentes de nos hôpitaux sont destinées et ne doivent être appliquées qu'à l'entretien des pauvres indigents de chaque commune et non à alimenter des vagabonds étrangers plus ou moins nuisibles à la société et qu'ainsi les hospitaliers ne doivent point loger ces vagabonds. Mon dessein serait, si vous le jugez à propos, citoyen préfet, et si vous m'y autorisez, de leur faire défendre d'en recevoir à l'avenir, mais cette mesure ne peut guère s'exécuter lorsqu'ils arrivent dans un endroit à l'entrée de la nuit. Si la garde du pont de Saint-Maurice faisait son devoir, on ne verrait pas tant de vagabonds dans l'intérieur du canton. Il serait à désirer aussi que le gouvernement établisse enfin des maréchaussées dans ce canton.

Au reste, tout est tranquille dans le district pour le moment.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 8, a. s.)

Sembrancher, 12 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous informer que le citoyen Dallèves, suppléant administrateur, s'est permis de dire, en présence de plusieurs personnes dans cette commune, que nous deviendrons Français. Je trouve ces propos d'autant plus indécents qu'il est fonctionnaire public et qu'ils sont par conséquent plus accrédités que s'ils étaient tenus par un simple citoyen. Il me paraît que, s'il le pense ou s'il le désire, il devrait s'en tenir là et ne pas propager ses désirs et les donner pour certains. Comme il est très ambulant, il est à craindre qu'il ne sème les mêmes propos ailleurs que dans ce district.

J'ai cru devoir vous en instruire afin que vous puissiez, citoyen préfet, si vous le jugez à propos, l'inviter à se modérer ; je vous prie seulement de ne pas lui dire qui vous en a fait part, non par rapport à moi, parce que je n'ai ni honte ni crainte de faire mon devoir à son égard, comme à l'égard de tout autre et que j'ai d'ailleurs relevé de pareils discours qu'il a tenus en ma présence et celle de plusieurs personnes sur la rue à Sembrancher, à la fin de juillet dernier, mais afin qu'il ne sache pas la personne qui m'a rendu ses propos, que j'ai chargée de faire attention aux nouvelles et aux bruits qui se répandraient et qu'il devinerait probablement s'il savait que je vous en ai informé.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 11, a. s.)

6

Orsières, 15 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Je m'empresse de vous donner avis que j'ai appris aujourd'hui d'un particulier de cette commune que, vers le milieu de la semaine dernière, il a passé un officier ou chirurgien français, conduit par le citoyen François-Nicolas Moret de [Bourg-]Saint-Pierre, qui est probablement l'individu dont vous m'avez parlé dans votre lettre du 2 courant. Ce particulier n'a pu distinguer parfaitement son uniforme, étant enveloppé d'un manteau gris, mais Moret lui dit que c'était un officier français. C'est tout ce que j'en sais pour le moment ; je vais écrire aux agents de Liddes [Germain Darbellay] et [Bourg-] Saint-Pierre [Anselme-Nicolas Moret] pour savoir s'il a séjourné dans leur commune, etc., ou s'il a passé la montagne et aussitôt que j'aurai leur réponse, j'aurai l'honneur de vous en faire part.

L'on débite aujourd'hui qu'il doit venir des troupes françaises dans ce district. Cette nouvelle, quoique sans fondement, fait craindre à quelques personnes du peuple que ce ne soit pour proclamer la réunion de ce canton à la France.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 14, a. s.)

7

Sion, 19 décembre 1801. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

J'ai reçu hier seulement les trois lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous les dates du 9, 12 et 15 de ce mois ; ceci me prouve que les messagers et occasions dont vous vous servez font très négligemment leurs commissions et je m'empresse de vous en avertir pour que vous puissiez y remédier. Il importe, dans ces moments-ci, de rendre notre correspondance prompte et régulière et j'ai l'honneur de vous le recommander. Quand la chose vous paraîtra mériter un exprès, je le payerai.

L'avis, que vous me donnez dans votre lettre du 9, des bruits répandus par des vagabonds prouve la nécessité de surveiller encore davantage cette espèce de gens. Il serait à souhaiter que vous puissiez engager vos communes à avoir toujours quelqu'un de prêt pour les chasser au-delà du Saint-Bernard et je vous autoriserai même à les faire menacer de quelques coups de bâton s'ils rentraient et à leur tenir parole sans autre formalité, afin de parvenir efficacement à les écarter. Quant aux hôpitaux, s'ils n'y trouvaient pas asile, ce serait un motif de plus pour eux de prendre d'autres routes et, en conséquence, je vous autorise aussi à vous concerter avec les hospitaliers pour ôter, autant qu'il sera possible, cette ressource aux vagabonds. Je vais écrire au sous-préfet de Saint-Maurice [de Nucé] pour éveiller l'attention de la garde du pont sur cette espèce de gens ; mais cette surveillance ne sert à rien pour ceux qui arrivent du côté de Monthey, puisqu'ils peuvent passer par Vérossaz, et il faut que la police des communes supplée au manque des maréchaussées que le gouvernement n'a pas encore été en état d'établir malgré les sollicitations réitérées que je lui ai faites à cet égard.

Je vous remercie de l'avis contenu dans votre lettre du 12 sur le citoyen Dallèves. Sa conduite ne peut qu'être très blâmable et je lui écris directement pour lui faire des reproches nécessaires à cet égard<sup>1</sup>. Veuillez, en attendant, avoir l'œil sur ses démarches et me tenir au courant de ce qu'il dira à l'avenir.

Quant au rapport contenu dans votre lettre du 15, j'attends avec empressement le résultat des informations que vous aurez reçues des agents de Liddes [Germain Darbellay] et [Bourg-]Saint-Pierre [Anselme-Nicolas Moret] sur la conduite du particulier conduit par le citoyen François-Nicolas Moret. Ce sera très vraisemblablement le même [Pagnot] que je vous ai désigné.

Je n'ai point encore entendu dire qu'on envoyât des troupes dans votre district ; mais si cela était, il ne faut point en prendre ombrage ; il sera pourvu à leur nourriture et je vous prie d'inviter le peuple à ne point s'inquiéter.

(H 36, N° 6773, minute.)

<sup>1</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz à Pierre-Joseph Dallèves, du 19 décembre 1801, H 36, N° 6776, minute.

## 8

Orsières, 19 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Joseph Luder, agent de la commune de Sembrancher.

### *Confidentielle*

Je viens d'apprendre par voie sûre que le chirurgien-major français [Pagnot], dont je vous ai parlé dans ma lettre confidentielle du 4 courant, devait arriver aujourd'hui à Martigny, où il séjournera peut-être jusqu'à lundi ou mardi prochain et que de là il doit venir dans les communes de ce district jusqu'à Bourg-Saint-Pierre.

Je m'empresse de vous en prévenir afin : 1° que s'il veut assembler des citoyens de votre commune, vous le surveilliez de près, tant par vous-même que par d'autres personnes dont vous serez sûr ; 2° que vous empêchiez, autant que vous pourrez, les citoyens de votre commune d'y assister ; 3° que vous preniez les informations que je vous ai prescrites dans ma susdite lettre du 4 courant. Je vous invite à me rendre promptement compte, à défaut d'occasions assurées et promptes, par un exprès, de ce qui se sera dit et passé à dite assemblée et à me donner la liste des citoyens qui y auront assisté, en me désignant le lieu de l'assemblée. Je vous recommande la plus grande surveillance et de faire *prudemment* tout votre possible pour déjouer les menées de cet individu.

[P.-S.] La présente ne doit pas être mise dans le dépôt de votre bureau.

(AV, Fonds Luder en cours de classement, lettre du 19 décembre 1801.)

9

Sembracher, 23 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous communiquer en substance ce que quelques-uns de mes agents, en retard à me répondre relativement à une circulaire du 5 courant que je leur ai écrite en conséquence de votre lettre du 3 de ce mois, viennent de m'écrire.

L'agent de Sembracher [Joseph Luder] me marque que l'arrivée du général Turreau a fait un peu de sensation dans le premier moment, qu'on en conjecturait très fort qu'on allait devenir français, que ce bruit s'est assoupi, mais que l'on craint encore que cette nouvelle alarmante ne se réalise à la fin.

L'agent de Vollèges [Pellaud] m'écrit qu'ensuite de l'arrivée du général Turreau, il s'est répandu le bruit que le canton de Valais avait été réellement relâché à la France ; qu'il avait entravé le rachat d'une partie des dîmes de sa commune, pour lequel elle était en négociation et que la constitution française avait même été publiée à Villeneuve et qu'elle devait aussi l'être sous peu à Saint-Maurice et Martigny ; mais que toutes ces nouvelles étaient tombées depuis le 1<sup>er</sup> de ce mois que des citoyens de la commune ont rapporté le contraire à leur retour de la foire de Martigny qui s'est tenue ledit jour ; 2° qu'il s'était aussi répandu le bruit, dernièrement, que le gouvernement helvétique et le gouvernement français étaient brouillés ; 3° que les réquisitions pécuniaires réitérées de l'administration pour l'entretien des troupes françaises avaient donné un grand mécontentement dans sa commune.

L'agent Bruchez, de Bagnes, me marque que, malgré les bruits qui ont couru, qu'il ne détaille pas, le peuple est tranquille, mais qu'il craint, ainsi que la municipalité, qu'il ne se laisse aller à des désirs déplacés à cause d'une demande inattendue dans le moment le plus critique. Le citoyen Darbellay, de Monthey, me dit-il, recouvreur de l'Abbaye de Saint-Maurice, vient de

sommer la commune de Bagnes de lui payer dans un terme fixé assez court qu'il ne désigne pas, tout ce qu'elle payait à ladite abbaye avant la Révolution en fiefs, se disant appuyé et ordonné par l'administration. Il m'ajoute que cette demande est d'autant plus alarmante pour sa commune qu'elle est obligée de fournir deux cents écus petits par mois pour l'entretien des troupes françaises ; que la masse de cette redevance est très considérable en grains et qu'elle s'élève en moutons à 96 pièces par année et qu'il ne peut me dissimuler la crainte extrême que le peuple de Bagnes assez simple, se voyant surchargé en toute manière et poussé par un désespoir, ne penche pour quelque mauvais parti, et qu'on croyait que ces redevances avaient été dévolues à l'Etat et que celui-ci les avait gracieusement relâchées.

Il me demande ensuite mes conseils pour la réponse que la commune doit faire au citoyen Darbellay. Ne pouvant prendre sur moi une affaire de cette conséquence, je me propose de lui répondre, en attendant vos ordres, citoyen préfet, de temporiser pour ne pas inquiéter et aigrir le peuple.

J'ai appris aussi par différentes voies et verbalement que, dans plusieurs communes de ce district, les révérends curés ont demandé à l'église les arrérages des dîmes et censes féodales ; que cette recouvre, se faisant dans les circonstances critiques où se trouve le canton, indispose beaucoup le peuple. Les malveillants ne manqueront pas de profiter de ces recouvres pour égarer le peuple en lui promettant que sous le gouvernement français il sera franc de toutes ces redevances, et le porter à embrasser un parti dont il ne tarderait pas à se repentir, mais lorsqu'il n'en sera plus temps.

En conséquence, pour parer aux maux qui résulteraient de la fausse doctrine que les malveillants inculqueraient au peuple, je vous prie, citoyen préfet, de vouloir bien engager notre révérendissime évêque [Blatter] d'écrire circulairement aux révérends curés de différer leur recouvre à un temps plus calme.

L'agent de [Bourg-]Saint-Pierre [Anselme-Nicolas Moret] m'écrit que l'arrivée du général Turreau avait effectivement fait craindre qu'on devînt français, que des particuliers de sa commune, étant allés à la foire de St-André à Vevey, y avaient ouï dire, ainsi que le long de la route, que le Valais était français et l'avaient cru et rendu à [Bourg-]Saint-Pierre, mais que sa commune avait été charmée d'apprendre le contraire.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 22, a. s.)

Sembrancher, 23 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Je m'empresse de vous informer que j'ai appris aujourd'hui que l'on a dit dans cette commune-ci que l'administration avait reçu du gouvernement français des fonds pour indemniser les citoyens André Pittier, aubergiste nouvellement établi, Jean Luy, Pierre-Antoine Delasoie, Philibert Delasoie, Jean Bérard, Etienne Luy et quelques autres particuliers dont j'ignore le nom



dans ce moment, tous de Sembrancher, de la perte qu'ils ont faite de leurs mulets au transport des équipages et de l'artillerie de l'armée de réserve qui les a emmenés. L'on m'a rendu que ce devait être le susdit André Pittier qui avait tenu ces propos, mais on ne me l'a pas donné pour sûr ; 2° que la Chambre avait gardé ces fonds et défendu à la municipalité d'indemniser lesdits particuliers ; 3° qu'étant réunis le 20 ou 21 courant (ne me rappelant pas positivement lequel de ces deux jours l'on m'a désigné) chez ledit Pittier avec les frères Charles Contard, adjudant sous-officier, et Pierre, capitaine dans le corps d'élite, où ils tenaient les discours ci-dessus, lesdits Contard leur ont conseillé de s'adresser à l'administration pour réclamer l'indemnité susdite et qu'à défaut d'acquiescement de sa part, ils devaient s'adresser au général Turreau pour se faire rendre justice, leur disant que la France ne permettrait pas une *coquinerie* telle que la retenue de leur indemnité ; 4° qu'en conséquence, ils ont nommé les prédits André Pittier et Jean Luy pour leurs procureurs pour se présenter à l'administration, ces prochaines fêtes de Noël, à l'effet ci-dessus et, en cas qu'ils ne touchent leur indemnité de l'administration, pour en porter plainte au général Turreau et réclamer son intervention à ce sujet.

J'ai cru, citoyen préfet, de mon devoir de vous prévenir de ce complot afin que vous puissiez prendre telles mesures que votre sagacité et votre sagesse vous dicteront pour empêcher que ces individus ne fassent de visite audit général et parer aux suites qui en résulteraient, étant persuadé que l'administration n'a point reçu de fonds pour indemniser les particuliers et qu'elle ne peut par conséquent le faire.

J'écris de même, par ce courrier, le contenu de la présente à l'administration pour sa conduite.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 23, a. s.)

## 11

Sembrancher, 23 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Je ne vous ai pas écrit par le dernier courrier, ne sachant rien de nouveau sur la situation de ce district. Depuis, j'ai appris que le citoyen Dallèves, suppléant administrateur, dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans ma lettre du 12 courant, paraît avoir changé d'opinion depuis qu'il travaille à l'administration, soit parce qu'il est instruit des affaires du gouvernement, soit peut-être aussi par des raisons qui me sont inconnues, mais il paraît avoir changé et pris confiance au nouveau gouvernement. Il m'a été rendu que, jeudi 17 courant, il a parlé devant le tribunal de ce district, en présence de plusieurs parties plaidantes, en faveur du nouveau gouvernement, qu'il y a dit que le gouvernement avait ou allait envoyer des secours pécuniaires à ce canton, que nous étions bien et que nous devions lui rester attachés.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 24, a. s.)

Sembrancher, 23 décembre 1801. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Je n'ai pas encore réponse de l'agent de [Bourg-]Saint-Pierre [Anselme-Nicolas Moret] au sujet de l'officier français dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans ma lettre du 15 de ce mois, conduit par le citoyen François-Nicolas Moret dudit lieu, mais j'ai vu aujourd'hui ce dernier à qui j'ai demandé quel était cet officier, d'où il venait et où il était allé. Il m'a répondu que c'était un officier français qui venait de Paris et est retourné à la cité d'Aoste, où il avait épousé une des demoiselles du comte de Bard. Je verrai si la réponse de l'agent est conforme à celle-ci et, dans le cas contraire, j'aurai l'honneur de vous en faire part. Au reste, ce ne peut pas être le chirurgien [Pagnot] dont vous m'avez fait mention. Mon collègue de Martigny [Gross] m'a écrit, le 19 de ce mois, que cet individu devait arriver ce jour-là à Martigny, s'y arrêter deux jours et, de là, venir dans ce district ; mais je viens d'apprendre aujourd'hui qu'il est encore à Saint-Maurice. L'on m'a dit qu'il se fait précéder d'un imprimé dans lequel il annonce au peuple qu'il traite et guérit les maladies gratis [*Annexe*]. Charles Contard et son frère Pierre, capitaine dans l'élite, ont, m'a-t-on dit, cet imprimé. C'est tout ce que je sais pour le moment.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 25, a. s.)

### *Annexe*

#### Annnonce de Pagnot

Le citoyen Pagnot, officier de santé en chef aux armées de France, autorisé par son gouvernement à passer six mois en Helvétie où il est venu pour affaires particulières, prévient les malheureux affligés de maladies qu'il veut leur être utile, leur donner gratuitement ses consultes, ses soins et ses connaissances dans son art et soulager ceux qui n'ont pas des moyens suffisants pour se faire traiter, ce qui les conduit presque toujours à des infirmités douloureuses et incurables.

Il appelle donc près de lui les indigents atteints d'infirmités ou maladies de tous genres ; et lorsqu'ils seront munis d'une recommandation de leurs magistrats, il leur donnera tout ce qui dépendra de lui, sans aucune espèce de rétribution ; le seul plaisir de leur rendre la santé, lorsque ce sera possible, le satisfera assez de ses peines.

Les autres personnes qui voudront le consulter pourront se transporter dans sa demeure et il leur donnera toute satisfaction sur la nature et les causes pour lesquelles il pourrait leur être utile, surtout pour certaines maladies regardées comme incurables par quelques gens, mais que douze ans de pratique et de recherches, tant aux armées qu'aux hôpitaux et au régiment, l'ont mis à même de guérir. De ce nombre sont la paralysie naissante, l'hydropisie, restes de couchés, laits répandus, vieilles plaies et quantité d'autres.

(AF, Helv., vol. 1260, fol. 267 a, imprimé.)

Orsières, 25 décembre 1801, sept heures et demie du soir. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Je viens de recevoir à l'instant, par une ordonnance du citoyen Bailly [de] Monthion, chef de l'état-major de la division du Valais, un arrêté du 4 nivôse an 10 [25 décembre 1801] du général Turreau, dont je vous joins ici un exemplaire en cas, contre toute attente, que vous n'en ayez pas encore connaissance, contre l'arrêté réquisitionnel de seize mille francs du 6 courant de l'administration<sup>1</sup>. Ce chef de l'état-major me charge par sa lettre d'envoi de faire publier et afficher ledit arrêté avant la fin du jour et me prévient que le commandant de l'arrondissement a ordre de s'assurer de l'exécution et, en cas de refus, d'employer la force pour y contraindre.

Ignorant, citoyen préfet, si le Valais est sous un régime militaire, croyant au contraire sur plusieurs de vos lettres consolantes qu'il est encore sous le gouvernement helvétique, mais prévoyant que la publication dudit arrêté procurera un grand discrédit, lui enlèvera la confiance du peuple et aussi, plus ou moins, celle des autorités communales, et persuadera en outre au peuple que le Valais est vraiment cédé à la France, ou du moins que celle-ci s'en est emparé, j'ai cru d'un de mes devoirs essentiels de vous faire part de mes craintes et de vous prier de vouloir bien me dire si je dois faire publier et afficher ledit arrêté et, dans la négative, la réponse que je dois donner audit chef.

Je vous écris par un exprès à cheval avec ordre de marcher jour et nuit ; je vous prie, citoyen préfet, de m'honorer d'une réponse par son retour.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 27, a. s.)

<sup>1</sup> L'arrêté de Turreau, du 4 nivôse an 10, se trouve publié en langue française dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 67-68, et en langue allemande dans Strickler, t. 7, p. 860. — Pour les circonstances qui ont poussé la Chambre administrative à promulguer son arrêté du 6 décembre 1801, voir H 36, N° 6717 a, minute, Charles-Emmanuel de Rivaz au sous-préfet d'Aigle, Louis de Loës, du 8 décembre 1801, et *ibidem*, N° 6717 b, minute, du même aux sous-préfets, même date.

Sion, 26 décembre 1801. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Je ne réponds que deux mots à votre lettre d'hier soir pour ne pas retarder votre exprès.

Je vous remercie de la fidélité que vous avez montrée en cette occasion aux devoirs de votre place, ainsi qu'à ceux qui vous lient, comme citoyen, à votre patrie.

Vous connaissez déjà l'ordre donné par le gouvernement de refuser toute obéissance aux demandes du général français, qui ne sont pas compatibles avec l'indépendance de la République helvétique. Je ne puis que vous le répéter.

Si le commandant militaire français insiste, vous lui direz que cet ordre étant militaire, il peut le faire publier par des militaires. S'il insiste et qu'il se mette en devoir d'user de violence, vous céderez en protestant par un verbal écrit contre la violence. Vous l'inviterez à signer avec vous ce verbal et, s'il le refuse, vous déclarerez dans votre verbal que l'officier français a refusé de signer. Vous prendrez, si cela se peut, deux témoins pour signer avec vous ce verbal.

Vous donnerez en même temps part à vos agents que vous n'avez cédé qu'à la force en laissant faire cette publication.

Je vous recommande du courage. C'est dans les circonstances orageuses qu'il est beau de savoir se dévouer pour sa patrie. Elle vous en sera reconnaissante.

(H 36, N° 6809, minute.)

15

Sion, 28 décembre 1801. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Je vous ai bien de l'obligation pour le rapport circonstancié que vous avez eu la bonté de me faire le 23 courant. Je vais répondre brièvement aux objets qui peuvent demander réponse.

Je ne parlerai plus des craintes de réunion à la France, malgré ce que le général Turreau fait en ce moment. La lettre de notre landamman Reding, écrite après une conversation personnelle avec le Premier Consul, doit nous rassurer. Ne manquez pas de tranquilliser les esprits d'après ladite lettre écrite par un homme franc et qui est incapable de tromper.

Quant à la demande de l'abbaye de Saint-Maurice, je sais de bonne part qu'elle est très disposée à être coulante lors de sa recouvre. Que les débiteurs ne prennent donc point d'alarmes mal à propos à ce sujet ! Je ne doute point que tout ne s'arrange d'une manière satisfaisante si les débiteurs, comme je n'en doute pas, sont de leur côté raisonnables.

Pour ce qui regarde l'entretien des troupes françaises, c'est un malheur qu'il n'est pas au pouvoir de la Chambre administrative d'éviter. Nous faisons d'ailleurs tout notre possible pour obtenir des secours du gouvernement et nous avons envoyé les citoyens Stockalper et Duc, à Berne, exprès pour cet objet. Nous espérons avec fondement que ce voyage aura du succès et que les peuples de ce canton obtiendront du soulagement.

J'userai de votre conseil pour engager les révérends curés à avoir des égards en ce moment pénible envers les débiteurs de censes. Au surplus, la proclamation du 9 novembre nous fait espérer qu'il ne sera plus question d'impôt sur les terres et cette précieuse perspective doit d'autant mieux porter

les possesseurs de terres sujettes à fief à payer les charges qui y sont attachées. Ces terres ont été acquises avec cette condition et, par conséquent, à un prix moindre que si elles n'avaient rien dû. N'est-il pas conforme à l'équité qu'elles continuent à payer jusqu'à ce qu'elles aient été rachetées de cette hypothèque ? J'apprends d'ailleurs que, dans le canton du Léman, les recouvres de ce genre sont faites partout sans aucune difficulté. Je le sais en particulier des districts d'Aigle et de Lausanne. Veuillez donc bien répandre des idées plus saines à cet égard où il sera nécessaire.

(H 36, N° 6821, minute.)

16

Sion, 28 décembre 1801. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Je réponds à la hâte et brièvement au contenu de vos lettres du 23 courant.

L'administration a vu les pétitionnaires de Sembrancher dont vous me parlez. Leur pétition a été conçue en termes très respectueux et convenables, et elle a trouvé leurs motifs fondés. Elle prend en conséquence des mesures pour y satisfaire et, d'après cela, je n'ai pas cru devoir en prendre de particulières, bien persuadé que leurs procureurs ne penseraient plus à s'adresser au général français pour cet objet. Il serait cependant à souhaiter que vous puissiez vérifier s'il est vrai que quelqu'un ait dit que la Chambre avait reçu des fonds pour eux du gouvernement français, les avait gardés et avait défendu d'indemniser ces particuliers, parce que cette imputation calomnieuse dirigée contre une des premières autorités serait dans le cas d'être punie par les tribunaux. Veuillez bien prendre des informations à cet égard.

Je suis charmé du second rapport que vous m'avez fait sur l'administrateur Dallèves qui m'a aussi répondu d'une manière très satisfaisante.

Le rapport du citoyen François-Nicolas Moret peut être très vrai, parce que j'ai effectivement eu connaissance du passage de cet officier qui a épousé M<sup>lle</sup> de Bard. Je vous remercie d'ailleurs pour les avis que vous me donnez sur le chirurgien français [Pagnot] établi à Saint-Maurice. J'ai beaucoup de renseignements sur son compte. Veuillez toujours avoir l'œil sur lui. Je lui ai d'ailleurs fait défendre d'exercer la chirurgie sans patente. Informez-moi s'il y contrevient dans votre district.

(H 36, N° 6822, minute.)

17

Sion, 7 janvier 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris et à Frédéric Gross.

Depuis que je vous ai eu donné confidentiellement la note relative aux impôts qui se paient en France, j'ai cru devoir la faire imprimer pour qu'on pût en répandre un plus grand nombre. J'en joins en conséquence ici cinquante

exemplaires que vous distribuerez dans vos communes de la manière que vous jugerez le plus convenable [*Annexe*]. Mais j'ai réfléchi qu'il ne faut pas que cette pièce paraisse émanée des autorités, et cela pour plusieurs motifs, dont le principal est de ne pas aigrir davantage le général contre les fonctionnaires. Je vous prie donc de la faire arriver dans les communes par des intermédiaires qui ne paraissent pas même venir de vous. La chose produira assez son effet par elle-même, sans qu'il soit besoin de davantage.

Je me recommande pour que vous ne vous écartiez pas de cette direction que j'ai suivie avec beaucoup de précaution dans les autres districts. Il ne faut pas que le défaut de circonspection dans un [district] puisse gêner ce qui se sera fait dans les autres.

(H 36, N° 6875, minute.)

### *Annexe*

#### Note relative aux impôts qui se paient en France

« Tableau des impositions qu'on paie annuellement dans la République française »

1. Sur les terres, un impôt foncier du cinquième du revenu, ce qui fait annuellement le dix pour mille au moins, indépendamment des dépenses locales.

2. Un impôt personnel, c'est-à-dire sur les personnes, dont le moindre est de dix batz et le plus fort est de cinq louis.

3. Un impôt mobilier, double du précédent.

4. Un impôt sur les cheminées, portes et fenêtres.

5. L'impôt des patentes qui est double et même triple de celui établi en Helvétie.

6. L'impôt de l'enregistrement est établi sur tous les actes quelconques, même sur les quittances, amodiations, obligations, successions *de pères et mères*, testaments, procurations, arrêtés de comptes, ventes, échanges, donations, cautionnements, inventaires, transactions, procès, prestations de serment.

7. L'impôt du timbre qui est au moins six fois plus fort qu'en Helvétie. Les livres, soit registres des notaires, procureurs, marchands, fabricants, aubergistes, ouvriers sont assujettis au timbre.

8. L'impôt des barrières établies de distance en distance sur les grands chemins.

9. Le droit de greffe sur les procédures. L'intimation des mandats dans les communes un peu éloignées du chef-lieu du district coûte quarante batz.

10. Le grand éloignement des tribunaux et administrations est très coûteux aux citoyens. Il n'y a qu'un juge de paix pour dix ou douze communes et encore ne peut-il juger que pour la somme de quatre louis ving-sept batz. Les causes plus considérables doivent être portées au tribunal d'arrondissement, dont il n'y aurait qu'un seul en Valais selon toutes les apparences, et de là il

est probable qu'il faudrait porter les appels à Lyon qui est à plus de soixante lieues du Valais.

11. Les droits de douane qui gênent et entravent entièrement le commerce.

12. Les guerres auxquelles la France est exposée.

13. Le logement et passage des troupes.

14. La conscription militaire, c'est-à-dire que l'armée se recrute par réquisition, de manière que la jeunesse depuis vingt à vingt-cinq ans est obligée de servir sous les drapeaux.

Si l'on ajoute à toutes ces considérations celle du changement total dans nos mœurs, dans nos lois et dans nos usages, qui aurait lieu si le Valais était réuni à la France, on doit croire qu'aucun Valaisan ne se laissera entraîner par d'autre sentiment que par celui de l'attachement à la Suisse, son ancienne patrie, avec laquelle il a partagé trois cents ans de paix et de bonheur, surtout à une époque où l'on peut espérer les changements les plus avantageux de la part du gouvernement actuel de l'Helvétie qui en a donné l'assurance formelle par sa belle proclamation du 9 décembre 1801.

(Rz, cart. 75, fasc. 17, N° 25, imprimé.)

18

Sembrancher, 11 janvier 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Vous aurez appris par mon lieutenant [Joseph Luder] que le 5 courant il est arrivé deux compagnies dans cette commune [*Annexe*] ; que le lieutenant Jacquemin, commandant cette troupe, l'agent [Luder] étant absent, sollicita et molesta la municipalité pour lui faire publier la machine du 4 nivôse [25 décembre 1801] du général Turreau ; qu'elle allait succomber par la crainte des menaces de cet officier, lorsque le receveur du district Delasoie et le citoyen Ribordy, juge de canton, survinrent et ont empêché que la municipalité ne fit ce faux pas ; que sur ces entrefaites arriva l'agent que l'officier sollicita à faire cette publication ; n'ayant voulu s'y prêter, il lui en a demandé acte de refus, qu'il lui a donné. N'ayant pu réussir à intimider les autorités communales, il l'a publié lui-même, après avoir bien fait battre la caisse pour rassembler les habitants, mais inutilement ; il n'y a eu que l'aubergiste André Pittier et Jean-Nicolas Luy et des enfants qui aient écouté sa publication.

J'ai appris que cet officier s'est permis de publier ensuite que ces troupes étaient venues à Sembrancher à cause de ma prétendue désobéissance au général Turreau et qu'il y viendrait encore cinq compagnies par celle de l'agent. Il n'a pas tenu la parole qu'il a donnée au commissaire du gouvernement [de Loës] de ne plus inquiéter les autorités ; il ne néglige au contraire rien pour les rendre odieuses au peuple et leur enlever sa confiance.

Le citoyen Ribordy, juge de canton, m'a dit qu'il serait possible de faire changer d'opinion au citoyen Charles Contard en dissimulant que l'on sait qu'il



désire la réunion et en le remerciant de son attachement à la République helvétique. Connaissant sa dose d'amour-propre, j'ai cru que ce moyen pourrait réussir ; je viens en conséquence de lui écrire une lettre flatteuse dans le sens susdit ; je l'ai invité à persister dans ces bons sentiments, l'ai prié de les inspirer à ceux de ses concitoyens qui pourraient être dans l'erreur et lui ai annoncé que je vous rendrai compte de ses sages dispositions. Je vous prie en conséquence, citoyen préfet, de vouloir bien vous donner la peine de lui écrire, persuadé que votre lettre produira certainement plus d'effet que la mienne. Ce citoyen se répandant beaucoup dans sa commune, étant dans de bonnes dispositions, contribuera efficacement à conserver l'esprit public de sa commune sain et tirera de l'erreur plusieurs de ses concitoyens qui désirent la réunion, que je [ne] connais dans ce moment qu'au nombre de huit parmi lesquels il n'y a cependant pas d'autorités ; toutes les personnes en place de cette commune pensent bien.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 55, a. s.)

### *Annexe*

Sembrancher, 5 janvier 1802. — Joseph Luder à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous prévenir qu'il est arrivé à Sembrancher, 5 courant, à deux heures après midi, deux compagnies de troupes françaises envoyées par le chef de la 87<sup>e</sup> demi-brigade. Le commandant de cette troupe [Jacquemin], aussitôt après son arrivée, est allé trouver la municipalité pour lui faire ordre de publier l'arrêté du général Turreau en date du 4 nivôse an 10 [25 décembre 1801], pour les quatre heures du soir, au son de la caisse. Comme je me trouvais absent dans le moment, la municipalité se trouvait embarrassée et cherchait à gagner du temps. Sur ces entrefaites, la municipalité, ayant appris que j'étais de retour, a été trouver le commandant pour lui dire qu'elle ne s'en mêlait plus et qu'il pouvait s'adresser à l'agent. Le commandant vint aussitôt me trouver pour me faire ordre de publier ledit arrêté. Je lui ai demandé si le général Turreau avait requis votre autorité pour le faire publier. L'officier m'ayant [dit] qu'il n'était pas nécessaire, je lui ai répondu que je ne pouvais pas obéir aux ordres qu'il m'apportait, vu qu'ils n'étaient pas revêtus de l'autorité de qui je dépendais. Sur quoi, le commandant m'ayant demandé billet de refus, je le lui ai donné. Le commandant, en sortant de chez moi, m'a annoncé que puisque j'étais si résolu je pourrais bien faire une promenade jusqu'à Sion ; je lui ai dit que je la ferais avec plaisir. Il a ensuite publié lui-même [le]dit arrêté, étant accompagné d'un piquet et le fera afficher demain.

Il m'a annoncé que cette troupe resterait à Sembrancher. Notre commune désirerait cependant, s'il y avait moyen, qu'on la répartît dans les autres communes du district pour être un peu déchargée. Je m'empresse de vous faire part des choses telles qu'elles sont passées <sup>1</sup>.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 47, a. s.)

<sup>1</sup> Pour la réponse de Charles-Emmanuel de Rivaz à Luder, voir H 36, N° 6897, du 11 janvier 1802, minute.

Sion, 16 janvier 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Répondant à votre lettre du 11 courant, j'ai l'honneur de vous dire que j'avais effectivement reçu de votre lieutenant [Luder] le rapport de ce qui s'est passé entre lui et l'officier français [Jacquemin] qui commande la troupe placée dans votre district. J'en ai de suite rendu compte au gouvernement qui ne manquera pas d'apprécier comme elle mérite la conduite également sage et ferme qu'il a tenue en cette occasion où il a marché dans la route que vous lui avez tracée par votre exemple <sup>1</sup>.

Le propos que cet officier s'est permis en rejetant sur vous deux l'arrivée de troupes dans votre district prouve bien peu de délicatesse de sa part. Je suis au reste bien persuadé que la menace de cinq nouvelles compagnies ne s'effectuera pas et, quant aux deux qui y sont déjà, j'espère que vos ressortissants ne se plaindront pas de cette charge qu'ils partageront avec les autres districts du canton. Je me persuade même que, quant à ce qui vous regarde, ils sauront vous estimer davantage pour avoir fait votre devoir. Vous devez donc être tranquille sur les discours de cet officier qui, je m'assure, ne produiront aucun effet.

J'ai appris avec plaisir la démarche que vous avez faite auprès du citoyen Charles Contard, dès que vous la croyez utile pour le disposer plus favorablement. Mais je ne crois pas encore devoir en faire autant parce qu'avant de lui donner des témoignages de confiance comme premier fonctionnaire de ce canton, il convient que j'aie acquis quelque certitude que ses opinions et sa conduite sont devenues telles que ses devoirs l'exigent. Dès que j'en aurai quelque preuve convaincante, je me ferai un plaisir de lui en témoigner ma satisfaction.

(H 36, N° 6924, minute.)

<sup>1</sup> Pour la lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz au département de l'Intérieur, voir H 36, N° 6892, du 11 janvier 1802, minute.

Sembrancher, 16 janvier 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai fait, les derniers jours de la semaine dernière et celle-ci, la tournée des communes de mon district. J'ai trouvé toutes les municipalités et régies dans des sentiments d'attachement au gouvernement helvétique et à leur patrie. Je ne vous dirai rien des agents dont j'étais sûr d'avance. Pour les affermir dans leurs bonnes dispositions, je leur ai représenté l'honneur, les avantages spirituels et temporels qu'elles ont de demeurer fidèles au serment qu'elles avaient prêté à notre gouvernement. Je leur

ai rappelé le peu d'impositions que nous avons payé au gouvernement helvétique, en leur observant que la majeure partie des réquisitions que les habitants ont fournies et autres charges de la guerre n'ont point été faites pour la Suisse, mais pour les armées françaises. Je leur ai ensuite fait un exposé des impositions que chaque citoyen serait tenu de payer annuellement si nous eussions le malheur de passer sous une domination étrangère et toutes en ont été effrayées. Je leur ai aussi rappelé les avantages précieux que le Sénat nous a promis par sa proclamation du 9 novembre dernier, en les assurant qu'il réaliserait ses bonnes intentions aussitôt que les suites de la guerre qui pèsent encore sur la Suisse le lui permettraient.

Toutes les autorités ont convenu avec moi qu'elles reconnaissaient être de leur intérêt et m'ont promis de demeurer inviolablement attachées à la République helvétique. Je les ai enfin exhortées d'affermir dans leurs bons sentiments les citoyens attachés à leur patrie et de ne rien négliger pour ramener ceux qui pourraient être dans l'erreur.

A Sembrancher, l'on m'a nommé une huitaine de personnes qui désirent hautement la réunion. A Bagnes et Orsières, il y en [a] aussi dans ces sentiments pervers. Dans cette dernière, je *soupçonne* même un des municipaux par des propos qu'il m'a lâchés en présence de ses collègues. La municipalité et [la] régie de Vollèges m'ont assuré qu'elles ne connaissent personne qui désire la réunion. La municipalité de Liddes m'a de même assuré que plus des trois quarts des citoyens sont attachés à la Suisse ; que [Jean-Joseph] Massard, lieutenant dans l'élite, et Gaspard Massard, procureur des hameaux dans le procès des logements, commençaient à se tranquilliser et n'étaient plus si portés pour la réunion. La municipalité de [Bourg-]Saint-Pierre m'a dit qu'il n'y avait que deux ou trois étourdis qui pourraient n'être pas attachés à leur patrie. Mais j'ai trouvé toutes les municipalités dans l'impatience d'être déchargées de leur emploi. J'ai fait en même temps une visite aux révérends curés ; je les ai priés de vouloir bien instruire leurs ouailles sur leur devoir de fidélité au gouvernement helvétique. Ils m'ont répondu qu'ils s'y prêteront avec plaisir.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 65, a. s.)

Orsières, 16 janvier 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai reçu dans son temps les exemplaires du tableau des impositions qui se payent en France [*ci-dessus*, N° 17, *Annexe*], que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser par votre lettre confidentielle du 7 courant. Je les ai répandus d'après le mode que vous m'avez prescrit. Je me suis déjà aperçu de la conversion de quelques individus dans cette commune-ci et je suis intimement persuadé que ce tableau produira dans toutes les autres l'effet désiré.

Je profite avec empressement, citoyen préfet, de cette occasion pour vous prier de recevoir mes bien sincères remerciements des politesses dont il vous a plu m'honorer dans mon dernier voyage à Sion. Je vous prie de même

d'offrir à madame votre épouse mes respects très empressés et d'être persuadé de celui que je conserve en particulier pour vous.

P.-S. Ma femme me charge de vous dire mille choses honnêtes, ainsi qu'à madame votre épouse.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 68, a. s.)

22

Sion, 23 janvier 1802. — Louis Pittier aux sous-préfets.

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de deux arrêtés que le général Turreau, commandant en Valais, vient de prendre.

Vous y verrez un nouvel ordre des choses. J'aime croire que votre attachement et dévouement à la patrie vous portera à y déférer.

Je ne doute pas un instant que vous ne continuiez de déployer votre zèle et que vous ne coopériez de toutes vos forces au bien de votre canton et à ce qu'ensemble nous nous rendions dignes des bienfaits que les opérations du général nous présagent.

Je vous invite à communiquer ces arrêtés dans toutes les communes de votre district, et vous voudrez aussi m'en accuser réception, ainsi que votre accomplissement.

(AV, fonds Odet I, cart. 6, fasc. 16, N° 15, copie avec s. a. de Charles Odet.)

23

Sembracher, 24 janvier 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu aujourd'hui à trois heures et demie après midi, par une ordonnance, les arrêtés du 3 pluviôse [23 janvier 1802] portant votre destitution et celle du receveur général [Tousard] d'Olbec et votre remplacement respectif <sup>1</sup>.

Ces destitutions et remplacements inconstitutionnels et arbitraires m'ont autant consterné qu'elles vous couvrent l'un et l'autre d'honneur et de gloire. Elles m'ont d'autant plus surpris que je croyais l'orage et le danger qui menaçaient notre canton dissipés, et que je m'attendais avec une espèce d'assurance et de confiance de recevoir d'un courrier à l'autre la nouvelle officielle que ce canton restait suisse. Mais hélas ! il paraît que l'orage nous menace plus violemment et que notre lutte devient plus forte que jamais. D'après les agréables espérances que vous m'avez fait l'honneur de me donner à diverses fois, je ne puis nullement me figurer, moins encore me persuader, que le gou-

vernement helvétique ait cédé ce canton à la France, surtout pendant que notre représentant au Sénat n'est pas renvoyé.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous déclarer, citoyen préfet, que, fidèle à mon serment et à mes principes, je ne reconnaitrai d'autre préfet national que vous et que je continuerai à correspondre avec vous jusqu'à ce que vous me donniez des ordres contraires et que je ne correspondrai avec l'intrus [Louis Pittier] qui vous a remplacé que pour lui opposer mon refus formel et motivé d'obéissance aux ordres qu'il m'a faits, en me transmettant lesdits arrêtés, de les communiquer aux communes de mon district.

J'attends, citoyen préfet, avec une respectueuse impatience de vos nouvelles, persuadé qu'elles seront consolantes.

Orsières, 28 janvier 1802

Ma lettre étant écrite, j'ai cru devoir en suspendre l'envoi, attendu que j'ai été instruit, comme je le soupçonnais, qu'on s'est emparé, dimanche dernier, des dépêches qui vous étaient adressées. La prudence m'a suggéré que je devais prendre des mesures pour correspondre avec vous sans que mes lettres tombent entre les mains de l'ennemi. J'avais aussi d'autres mesures à prendre, que je n'ose confier au papier. La personne qui vous remettra la présente se chargera de me faire passer vos lettres.

Les malheureux changements opérés à Sion sont connus aujourd'hui par le bruit public. Les fonctionnaires de ce district en sont comme moi vivement affectés. Je ranime leur courage et leurs espérances de tout mon possible. J'attends, un de ces quatre matins, ma destitution, mais avec calme et fermeté, et je ne plierai que sous la force. J'ai l'honneur de vous l'assurer, mais j'attends avec grande impatience des nouvelles du gouvernement, qui ne doivent plus tarder.

(Rz, cart. 57, fasc. 2, N° 74, a. s.)

<sup>1</sup> L'arrêté par lequel Charles-Emmanuel de Rivaz est destitué se trouve dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 81-82, et dans Strickler, t. 7, p. 948, N° 22 ; celui qui destitue le receveur général est publié dans Strickler, t. 7, p. 948, N° 23.

Sembracher, 28 janvier 1802. — François-Emmanuel Joris à Louis Pittier, « ex-président de l'administration ».

J'ai bien reçu avec votre lettre du 23 de ce mois les deux copies des arrêtés du 3 pluviôse courant [23 janvier 1802] du général Turreau, portant la destitution inconstitutionnelle du préfet national [Charles-Emmanuel] de Rivaz et du receveur général [Tousard] d'Olbec et leur remplacement. Il m'est de même parvenu, cet après-midi, la proclamation du 4 pluviôse<sup>1</sup> [24 janvier 1802] dudit général que vous m'avez adressée par votre lettre du 26 courant.

J'ai l'honneur de vous répondre que, fidèle à mon serment au gouvernement helvétique, aux devoirs de citoyen helvétique et à mes principes, je ne dois obéir qu'à des autorités nommées par ledit gouvernement et que je ne puis et ne dois par conséquent déférer à vos ordres dans votre nouvelle qualité.

Quant aux bienfaits dont vous me faites mention, ainsi que ladite proclamation, je vous avoue naïvement que je n'en entrevois point, que la constitution française ne peut sous aucun rapport convenir à notre canton ; nous sommes absolument trop distants du soleil pour en ressentir ses douces influences.

Je suis au reste mortifié, citoyen président, de vous désobliger dans ces circonstances où je ne connais que mes devoirs, mais j'espère que si mon refus me fait perdre l'amitié que vous m'avez portée jusqu'ici, je conserverai du moins l'estime du général Turreau et la vôtre. C'est là toute mon ambition.

(Rz, cart. 86, fasc. 7, N° 11, a. s.)

<sup>1</sup> Cette proclamation est publiée dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 83-84.

25

Sembrancher, 3 février 1802. — Louis Pittier à François-Emmanuel Joris.

Votre rénitence, dans les circonstances actuelles, aux invitations que j'ai eu l'honneur de vous donner, sous le 24 du mois passé et dès lors, a nécessité les dispositions que je viens de prendre pour votre remplacement, ainsi que celui de vos collègues qui ont tenu votre conduite.

Ci-joint, vous recevrez copie de l'arrêté que j'ai pris à cet égard et qui renferme en même temps la nomination de votre successeur, le citoyen Charles Contard, de Sembrancher.

En conséquence, je vous invite de remettre de suite tous les papiers relatifs aux fonctions ainsi que le sceau de la sous-préfecture.

J'aime croire que votre prudence vous portera à n'en faire aucun refus et m'épargnera des mesures de rigueur que je [ne] prendrai cependant qu'à regret, mais que je saurai également prendre si vous suivez les principes que vous avez développés.

(Rz, vol. 76, au 3 février 1802, copie a. de Joris.)

26

Orsières, 7 février 1802. — François-Emmanuel Joris à François-Paul Bonvin, secrétaire de la Chambre administrative.

J'ai l'honneur de vous informer que le 3 de ce mois, Bailly [de] Monthion, [Louis] Pittier, Ducrue et deux officiers français se sont rendus à Sembrancher, y ont fait reconnaître lesdits intrus au son de la caisse, proclamé ma destitution

et celle du receveur Delasoie, mon remplacement par Charles Contard et celui de Delasoie par le citoyen Etienne Joris, ci-devant officier dans les deux légions helvétiques d'Italie. De là, ils vinrent ici, chez moi, excepté Ducrue, s'y étant fait précéder d'un détachement de vingt hommes. Aussitôt entrés, Bailly [de] Monthion a placé un sapeur à la porte de la chambre, sans doute de crainte que je ne voulusse m'évader. Ensuite, Pittier me remit une lettre et copie de son arrêté du 31 dernier portant ma destitution et celle des collègues de Sion, Loèche et du Bas-Valais [*Annexe*] ; et Bailly [de] Monthion me demanda à lui indiquer mon bureau et à lui en remettre les registres et autres papiers relatifs à la sous-préfecture. Je leur dis que je n'avais point de réponse à leur donner que je n'eusse des témoins. J'ai appelé quelques municipaux et, en présence de ces derniers, j'ai répondu à Pittier, en le qualifiant d'ex-président de la Chambre administrative, que je persistais dans ce que j'avais eu l'honneur de dire au général Turreau lorsque je parus à sa barre, que je ne connaissais ne devoir reconnaître et ne reconnaitrai pas sa mission que je n'en aie ordre de mon gouvernement, que sa mission de Pittier étant inconstitutionnelle, le général ayant la force, mais non le droit de destituer et remplacer les fonctionnaires helvétiques, et ne la tenant que du général, je ne la reconnais pas mieux, et qu'en conséquence je refusais formellement d'indiquer mon bureau et d'en livrer les papiers. Pittier fut capot et devint presque furieux et Bailly [de] Monthion tournant son sabre qui traînait derrière lui, avec vivacité et en faisant du bruit comme pour m'épouvanter, me répliqua qu'il ferait fouiller la maison par la troupe et fit sur-le-champ appeler le commandant du détachement à cet effet. Je lui dis qu'il pouvait le faire puisqu'il avait la force, mais qu'il n'en avait pas le droit et je dresserai procès-verbal de tout. Passant dans la chambre à côté où était mon bureau pour y prendre papier, plume et écritoire à cet effet, ils m'y suivirent aussitôt et virent que c'était là mon bureau. Bailly [de] Monthion, ayant vu le sceau de mon office sur la table, s'en saisit avec vivacité en me disant : « Je m'en empare. Votre rénitence ne doit pas préjudicier à la chose publique » et le remit à l'instant à Contard. Il me demanda de nouveau si je voulais remettre les papiers ; je lui répondis que je ne les livrerai que par ordre comme sus, à moins que je n'y sois contraint par la force, sous laquelle tout homme était obligé de plier, et dont il me menaça, et que s'il voulait en user, je lui en demandais préalablement acte ; il me dit qu'il ne pouvait pas me le donner et m'ajouta que si je persistais dans mon refus, il mettrait les scellés sur mon bureau et le ferait garder par un sous-officier à trois livres de France par jour, à mes frais. En conséquence de mon refus réitéré, Bailly [de] Monthion fit ramasser les papiers par un sapeur dans une malle, sur laquelle on mit ensuite les scellés. Pendant cette opération, il dicta au citoyen Ledoux le verbal de mon refus, de la spoliation de mon bureau et de mon sceau, que j'ai signé pour en avoir copie comme sous-préfet, et Contard l'a signé sous la même qualité. Il me dit de plus que le gouvernement helvétique avait abandonné et cédé ce canton à la France. Je lui répondis que j'étais sûr du contraire, que mon gouvernement n'avait cédé qu'une route militaire ; il m'ajouta que le gouvernement helvétique disait ce qu'il voulait, mais qu'il nous trompait ; je lui ai répliqué que je savais à quoi m'en tenir et qu'à supposer que cela fût vrai et qu'il nous eût ainsi déliés de notre serment d'après le système de liberté que les Français nous ont apportée et tant prônée depuis quatre ans, nous sommes un



peuple libre et avons le droit de choisir et de nous mettre sous la protection du gouvernement qui nous plairait et que la France ne pouvait disposer de nous sans notre consentement. Il me répondit que nous étions bien Français et que si je ne voulais l'être, je pourrais aller demeurer ailleurs. Je n'ai pas voulu répliquer pour ne pas engager une querelle de mots insignifiante. J'ai de même dressé mon verbal et l'ai invité à le signer ; il s'y refusa, me disant qu'il ne le pouvait pas. Je lui ai répliqué que je le dresserais ce nonobstant, que je lui en ferais la lecture, mention de son refus et que les témoins le signeraient. Il m'a ajouté qu'il ne l'écouterait pas et, en effet, ils n'ont pas attendu qu'il fût achevé pour se retirer. Bailly [de] Monthion a placé un sous-officier pour garder la malle à ma chambre, en me disant qu'il fallait qu'il fût au chaud. Je lui ai observé que j'y couchais avec ma femme et demandé s'il trouvait qu'il fût décent qu'il y eût un sous-officier dans la chambre où couchait ma femme ; il n'en voulut rien rabattre, mais le sous-officier, plus honnête, consentit à porter la malle en chambre froide, où il couche et dont il tient la clé.

Le 3 courant, Bailly [de] Monthion et Pittier, en descendant d'ici, ont pareillement destitué mon lieutenant [Joseph Luder]. Vendredi, Contard s'est rendu à Liddes et [Bourg-] Saint-Pierre pour y destituer mes agents [Germain Darbellay et Anselme-Nicolas Moret] et les remplacer. Il a voulu faire assembler la municipalité de cette dernière commune ; on lui a répondu qu'on ne le reconnaissait que pour Contard et pas pour autre et refusé sa demande. Un particulier, qu'il voulait nommer agent et à qui il fit voir le sceau de mon office, lui dit qu'il l'avait volé. Il a vivement sollicité François-Nicolas, fils de Jean-Victor Moret, juge du district, qui a refusé. A Liddes, il a nommé Jean-Joseph Massard, lieutenant des grenadiers dans l'élite, qui a, dit-on, de même refusé. Ici, il a nommé Etienne Sarrasin, aubergiste, qui a aussi refusé. J'ignore qui a été nommé à Sembrancher, Vollèges et Bagnes. Le peuple est indigné des destitutions des fonctionnaires helvétiques et de leur remplacement par les individus ci-dessus. Pittier a été choqué que la municipalité d'Orsières ne lui a pas fait de visite.

(AF, Helv., vol. 1270, fol. 213, recto-verso, extrait portant la mention « pour conforme à l'original *in parte qua*, Bonvin, secrétaire de la Chambre administrative helvétique qui a reçu cette lettre ».)

### *Annexe*

Sion, 31 janvier 1802. — Arrêté relatif à la destitution des sous-préfets des districts de Loèche, Sion, Sembrancher, Martigny, Saint-Maurice et Monthey.

Le citoyen [Louis] Pittier, préfet du canton du Valais, considérant que les sous-préfets des districts de Loèche, de Sion, de Sembrancher, de Martigny, de Saint-Maurice et de Monthey se sont permis de refuser d'exécuter ses ordres ;

considérant que ce refus est une méconnaissance formelle et un mépris à l'autorité du commandant général du Valais, au nom de la République française qui l'a revêtu de sa confiance ;

considérant que ce refus n'est fait que pour semer l'insubordination parmi les autres citoyens et entraver la marche de l'administration publique,

arrête :

Les citoyens Antoine Roten, sous-préfet du district de Loèche ; Joseph Lavallaz, sous-préfet du district de Sion ; François-Emmanuel Joris, sous-préfet du district de Sembrancher ; Frédéric Gross, sous-préfet du district de Martigny ; Hyacinthe Nuccé, sous-préfet du district de Saint-Maurice, et Pierre-Louis Du Fay, sous-préfet du district de Monthey, sont destitués.

Les citoyens Pierre-Jacques Brunner, ancien châtelain de Loèche, est nommé sous-préfet du district de Loèche ; Hildebrand Schiner, docteur médecin, du district de Sion, est nommé sous-préfet du district de Sion ; Charles Contard, ci-devant capitaine dans les élites du canton, est nommé sous-préfet du district de Sembrancher ; Marin-Joseph Ducrey, agent de Martigny, est nommé sous-préfet du district de Martigny ; Louis Preux, ex-représentant, est nommé sous-préfet du district de Saint-Maurice ; François-Joseph Zumoffen, notaire, est nommé sous-préfet du district de Monthey. Ils entreront en fonctions dès la communication du présent arrêté.

Donné à Sion, ce 31 janvier 1802, pour être publié, affiché dans les communes de chaque district.

(AF, Helv., vol. 1270, fol. 216, imprimé dans les langues française et allemande. — Publié partiellement en français dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 96-97.)

Orsières, 21 février 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le procès-verbal des opérations du citoyen Louis Pittier, ex-président de l'administration, lorsqu'il se présenta chez moi le 3 de ce mois pour me notifier ma destitution inconstitutionnelle, et de l'entretien que j'ai eu à ce sujet avec lui et ses satellites, Bailly [de] Monthion, etc. [*Annexe I*] ; de même le procès-verbal de la manière dont j'ai enfin été effectivement spolié par la force, le 14 courant, des papiers relatifs à ma sous-préfecture, des propos que l'on m'a dits à cette occasion et de mes réponses [*Annexe III*]. J'ai tardé à ce moment à vous les envoyer parce que j'ai été informé que l'ennemi s'était emparé de la poste et avait fouillé les lettres et qu'on avait même fouillé des personnes que l'on croyait des messagers particuliers. Je ne craignais pas que l'ennemi les vît, j'en aurais au contraire été fort aise, mais que, s'ils étaient tombés entre ses mains, vous n'eussiez été instruit de ma conduite à ces deux époques, ce qui me tardait infiniment.

Le peuple d'Orsières applaudissait à ma résistance devant ma maison pendant les dernières opérations. Le sous-préfet [Charles Contard] n'a encore personne pu trouver pour agent à Orsières, ni à Liddes, ni à [Bourg-]Saint-Pierre ; à Sembrancher, c'est un nommé Jean-Nicolas Luy qui est sans talent, comme à peu près sans confiance ; à Vollèges, un nommé Puippe, un bavard sans ombre de talent et qui n'a pas la moindre confiance dans sa commune ;

à Bagnes, mon agent Michellod, que je craignais d'avance comme parent du commissaire Gard qui a tourné casaque et s'expectore contre le gouvernement helvétique, a continué son office. Les municipalités de Vollèges, Orsières, Liddes et [Bourg-]Saint-Pierre sont solides. L'agent Bruchez de Bagnes m'a écrit, il y a huit jours, que jusque-là il était content de sa municipalité ; dans celle de Sembrancher, il y a le président [Rebord] que je regarde au moins comme douteux, mais je saurai ces jours-ci le parti qu'il embrassera. La très grande majorité du peuple de mon district est pour rester Suisse, même à Liddes que je craignais beaucoup.

P.-S. Mes respects très empressés, je vous prie, à madame votre épouse. Ma femme, sensible à votre souvenir, me charge de vous dire à l'un et à l'autre mille choses honnêtes.

(Rz, cart. 57, fasc. 3, Nos 16-17, a. s.)

### *Annexe I*

Orsières, [3 février 1802. — Procès-verbal de la destitution de François-Emmanuel Joris].

Je, sous-préfet du district de Sembrancher, soussigné, déclare et certifie, en présence des témoins ci-après signés, que le 24 janvier 1802, à trois heures et demie après midi, ayant reçu par une ordonnance française, avec une lettre en date du 23 dit du citoyen Louis Pittier, ex-président de la Chambre administrative, les arrêtés du 3 pluviôse courant [23 janvier 1802] du général Turreau portant la destitution inconstitutionnelle et attentatoire aux droits et à l'indépendance de la République helvétique du citoyen de Rivaz, préfet national, et du citoyen [Tousard] d'Olbec, receveur général de ce canton, et leur remplacement par ledit Pittier et l'ex-sous-préfet réfractaire Ducrue, avec ordre de communiquer ces pièces aux communes de mon district ;

2<sup>o</sup> que le 28 dit janvier, ayant encore reçu dans l'après-midi, par une lettre du même Pittier, sous date aussi du 26 janvier, plusieurs exemplaires de la proclamation du 4 pluviôse [24 janvier 1802] du même général avec injonction d'en transmettre deux exemplaires à chaque agent, l'un pour publier et afficher et l'autre pour sa municipalité respective ;

3<sup>o</sup> qu'ayant donné officiellement, en date du 28 janvier dit, mon refus formel et motivé d'obéissance à tous ces ordres, comme absolument incompatibles et attentatoires aux droits et à l'indépendance de la République helvétique, je déclare et certifie, dis-je, qu'en conséquence de ma prétendue désobéissance à des ordres auxquels je ne devais et ne dois sous aucune considération la plus petite déférence, [1<sup>o</sup>] ce jourd'hui, troisième février 1802, le citoyen Bailly [de] Monthion, chef de l'état-major général, s'est présenté dans mon domicile à Orsières à trois heures après midi, accompagné des citoyens Ledoux, officier d'état-major, David, sous-lieutenant à la 73<sup>e</sup> demi-brigade, 1<sup>er</sup> bataillon, dudit Pittier, de Charles Contard et d'un sapeur que ledit Bailly

[de] Monthion a, aussitôt entré, fait placer à la porte de la chambre de crainte sans doute que je ne m'évade ; 2° que le même Bailly [de] Monthion m'ayant demandé à indiquer l'appartement de mon bureau et à remettre les papiers relatifs à la sous-préfecture de ce district et ledit Pittier m'ayant remis une lettre en date du 3 courant, dont ci-joint copie *sub litt. A* [ci-dessus, N° 25] et copie de son arrêté du 31 dernier portant ma destitution et mon remplacement par le perfide Charles Contard, de Sembrancher, je leur ai répondu que je n'avais rien à dire que je n'eusse des témoins, et j'ai appelé des municipaux et, en présence des citoyens Francière, président, Dominique Joris, Pierre[-Nicolas] Tissières et [Jean-]Grat Tissières, municipaux de cette commune, j'ai répondu par un refus formel, motivé sur ce que j'avais eu l'honneur de dire au général Turreau, lorsqu'il m'eut mandé à sa barre, que je ne connaissais point sa mission, que je ne devais pas la connaître et que je ne la reconnaitrai jamais sans un ordre formel de mon gouvernement, que sa mission de Pittier, en le qualifiant de citoyen ex-président de la Chambre administrative, étant inconstitutionnelle et ne la tenant que dudit général, je ne la reconnais pas mieux dans sa nouvelle qualité et que conséquemment je persistais dans mon refus à ses ordres, attendu que le général avait bien la force, mais non le droit de destituer les fonctionnaires helvétiques et de les remplacer ; 3° qu'ayant reçu mes pouvoirs du représentant constitutionnel du gouvernement helvétique dans ce canton, je ne devais et ne pouvais être remercié ou destitué que par le même gouvernement ou son représentant, qu'en conséquence je regardais et regarde ma prétendue destitution comme nulle, non avenue et attentatoire au traité d'alliance du 19 août 1798 entre la République helvétique et la République française, contraire et attentatoire au traité de Lunéville où le gouvernement français a exigé de l'Autriche la reconnaissance de l'indépendance et de l'intégrité de la République helvétique, attentatoire aux négociations qui existent entre mon gouvernement et la République française, dans lesquelles il ne s'agit que de la cession d'une route militaire au travers du Valais et attentatoire enfin aux droits de l'homme et des nations ;

4° que ledit Bailly [de] Monthion m'ayant répliqué que, si je ne voulais pas indiquer mon bureau et en remettre les papiers, il m'y obligerait de force ; en même temps tournant son sabre qui traînait derrière lui, avec vivacité et en faisant du bruit pour m'épouvanter, il ajouta qu'il ferait fouiller ma maison par la troupe qui les avait précédés ce jour, au nombre de vingt hommes, et ordonna au commandant d'icelle de faire venir des fusiliers à cet effet ; je lui ai répondu qu'il pouvait le faire puisqu'il avait la force, mais qu'il n'en avait pas le droit, que je lui en demandais préalablement acte et que je dresserai procès-verbal de toutes ces opérations, à quoi il se refusa, me disant qu'il ne pouvait me le donner ; j'ai insisté que je ne les remettrai que par la force sous laquelle tout homme est obligé de plier. Ayant passé dans la chambre à côté où était mon bureau pour y prendre papier, plume et écritoire pour verbaliser, il m'y suivit avec tous les prénommés et virent que c'était mon bureau ;

5° que Bailly [de] Monthion, ayant vu le sceau de mon office sur la table, s'en est aussitôt saisi avec vivacité en me disant : « Je m'en empare ; votre rénittance ne doit pas préjudicier à la chose publique », et le remit à l'instant à l'intrus Contard ; m'ayant derechef demandé si je voulais remettre lesdits

papiers, je lui ai répondu par un nouveau refus formel ; qu'en conséquence il fit ramasser les registres et autres papiers relatifs à la sous-préfecture, sans en faire inventaire ni triage de ceux qui pouvaient m'appartenir, par un sapeur, dans une malle sur laquelle il a fait apposer les scellés et remit la clé au susdit David, commandant ledit détachement, avec ordre officiel d'y placer aussitôt un sous-officier pour la garder à trois livres de France par jour, à mes frais. Pendant cette opération, il dicta au citoyen Ledoux le procès-verbal de mon refus et de la spoliation de mon bureau que j'ai signé comme sous-préfet, pour en avoir un double dont copie ci-jointe *sub litt. B [Annexe II]*, et Contard l'a signée dans la même qualité ;

6° qu'écrivant le présent verbal, j'ai invité ledit Bailly [de] Monthion à le signer, qu'il s'y est refusé, disant qu'il ne le pouvait pas ; je lui ai répliqué que je le dresserais ce nonobstant, que je lui en ferais lecture, mention de son refus et que les témoins le signeraient ; il ajouta qu'il ne l'écouterait pas. Je, soussigné, sous-préfet, déclare et certifie que ledit Bailly [de] Monthion m'a dit à mon bureau que ce canton était cédé et abandonné par le gouvernement helvétique à la France ; lui ayant répondu que j'étais sûr que cela n'était pas, qu'il n'avait cédé qu'une route militaire, il m'a ajouté que mon gouvernement disait ce qu'il voulait, mais qu'il nous trompait ; lui ayant répliqué que je savais à quoi m'en tenir, qu'à supposer que le gouvernement helvétique ait cédé ce canton et nous ait ainsi déliés de notre serment d'après le système de liberté que les Français nous ont apportée et tant prônée depuis quatre ans, nous sommes un peuple libre et qu'en conséquence nous aurions encore le droit de nous mettre sous la protection du gouvernement qui nous plairait, qu'on ne pouvait disposer de nous sans notre consentement et que, pendant que le gouvernement ne nous avait pas déliés de notre serment, tout honnête homme devait rester fidèle à son serment et à ses devoirs de citoyen helvétique. Il a insisté que nous étions bien Français et que si je ne voulais l'être, je pourrais aller demeurer où je voudrais. Je n'ai pas jugé convenable de répondre à ce propos, pour éviter une querelle inutile de mots ;

7° que lesdits Bailly [de] Monthion, Pittier, etc., n'ont pas voulu attendre que j'eusse achevé le présent verbal ; mais le premier a placé un sous-officier pour garder la malle à la chambre en me disant qu'il fallait qu'il fût au chaud : lui ayant observé que c'était la chambre où je couchais avec ma femme et demandé s'il trouvait décent qu'il y eût un sous-officier, il n'en voulut rien rabattre et partit avec sa suite ; mais le sous-officier plus honnête consentit à porter la malle en chambre froide où il coucha et dont il tint la clé ;

8° que ledit Bailly [de] Monthion, avant de sortir de chez moi, a ouvert mon bureau particulier et une armoire où est ma bibliothèque pour voir et m'a demandé s'il n'y avait point de papiers relatifs à ma sous-préfecture et Pittier m'a de même demandé si tous lesdits papiers étaient réunis ; je lui ai répondu qu'avec ceux du gouvernement il y avait encore du papier blanc qui m'appartenait, l'ayant payé, et que je voulais tirer le compte des passeports que j'avais délivrés ; il m'a répliqué par un refus, disant que je pourrais trier mes papiers et faire ledit compte lors de la levée des scellés et qu'on viendrait prendre le dépôt de mon bureau.

En conséquence de quoi tout, je, soussigné, sous-préfet, déclare et certifie enfin que je me suis opposé à ladite destitution inconstitutionnelle, que je n'y ai jamais consenti, que je la regarde comme un acte arbitraire et attentatoire de la part dudit Pittier et de ses susdits adhérents, mais que je n'ai fait que céder à la force. J'ai protesté et proteste contre ladite destitution et ses suites à la face, non seulement des puissances européennes, mais de l'univers entier et qu'aucune prescription ne puisse jamais courir pour légitimer, légaliser ces actes de violation de tous droits et destructeurs des sociétés humaines. Je, soussigné, réclame et prie instamment le gouvernement helvétique de demander la satisfaction qui m'est due comme son représentant dans ce district pour l'attentat qui vient de se commettre sur mon caractère public et sur mon bureau, et ai signé avec les témoins, an et jour que sus à Orsières.

(Rz, vol. 76, au 3 février 1802, a. s. avec s. a. des témoins.)

## *Annexe II*

Orsières, 3 février 1802. — Procès-verbal dressé par Louis Pittier de l'apposition des scellés sur les papiers du sous-préfet Joris.

Ce jourd'hui 14 pluviôse [3 février 1802], an dix de la République française, trois heures après midi, le citoyen Bailly [de] Monthion, chef d'état-major de la division, accompagné des citoyens Ledoux, officier d'état-major, David, sous-lieutenant à la 73<sup>e</sup> demi-brigade, 1<sup>er</sup> bataillon, et en présence du citoyen Pittier, préfet national du canton du Valais, et Contard, sous-préfet du district de Sembrancher, et des citoyens Francière, président, [Pierre-Nicolas] Tissières, Dominique Joris, [Jean-]Grat Tissières, officiers municipaux, appelés comme témoins, s'est présenté chez le citoyen Joris, ex-sous-préfet du district de Sembrancher, pour l'inviter, en vertu des ordres du général Turreau, commandant général du Valais, à remettre à son successeur les registres, papiers, etc., relatifs à ses fonctions de sous-préfet, a répondu par un refus formel jusqu'à ce qu'il ait reçu des ordres du gouvernement helvétique.

D'après les instructions du général et ses ordres, le citoyen Bailly [de] Monthion, chef d'état-major, a ordonné la mise des scellés sur une malle, dans laquelle tous les papiers que le citoyen Joris a déclaré appartenir à la sous-préfecture ont été renfermés. Il a été invité à apposer le scellé de son cachet à côté de celui du chef de l'état-major et de signer le présent procès-verbal et a signé et apposé son cachet sur les scellés.

Et pour ne point entraver les affaires publiques, le chef d'état-major a ordonné que le sceau de la sous-préfecture serait sur-le-champ transporté chez le citoyen Contard, sous-préfet du district de Sembrancher.

La garde des scellés a été confiée à un sous-officier de planton, à raison de trois francs de France par jour, qui seront payés par le citoyen Joris, dont acte et signé.

(Rz, vol. 76, au 3 février 1802, copie a. de Joris. L'original porte les signatures de toutes les personnes désignées dans le procès-verbal.)



### *Annexe III*

Orsières, 14 février 1802. — Procès-verbal de François-Emmanuel Joris, relatif à la levée des scellés.

Je, sous-préfet du district de Sembrancher, soussigné, déclare et certifie que ce jourd'hui, 14<sup>e</sup> février 1802, à midi précis, le citoyen Charles Contard, de Sembrancher, s'étant présenté dans mon domicile à Orsières, accompagné des citoyens Colinet, capitaine de la 5<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de la 87<sup>e</sup> demi-brigade, et Melignon, lieutenant de ladite compagnie, m'a demandé à être présent à la reconnaissance des scellés apposés le 3 courant sur la malle dans laquelle avaient été renfermés les papiers de la sous-préfecture de ce district, à la levée desdits scellés et à l'inventaire desdits papiers ; je lui ai demandé en vertu de quels ordres. Il s'est d'abord refusé à m'en donner connaissance ; ensuite, il eut l'imprudence de me dire, ainsi que le capitaine, que c'était en vertu des ordres du gouvernement helvétique. Je le leur ai nié formellement, ajoutant que, s'il avait des ordres, il devait me les exhiber, que j'étais en droit de les lui demander et que cela ne se refusait jamais. Ledit capitaine l'y ayant invité, il me lut une lettre du citoyen Louis Pittier, ex-président de la Chambre administrative, datée de Sion, du 22 pluviôse an 10 [11 février 1802], en présence des citoyens Pierre-François Francière, président, [Jean-]Grat Tissières, Pierre-Nicolas Tissières et Etienne Lovey, municipaux que j'ai appelés pour témoins, portant en substance l'ordre de venir avec lesdits capitaine et lieutenant reconnaître si les scellés étaient tels qu'ils ont été apposés, en faire la levée, l'inventaire par liasses desdits papiers et le transport à Sembrancher et, en cas de refus de ma part, de passer outre. Lui en ayant demandé copie, il s'est refusé à me la donner.

2<sup>o</sup> Je certifie avoir répondu à dite demande par un refus formel ; je me suis opposé de nouveau, au nom du gouvernement helvétique ; j'ai protesté et protesté formellement contre cette violation du traité d'alliance entre la République helvétique et la République française, du traité de Lunéville dans lequel l'indépendance et l'intégrité de la République helvétique ont été reconnues, de notre constitution, des droits de l'homme et des nations, disant que je n'avais pas reconnu la mission du général Turreau, ni celle dudit Pittier, ni celle de Contard, que je ne les reconnaissais pas et ne les reconnaîtrais jamais sans un ordre du gouvernement helvétique. Lesdits officiers et Contard m'ayant dit que le gouvernement helvétique avait abandonné et cédé ce canton à la France, que le général Turreau en était le commandant, qu'il avait droit de commander aux fonctionnaires civils et que si le gouvernement helvétique n'y avait pas donné son consentement, il s'y serait opposé et s'y opposerait bien. Je leur ai répondu que je tenais de très bonne source que le gouvernement helvétique n'avait point cédé ni abandonné ce canton ; la preuve en était que ce canton avait toujours son représentant au Sénat helvétique ; que, si notre canton eût été cédé ou abandonné, le Sénat ne garderait pas dans son sein pour espion le représentant d'un pays étranger ; que le général Turreau n'avait absolument aucun droit sur les fonctionnaires helvétiques ; que mon gouvernement s'était opposé plusieurs fois aux opérations du général par des dépêches qu'il lui avait



fait remettre par son commissaire de Loës ; que les événements justifieraient le tout et qu'en conséquence je refusais formellement d'indiquer l'appartement où était la malle et d'en remettre les clés. Lesdits officiers m'ayant dit qu'ils étaient, qu'ils composaient et commandaient la force armée consistant en une compagnie qui était devant ma maison, et invité à leur épargner le désagrément de faire entrer la troupe chez moi et ainsi à me rendre et à remettre ladite malle, je leur ai répliqué d'un ton ferme que j'étais Suisse, que je resterais fidèle et inébranlable à mon serment et à mes devoirs de citoyen helvétique jusqu'à l'extrémité, que je ne voulais pas qu'on pût me reprocher, ni à mes enfants, d'avoir trahi mon gouvernement et ma patrie, et que je ne me rendrai et n'indiquerai la chambre de dépôt de dite malle que lorsque j'y serai contraint par une force majeure ; sur quoi ledit capitaine, en colère, a ordonné à son lieutenant susdit de faire entrer la troupe et à l'instant le lieutenant fit battre l'appel, plaça la moitié de la compagnie à la porte de ma maison et entra avec l'autre moitié dans mon appartement, marchant en tête, son épée dégainée, un sergent portant son sabre de la même manière et le reste de la troupe baïonnette au bout du fusil. (Cette opération s'est faite à l'issue des offices divins, à la vue de la majeure partie du peuple, tranquille spectateur, mais pas moins indigné de ces violences à mon égard.) Le lieutenant me dit : « La voici, la force », me demanda d'un ton brusque et impérieux : « Où est la malle ? » et ouvrit la porte de la chambre à côté pour l'aller fouiller. Je lui dis qu'elle n'était pas là, mais à l'appartement dessus ; il m'en demanda les clés et me fit marcher devant lui, suivi de sa troupe. Lui ayant demandé de combien d'hommes était composée sa troupe pour en faire mention dans le présent verbal, il me répondit d'un ton furieux : « Marche, il y en a assez pour toi », m'empoigna ferme par le bras droit et me poussa pour me faire marcher plus vite. Entrés dans l'appartement, il m'ordonna sur le même ton d'ouvrir la malle. Je lui ai répondu que je ne l'ouvrirai pas et que d'ailleurs elle devait être transportée à la chambre inférieure pour que les scellés soient préalablement reconnus par lesdits témoins municipaux tels qu'ils ont été apposés. La malle transportée par des soldats et les scellés reconnus en dû état par tous les prédits, Contard a rompu les scellés, ouvert la malle et fait écrire l'inventaire par liasses des papiers y renfermés, par le notaire Jean-Nicolas Cavé, que le capitaine avait requis à cet effet. Ayant demandé qu'il se fit par pièce, Contard s'y est refusé, disant que l'ordre du citoyen Pittier portait de ne faire que comme sus. Le citoyen Contard me dit qu'il avait été fidèle au gouvernement helvétique pendant qu'il commandait, mais qu'aujourd'hui, n'ayant plus droit de commander, il obéissait à ses supérieurs qui avaient droit de commander. Je lui ai répondu que, méconnaissant son légitime gouvernement, il était un enfant rebelle à son père.

Je, soussigné, déclare et certifie que n'ayant jamais consenti et ne consentant pas à tous les actes de violation et d'attentat qui ont été commis sur ma personne publique et sur mon bureau, dont les susdits ont fait la spoliation ce jourd'hui ; que j'ai protesté et proteste hautement au nom de mon gouvernement helvétique en face des puissances européennes et de l'univers contre tous ces actes et les suites qui en peuvent résulter, qu'aucune prescription ne puisse jamais courir pour les légitimer, les légaliser et pour la nullité résultant de l'illegalité de la mission dudit Contard.

Ayant fait lecture du présent verbal et invité lesdits officiers et Contard à le signer avec les témoins, les premiers s'y sont refusés.

Le même Contard étant enfin venu à bout de dresser une espèce de verbal d'environ douze lignes, très imparfait et incomplet, dans l'espace au moins de deux heures, le lut et m'invita, ainsi que le capitaine, à le signer. M'y étant refusé sur les raisons ci-dessus et qu'ils n'avaient voulu signer le mien, le capitaine et le lieutenant devinrent de nouveau furieux contre moi, s'expectorèrent en invectives et le capitaine s'empara d'une manière violente de la copie de l'inventaire susdit que j'avais faite sur l'original du notaire Cavé pour ma conduite, disant que je n'aurai pas sa signature puisque je ne voulais pas signer leur verbal, et sortirent de chez moi en insignes malhonnêtes. Orsières, an et jour que sus.

(Rz, vol. 76, au 14 février 1802, a. s. avec s. a. des témoins et du notaire.)

28

Orsières, 22 avril 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz, à Saint-Maurice.

Le juge de canton Ribordy m'a remis, la nuit du 17 au 18 courant, votre assignation de douze cents francs suisses en faveur des cinq communes fidèles de ce district pour acquitter une partie des contributions générales. Il m'a en même temps fait part des instructions dont vous l'avez chargé pour moi. J'ai en conséquence adressé, le 18 dit, votre assignation au citoyen de Loës, sous-préfet d'Aigle, avec une lettre par un exprès affidé, par laquelle je l'ai prié de livrer ladite somme à mon exprès ; mais ayant oublié de l'endosser, il a hésité à l'acquitter. Finalement, il a eu cette bonté-là et m'a écrit de lui renvoyer une assignation pareille et de même date avec mon endossement, qu'aussitôt reçue il me retournerait la première. Je vous prie en conséquence, citoyen préfet, de vouloir bien m'envoyer une autre assignation de même somme sous date du 17 courant, afin que je me mette, ainsi que le sous-préfet d'Aigle, en règle, et aussitôt qu'il m'aura rendu la première, j'aurai l'honneur de vous la faire passer.

Il me tardait bien, citoyen préfet, de vous informer de la situation de ce district, mais je ne vous ai pas écrit ces jours passés parce que, instruit que le général et son préfet devaient venir ici, j'ai craint qu'ils n'aient rencontré mon exprès et ne l'aient fouillé.

Vous aurez sûrement appris que, le dimanche des Rameaux [11 avril], quatre compagnies de la 73<sup>e</sup> demi-brigade sont venues en exécution militaire à Bagnes, à Orsières, Liddes et [Bourg-]Saint-Pierre. Elles ont été logées par les municipalités la Semaine sainte chez les habitants. Samedi saint [17 avril], la compagnie d'Orsières a été répartie chez les neuf municipaux, à leurs frais. Les officiers sont restés dans leur premier logement. Le citoyen Gaspard, capitaine de la 7<sup>e</sup> compagnie, commandant les quatre compagnies, est logé chez moi avec sa femme et trois enfants. Le capitaine de la compagnie qui

est ici est à la cure avec sa femme ; le lieutenant, chez l'agent helvétique [Jean-Joseph Cavelli], et le sous-lieutenant, chez l'ex-métral Emmanuel Joris. Le commandant et sa femme sont honnêtes chez moi, parce que j'ai été prévenant à leur égard dès le commencement, mais sa femme me fait néanmoins sentir, par le fait, qu'ils sont à discrétion chez moi. Celui qui est chez l'agent a voulu lui donner des coups de canne le premier jour et le chasser de chez lui ; il est très mauvais. Les soldats ne furent pas plutôt chez les municipaux qu'ils leur dirent qu'ils étaient à discrétion, se firent servir sur ce pied, les traitaient de haut en bas avec offres de coups de crosse lorsqu'ils ne s'empressaient [pas] de leur donner ce qu'ils voulaient, et surtout du vin. Les pauvres municipaux étaient vraiment épouvantés, au point qu'ils me firent craindre qu'ils n'aient vite succombé. Je les ai exhortés à la patience, à la fermeté, et conseillés de venir demander au commandant si la troupe était à discrétion et en vertu de quel ordre et de lui en demander copie ; ils ont suivi mes conseils. Le commandant leur a répondu que les soldats étaient bien logés à leurs frais, mais non à discrétion et qu'ils leur devaient le pain, la viande et quelques légumes. Le jour de Pâques [18 avril] et le lundi, les soldats étaient encore les mêmes. J'en parle au commandant ; je le prie d'y remédier. Le mardi, il assembla la troupe et lui fit une remontrance. Depuis, ils ont été moins exigeants chez les municipaux qui leur tiennent tête ; mais les municipaux se plaignent toujours. Je les ai engagés à la persévérance dans la route honorable qu'ils ont suivie jusqu'ici, en les assurant que le gouvernement helvétique indemniserait certainement les personnes et les communes fidèles, et qu'en attendant je leur promettais, dans le cas où après l'exécution militaire ils se trouveraient dépourvus de denrées, de partager celles que j'aurais, ne tenant pas tous mes œufs dans un panier. Les secours du gouvernement et les motifs de consolation que vous avez donnés aux députés qui ont eu l'honneur de vous parler ont totalement ranimé leur courage et leur fermeté. A Sembrancher, il n'y a que huit hommes pour la correspondance qui ont été logés chez les municipaux et l'agent helvétique [Joseph Luder] à qui ils disent et font sentir qu'ils sont à discrétion. A Liddes et [Bourg-]Saint-Pierre, la troupe n'est pas chez les municipaux, mais chez les habitants où elle est tranquille. Je compte sur la fermeté et la fidélité desdites communes.

Je n'ai pas été surpris du schisme de la municipalité de Bagnes ; je m'y attendais. Le commissaire [Frédéric] Gard et sa famille y ont travaillé pour l'ennemi, mais il n'y avait qu'un quartier de corrompu ; les sept autres étaient bons et la municipalité pouvait et devait, si elle n'avait été pervertie elle-même, d'autant plus rester fidèle que la troupe n'était pas à ses frais comme ici ; que d'ailleurs elle pouvait dans ce cas-là faire prendre les vivres à Martigny, secrètement, au compte du district, comme fait Orsières dans ce moment, et les répartir de même dans les logements, ayant indiqué d'avance cette mesure à toutes les municipalités, ce dont elles ont convenu. J'ai dit pervertie, parce que je l'avais prévenue à tout événement, ainsi que les municipalités, que si les excès de la violence militaire les avaient forcées à reconnaître les autorités générales et à opiner pour la réunion, elles devaient de suite après dresser un acte de revers contraire, en leur indiquant la manière dont il devait être dressé et de me l'envoyer aussitôt pour vous le faire parvenir. La municipalité de Bagnes n'a point dressé cet acte et ne communique

plus depuis son schisme, ni avec moi, ni avec les autres municipalités qui sont très unies et se confèrent journallement. Elle a seulement écrit aux autres municipalités la reconnaissance qu'elle venait de faire et qu'elle n'entrerait plus, dès ce moment-là, dans le compte des fournitures aux troupes d'après la convention stipulée entre elles, le 2 courant.

Sur une invitation directe ou indirecte du général, lue par [Charles] Contard à la municipalité de Sembrancher, portant que les municipalités « les plus proches de Martigny, qui désireraient le voir et lui parler », étaient invitées à se rendre jeudi à Martigny, les cinq communes fidèles y ont envoyé des députés pour lui demander un rabais et un terme pour l'acquit des contributions extraordinaires ; mais ils m'ont rendu, à leur retour, que le général avait passé le jour précédent. Le juge de canton Ribordy leur avait conseillé d'acquitter la moitié des contributions entre les mains du receveur de ce district, avant d'aller parler au général. Mon avis était de débiter par lui représenter tous les maux que ce district a soufferts pendant quatre ans consécutifs par le passage et la station des armées françaises et de là l'impossibilité de payer de pareilles contributions, le défaut d'argent et de moyens d'en faire et, d'après l'impossibilité que j'ai prévue d'éviter totalement ces contributions, de se retrancher finalement à demander un rabais et deux termes pour l'acquit, soit pour gagner du temps, soit pour ne pas laisser apercevoir que les communes ont des moyens. Orsières, Liddes et [Bourg-] Saint-Pierre ont adopté mon avis ; Sembrancher et Vollèges, quoique d'une opinion contraire sur cet objet, n'ont cependant pas encore livré de l'argent.

Veuillez bien, je vous prie, citoyen préfet, me donner vos conseils à cet égard, auxquels toutes les communes se référeront.

Pittier devait venir en Entremont, nous a-t-on annoncé, depuis le départ du général ; il n'est pas encore arrivé. Je regarde de bon augure l'écoulement des troupes hors de ce canton, ainsi que le voyage à Berne du général Turreau. Fasse le ciel que je ne me trompe pas !

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 1, a. s.)

Sion, 25 avril 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Je ne reçois que ce soir seulement la lettre que vous m'avez adressée sous la date du 22 et je m'empresse d'y répondre par le retour du porteur. Vous trouverez en conséquence, ci-inclus, une nouvelle assignation de douze cents francs sur M. de Loës, ainsi que vous le désirez et je vous prie, lorsque la première vous sera revenue, de me la renvoyer avec un reçu de ladite somme, signé par un officier municipal de chacune des communes qui en ont profité. Ce reçu m'est nécessaire pour rendre compte moi-même de cet argent à ceux qui me l'ont confié. Vous recevrez encore, dans peu, une somme de huit cent soixante-cinq francs pour être distribuée de la même manière. Mais

elle ne sera remise qu'à condition que les communes persévèrent dans leurs sages et honorables résolutions. Je suis même fondé à espérer encore de nouveaux secours, mais je ne puis pas encore les assurer. J'espère donc que tout le monde continuera à se tenir ferme jusqu'à ce que notre sort soit éclairci, ce qui ne peut pas tarder longtemps d'arriver. Nous avons envoyé de nouveau quelqu'un à Berne pour soigner nos intérêts<sup>1</sup> et tout acte de faiblesse fait dans l'intervalle ne pourrait que nuire à notre cause. Vous savez sans doute par les papiers publics qu'il est question de nous ériger en République indépendante, garantie par plusieurs grandes puissances et nous avons plusieurs raisons de croire que ce sera à des conditions assez sortables. Il paraît à tous ceux qui sont consultés à ce sujet que c'est notre avantage d'accepter ce parti pour nous tirer, ainsi que la Suisse, de l'embarras et des peines dans lesquelles nous plongeant les prétentions de la France. Dans peu, nous en saurons davantage, et alors on vous communiquera ce qu'il y aura de positif dans les propositions. Les changements survenus dans le gouvernement sont une raison de plus pour se décider et ne pas s'exposer à de trop grands hasards en se refusant à cette offre.

Il m'est revenu un assez grand nombre de signatures de la commune de Bagnes, qui protestent de leur fidélité au gouvernement helvétique<sup>2</sup>. Il paraît même, d'après ce que me dit le juge Vaudan, qu'il serait assez aisé d'en obtenir d'autres<sup>3</sup>. J'ai été d'autant plus surpris que le capitaine [Frédéric] Gard ait travaillé les têtes dans cette commune, qu'il m'avait écrit le 14 janvier dans un sens très différent. Je vous envoie copie de sa lettre<sup>4</sup>. Si vous croyez utile à la chose publique de la communiquer à quelqu'un, vous pouvez le faire ; sinon, je vous prie de garder le silence puisqu'il est contre la règle de compromettre la réputation de personne, quand il n'en résulte pas un avantage réel. Je vous écris dans le premier cas une lettre officielle datée du 18 janvier<sup>5</sup> et qui est ci-jointe où je vous communique celle du citoyen Gard. Veuillez bien n'en user qu'autant que vous le jugerez véritablement utile. Je me confie à votre sagesse pour cet objet.

Quant à la manière de payer la contribution, je crois bien qu'il est presque inutile de proposer au général des rabais avant d'avoir porté quelque chose à compte. Après cela, les représentations peuvent être accueillies, et surtout, il faudra tâcher d'allonger le temps pour avoir celui d'attendre des nouvelles de Berne. Il y a quelque lieu d'espérer quelque ordre de cesser ces vexations ; c'est ce qui me paraît le plus convenable dans les circonstances.

(H 36, N° 7025, minute.)

<sup>1</sup> Ces députés sont Augustini et Duc.

<sup>2</sup> Pour les signatures de Bagnes, voir Rz, vol. 76, au 21 avril 1802.

<sup>3</sup> Pour la lettre d'Etienne Vaudan, du 21 avril 1802, voir *ibidem*, à cette date.

<sup>4</sup> Pour la lettre de Frédéric Gard à Charles-Emmanuel de Rivaz, du 14 janvier 1802, voir Rz, cart. 58, fasc. 13, N° 47, original.

<sup>5</sup> Pour la lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz à Frédéric Gard, du 18 janvier 1802, voir H 36, N° 6941, minute.

Orsières, 29 avril 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai bien reçu votre lettre du 25 courant. J'en ai fait part aux cinq communes fidèles, qui sont comme moi bien sensibles et reconnaissantes aux secours que le gouvernement nous a fait la faveur de nous donner. Ces secours nous viennent d'autant plus à propos que la majeure partie des communes sont non seulement sans argent, mais qu'elles n'en trouvent pas même à emprunter. Elles m'ont de nouveau promis de rester fermes dans la voie de l'honneur et de leur devoir, quoique dans cette commune, où les soldats sont toujours chez les municipaux, il en est d'assez mauvais sujets pour maltraiter leur hôte de propos et de coups même pour se faire prodiguer le vin et autres denrées à la guise de leur gourmandise. Le municipal Laurent Biselx l'a été vivement hier soir ; il vient de s'en plaindre au capitaine qui lui a promis d'y remédier. Le fera-t-il ? A Sembrancher, il n'y a que huit fusiliers pour la correspondance, aussi chez les municipaux. A Liddes et [Bourg-]Saint-Pierre, ils sont tous chez l'habitant et l'on ne s'en plaint pas ; les officiers sont bons et contiennent leurs soldats. Vollèges n'a pas encore eu de troupe. Quelques fermes que soient les municipalités, elles sont néanmoins impatientes d'apprendre le terme de nos maux et surtout de la cessation des vexations les plus graves et les plus onéreuses.

J'étais effectivement, citoyen préfet, instruit déjà avant que les papiers publics en aient parlé, que la France voulait faire du Valais une république indépendante. L'ennemi publie avec cette nouvelle que le Bas-Valais retombera sous la domination du Haut, sans doute à dessein de faire opiner les communes pour la réunion à la France. J'ai cru en conséquence de mon devoir, afin que les municipalités ne s'alarment pas, [de] les réunir par députés pour leur donner cette nouvelle plutôt que de la leur écrire et les prémunir contre le poison que l'on sème en leur disant que notre indépendance sera garantie par plusieurs grandes puissances et qu'ainsi cette crainte est vaine et répandue par l'ennemi pour leur faire voter la réunion. Je n'ai pas réussi à dissiper entièrement leur crainte. Elles appréhendent, comme je l'ai craint au premier abord, avant que je fusse informé de ladite garantie, que ce projet ne fût inventé par la France, qu'afin de nous mettre plus facilement le grappin dessus et préférèrent de rester, s'il est possible, partie intégrante de la République helvétique. Je leur ai recommandé de n'en faire bruit et d'attendre paisiblement les propositions qui nous seront faites à ce sujet.

Le receveur général de ce district [Etienne Joris] n'a pas cessé tout cet hiver de molester la municipalité d'Orsières pour la rentrée des impôts indirects, tandis qu'il laissait encore les autres tranquilles ; mais dernièrement, l'ayant menacée, ainsi que les autres communes, d'user de violence pour les y contraindre, elles ont reçu les patentes, et quelques-unes ont fait en conséquence une publication en spécifiant que c'était sans déroger au serment qu'elles ont prêté au gouvernement helvétique, pour faire acquitter ces impôts. Il a voulu même faire prendre les patentes pour l'année courante



à la municipalité de cette commune, mais elle lui a répondu par un refus motivé sur ce qu'il devait préalablement attendre que celles de l'an courant aient été payées.

Les municipalités sont d'avis de livrer au général même l'acompte des contributions en lui demandant en même temps un rabais et un terme pour le reste, et non au receveur général de ce district, afin qu'il ne prenne [pas] cette livraison pour une reconnaissance et par la crainte qu'en la livrant à ce dernier, l'ennemi le laisse ignorer au général qui pour lors ne leur accorderait ni rabais ni terme ; il est vrai que leur quittance prouverait le contraire, mais ils ne veulent absolument pas payer au receveur et je suis bien de leur opinion.

Ma précédente s'est trouvée antidatée, citoyen préfet, parce que dans ce temps chacun sème ses printaniers et que je n'ai pu par ce motif trouver un exprès de confiance dans la semaine. Quelques municipaux d'ici s'étaient bien offerts de vous porter ma lettre à Sion, mais je n'ai pas cru prudent de les y envoyer ; l'ennemi aurait pu les voir, les épier et les fouiller, étant connus. Vous croyant encore à Sion et sachant que le tribunal du canton était convoqué, je me rendis dimanche à Sembrancher pour la remettre à mon beau-frère [Gaspard-Etienne] Delasoie, croyant qu'il monterait, mais il m'apprit que vous étiez à Saint-Maurice. J'y ai en conséquence changé l'adresse et vous l'ai envoyée par un exprès assuré de Sembrancher.

Si vous avez reçu, citoyen préfet, quelques nouvelles relatives à notre sort, veuillez bien, je vous prie, m'en instruire pour nourrir le courage et la fermeté des municipalités qui trouvent le temps bien long et les circonstances bien pénibles et ruineuses.

Ma femme est bien sensible à votre souvenir ; elle vous prie, ainsi que moi, de recevoir l'assurance de nos respects. Veuillez bien aussi les faire agréer à madame votre épouse.

P.-S. Le municipal François Vernay de cette commune est le porteur de la présente. Il est un des plus fermes et celui qui encourage ses collègues à tenir ferme ; il vous rendra compte d'un colloque que lui et le président [Francière] ont eu ce soir avec le commandant et capitaine.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 2, a. s.)

Sion, le 1<sup>er</sup> mai 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

J'ai bien eu du regret de ne m'être pas trouvé à Saint-Maurice lorsque le citoyen Vernay est venu m'y chercher. Ç'aurait été avec bien du plaisir que j'aurais discoursu avec lui sur ce qui se passe dans vos communes et qu'il était chargé de me communiquer. Veuillez bien, s'il y a quelque chose d'un peu essentiel, avoir la bonté de m'en instruire en me le faisant passer par le canal du capitaine Morand. Je pars demain pour Sion et je n'ai par conséquent pas le temps de vous prévenir de mon passage à Martigny pour que quelqu'un



puisse s'y rencontrer, ainsi que le citoyen Vernay en avait témoigné le désir à mon épouse. Mais je laisse chez le citoyen Morand six cents francs pour votre district, lesquels, avec les douze cents francs que vous avez reçus, font dix-huit cents francs. Dans peu, je pourrai encore vous remettre le restant de ce que je vous ai annoncé. Je vous réitère qu'il est plus essentiel que jamais qu'aucune commune ne fasse d'actes de faiblesse. Le général continue ses efforts pour obtenir des soumissions et ces soumissions pourraient beaucoup nuire au succès des pourparlers qui ont lieu actuellement à Berne, à notre sujet. Les dernières nouvelles que j'en ai me confirment que le ministre français [Verninac] insiste sur notre indépendance. Il est à peu près sûr qu'on ne peut pas l'éviter ; mais on espère des conditions sortables et des sûretés suffisantes. Ce plan présente plusieurs avantages bien réels : celui d'éviter de prendre part aux guerres de la France, et de n'être pas assujettis à la conscription militaire, celui de régler nous-mêmes nos impositions, celui de conserver nos lois, nos formes judiciaires et enfin celui de n'être point gênés dans notre culte religieux. Quant aux craintes du retour de la domination du Haut, ce ne sont que des malveillants qui peuvent les donner. Ni la France, ni la Suisse ne le permettraient, quand même le Haut le voudrait ; et d'ailleurs, les districts de Sion, Sierre, Hérémence seront toujours en grande partie de notre côté et tiendront l'équilibre entre la partie allemande et la partie française. Ainsi, il faut ne considérer ces bruits que comme des moyens que l'intrigue emploie pour nous désunir et le peuple doit bien se tenir en garde contre. Les méchants gagneraient beaucoup à mettre la discorde parmi nous.

Je ne désapprouve point, au contraire, que vos communes se prêtent au recouvrement des impôts indirects. Cela s'est fait dans la plupart des districts, en protestant, comme les vôtres l'ont fait, qu'on n'entend pas préjudicier aux droits du gouvernement helvétique. C'est un moyen d'éviter de nouvelles vexations et il y en a déjà assez sans les faire multiplier. J'espère au surplus que cet état ne durera pas longtemps. Je sais de très bonne part que le ministre français Verninac a demandé à entrer en conférence avec les messieurs de notre canton qui sont à Berne, sur les moyens à prendre pour faire cesser cet ordre de choses et régler notre gouvernement définitif<sup>1</sup>. Il faut croire que dans peu nous éprouverons un soulagement notable. Si j'apprends quelque chose de nouveau par le courrier de demain, je vous le ferai savoir par le canal de M. Claivaz. J'approuve de même très fort que quelques députés se présentent au général pour tâcher d'obtenir des rabais et le rappel des troupes, ou du moins qu'il soit pourvu à leur subsistance. D'ailleurs, il est nécessaire de payer quelque chose à compte. Monthey a déjà livré trois cents louis et on ne peut guère éviter de financer. J'ai fait de nouvelles démarches pour avoir de nouveaux secours ; j'espère toujours qu'elles ne seront pas infructueuses ; comptez que je ne négligerai rien pour y réussir.

Excusez la hâte avec laquelle je vous écris et agréez de nouveau l'assurance de mon respectueux attachement.

(H 36, N° 7027, minute.)

<sup>1</sup> Il s'agit de Jean-Joseph Duc, Pierre-Antoine Preux, Maurice Zurbriggen et Louis Tousard d'Olbec, voir *La correspondance d'Augustini...*, p. 189.

Orsières, 24 mai 1802, au soir. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

Je m'empresse de vous informer que le général Turreau est arrivé ici hier à sept heures du soir, précédé de la moitié de la compagnie des grenadiers du premier bataillon de la 73<sup>e</sup> demi-brigade, et ayant avec lui deux aides de camp, [Louis] Pittier, Streicher, receveur *général*, et Charles Contard, sous-préfet *général*. Le fourrier a remis à la municipalité un ordre du général de fournir auxdits grenadiers le logement, les vivres et une bouteille par homme, chaque repas ; à ce défaut, la municipalité était prévenue que l'officier était chargé de loger la troupe militairement. Peu après, le citoyen Joseph Pouget, lieutenant dans le corps d'élite, qui est entré en fonctions d'agent général de cette commune, dimanche 11 avril, a distribué les logements. A onze heures et demie de la nuit, le général fit ordre par ledit Pouget à la municipalité de s'assembler pour les six heures du matin aujourd'hui à la maison de commune. Dans la matinée, elle fut appelée, ainsi qu'un municipal de Liddes et de [Bourg-]Saint-Pierre, à se rendre à la cure où le général et ses apôtres étaient logés. Le général a débuté par des reproches sur la négligence des municipalités pour la rentrée des impôts indirects et sur le retard à compléter l'acquittement des contributions extraordinaires. Les municipalités susdites et celles de Sembrancher et Vollèges, qu'Orsières avait appelées, lui ont exposé les obstacles qui les en avaient empêchées ; ensuite représenté les souffrances que ces communes ont essuyées pendant quatre ans consécutifs, le défaut d'argent et de moyens d'en faire et en conséquence l'ont prié et supplié à diverses reprises d'y avoir égard et de leur accorder un rabais et un terme pour l'acquittement du reste des contributions extraordinaires. Il leur a dit qu'il ne leur demandait pas de l'argent, mais de reconnaître ses autorités. Lui ayant répliqué par un refus motivé sur leur serment, il leur a ajouté qu'il était certain que le Valais ne resterait pas Suisse, qu'il y avait dans ce moment un congrès à Berne pour traiter de l'indépendance du Valais, mais qu'en attendant ses autorités devaient être reconnues, obéies et respectées ; lui ayant réitéré leur refus, il leur a non seulement point accordé de rabais, ni un terme de huit jours, mais il leur a encore enjoint de payer sans délai l'arriéré et les deux mois échus depuis son arrêté. Le général et Pittier, voyant leur refus constant de reconnaissance, ce dernier a ordonné au citoyen Francière, président d'Orsières, à trois reprises avec menaces de le faire conduire par des grenadiers, d'aller ouvrir la caisse de la commune à Contard et pendant ce temps on a retenu les autres municipaux à la cure pour les travailler, mais inutilement. Contard a été surpris de ne pas trouver le sol ; il a fouillé les lettres et autres papiers et s'est emparé adroitement des clés de la maison de commune, en a fait sortir le président. N'ayant pas trouvé à la municipalité les lettres qu'il cherchait, il voulait aller fouiller la maison du président, mais celui-ci, l'ayant assuré qu'elles étaient toutes à la maison de commune, il s'en est tenu là pour le moment. Il a remis les clés à Pouget en lui ordonnant de faire inventaire des papiers en présence de deux municipaux destitués, sans que la destitution de la municipalité ait

été préalablement ni postérieurement prononcée ni verbalement ni officiellement par le général ou Pittier [*Annexe*]. Contard ayant fait rentrer le citoyen Francière à la cure, le général a dicté à un de ses aides de camp l'ordre d'envoyer demain une compagnie à Vollèges, une à Orsières et autant à Liddes et [Bourg-]Saint-Pierre, pour y stationner à discrétion chez les municipaux et par eux payés les capitaines à six francs, les lieutenants et sous-lieutenants à trois livres, les sergents à quarante sols, les caporaux à trente et les soldats à vingt sols chacun, payables chaque jour jusqu'à la rentrée des impôts indirects et des contributions extraordinaires et à la reddition desdites communes.

Pittier a dit à la municipalité d'Orsières qu'il l'avait prévenue à carnaval qu'il pèserait beaucoup plus sur Orsières que sur les autres communes et il est de fait que, pendant un mois de temps que quatre compagnies ont stationné dans ce district, les municipaux de cette commune ont eu trois semaines six soldats chacun à discrétion, tandis que dans les autres communes la troupe a toujours été répartie chez les habitants, excepté la dernière huitaine à Sembrancher que les municipaux ont eu quatre soldats chacun. Orsières a déjà perçu une bonne partie de l'impôt sur les patentes ; les autres communes n'ont encore rien fait, mais ce qui aura sans doute indigné le général et ses apôtres, c'est la proteste que cette municipalité a insérée dans ses publications à ce sujet, qu'elle s'était chargée de cette perception sans déroger au serment qu'elle avait prêté au gouvernement helvétique, mais uniquement pour éviter les excès de la violence dont elle était menacée par lettres du receveur général de ce district [Etienne Joris], qui n'a cessé et ne cesse encore de la tourmenter journellement. Actuellement qu'elle est destituée par le fait, le général, Pittier et lui ont ordonné de faire rentrer tous les impôts indirects arriérés jusqu'à la date après l'avoir dépouillée du système de finance et autres lois nécessaires à cet effet.

Deux heures après être sorti de la cure, Pouget a invité la municipalité à se rendre à la maison de commune pour y faire inventaire des papiers et rendre son compte. Elle a refusé le premier article, lui disant qu'il avait eu le temps d'en soustraire ce qu'il avait voulu et qu'il devait lui être accordé le temps nécessaire pour préparer ses comptes. Il l'invita ensuite à assister à l'apposition des scellés ; elle s'y refusa encore et il finit par les apposer en présence de deux grenadiers.

L'ennemi a fouillé hier le bureau de la municipalité de Sembrancher et demandé mes lettres de 1801, afin sans doute d'avoir mes subséquentes. Il a de même fouillé les archives du tribunal. Il aura su que je correspondais avec les municipalités parce que celle de Bagnes, où le général a été hier, aura remis de mes lettres. L'agent Bruchez, sur lequel je comptais comme sur moi-même, aura donné celle que je lui ai écrite pour la députation à Berne. Il m'a fait connaître évidemment, en mars dernier, que si on la lui demandait, il la remettrait pour ne pas se compromettre. Je lui ai répondu qu'il pouvait la cacher sans crainte, mais que je préférerais être compromis que de le compromettre et qu'il pourrait en faire ce qu'il voudrait, puisqu'il était si pusillanime.

La destitution de la municipalité d'Orsières a beaucoup consterné les autres municipalités et leur fait d'autant plus redouter l'arrivée de nouvelles

troupes que la gelée a causé dernièrement de grands ravages dans ce district, au point qu'on fauche bien des blés pour fourrage, qui étaient déjà très rares, étant beaucoup morts l'hiver. Elles n'ont plus le même courage de recevoir des troupes. J'espère, néanmoins, qu'en ce cas elles persisteront dans leur fermeté et je présume que le général a ordonné l'envoi de nouvelles troupes pour intimider les municipalités et les engager par là à activer la perception des impôts [directs] et indirects et le complément des contributions extraordinaires avant la proclamation de notre indépendance et qu'il n'en enverra pas. Mais si, contre mon attente, il revenait des troupes, les municipalités seraient à plaindre pour les fournitures de vivres ; elles ne trouvent plus d'argent à emprunter, surtout celle d'Orsières, dont les fonctions sont paralysées. Je vous prie en conséquence, citoyen préfet, de vouloir bien interposer de nouveau vos bons offices près du gouvernement pour quelques secours. J'ai les deux reçus signés des deux sommes que vous avez eu la bonté de m'envoyer pour les cinq communes fidèles. Si je savais que vous restiez encore quelque temps à Berne, j'aurais l'honneur de vous les y adresser.

Le lieutenant des grenadiers, étant logé chez moi, m'a travaillé (je présume qu'il en était chargé du général) pendant trois heures de temps par des motifs de persuasion et des menaces de violence qui foudraient sur moi et en même temps sur mes propriétés si je persistais à ne vouloir me rendre. J'ai réfuté ses arguments insidieux et opposé un courage et une fermeté à toute épreuve à ses menaces et, ne pouvant rien opérer sur moi, il a fini par me dire qu'il ne pouvait refuser son estime aux personnes fidèles à leur gouvernement.

Je vous prie, très honoré parent, de vouloir bien nous donner le plus souvent qu'il vous sera possible des nouvelles de l'avancement des négociations pour soutenir les municipalités qui trouvent ce temps d'autant plus long qu'elles craignent de nouvelles vexations.

Ma femme s'unit à moi pour vous prier de recevoir de nouveau l'assurance de nos respects.

Excusez, je vous prie, sur la presse, mes additions.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 3, a. s.)

### *Annexe*

Orsières, 4 prairial an 10 [24 mai 1802]. — Arrêté de destitution de la municipalité d'Orsières.

Le préfet général du canton du Valais,

Considérant que la municipalité de la commune d'Orsières n'a cessé d'entraver la marche de l'administration publique par sa rénitence aux ordres des magistrats et qu'elle a, par là, scandaleusement égaré le peuple,

### Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Les membres composant la municipalité d'Orsières sont destitués.

Article 2<sup>e</sup>. — Les citoyens Joseph Pouget, déjà agent national, et Pierre-Joseph Droz sont nommés agents et l'administration générale de la commune leur est confiée ; ils entreront aussitôt en fonctions en s'emparant des registres, papiers et titres de la commune ; ils prêteront le serment voulu par la loi [du] 15 février 1799, paragraphes 78 et 79, entre les mains du sous-préfet du district <sup>1</sup>.

Article 3<sup>e</sup>. — Dans trente jours, ils se feront rendre compte par les municipaux destitués du maniement des deniers publics.

(Rz, vol. 76, au 24 mai 1802, copie a. de Joris, « conforme à une autre copie ».)

<sup>1</sup> La loi sur l'organisation des municipalités et des chambres de régie est publiée dans Strickler, t. 3, pp. 1158-1181. Les articles auxquels se réfère cet arrêté ont la teneur suivante : « Art. 78. — Le sous-préfet de district reçoit le serment des municipaux. Art. 79. — Ce serment est conçu en ces termes : « Je jure de remplir, comme un bon citoyen, de toutes mes forces, en conscience et avec une exacte fidélité, les fonctions de la place qui m'a été confiée. »

### 33

Berne, 31 mai 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Je vous dois mille et mille remerciements pour le rapport contenu dans votre chère lettre du 24 de ce mois. J'y ai vu avec une nouvelle et bien vive satisfaction combien vos communes étaient fermes dans les sentiments honorables qu'elles ont manifestés jusqu'ici. Veuillez le leur témoigner de ma part et les inviter à la persévérance qui peut contribuer beaucoup à amener de bons et heureux résultats. Les dispositions que manifeste le ministre de France en Suisse [Verninac] sont au surplus toujours extrêmement rassurantes et je ne doute point que nous n'arrivions à bon port, si on soutient toujours avec courage les épreuves auxquelles le général met nos communes. J'espère pouvoir dans peu vous apprendre quelque chose de positif. Les lenteurs actuelles viennent du désir que nous avons eu de prendre, dans la conclusion, des formes propres à consolider davantage ce qui se réglerait. Quant à la menace d'exécution faite par le général, je crois qu'il faudra lui en ôter le prétexte en retirant les impôts indirects et les versant dans la caisse de son receveur [Streicher]. Je m'imagine que si cela s'exécute, il n'effectuera pas ladite menace. Veuillez bien, au cas qu'il fit autrement, me faire l'amitié de me l'écrire de suite. Je m'occuperai des moyens de secourir vos communes en ce qui dépendra de moi.

J'aurais été bien aise de trouver dans votre lettre l'état de ce qu'elles ont payé jusqu'ici pour la contribution, ainsi que celui des rations qu'elles

ont eu à fournir. Il est nécessaire que je sache ce qu'il en est pour solliciter et concerter de nouvelles distributions d'argent. Bagnes, comment va-t-il actuellement ? Le général, dit-on, y est aussi allé. Y a-t-il exigé quelque chose ? Je vous serai obligé de m'en instruire.

Je vous répète qu'on ne doit pas se laisser épouvanter par leurs propos que le général peut faire répandre. Le ministre français a dit à l'un de nous qui lui en parlait : « Ne vous inquiétez point et fiez-vous à ce que je vous dis. » Le temps n'est vraisemblablement pas loin où les citoyens qui auront été fidèles à leurs devoirs et qui auront montré un caractère loyal se trouveront délivrés de l'état d'oppression dans lequel ils sont actuellement. Croyez que nous nous occupons tous, tant que nous sommes ici, à accélérer ce moment désirable.

J'attends avec empressement une seconde lettre de votre part et vous prie d'agréer, avec la chère cousine, l'assurance des sentiments bien respectueux avec lesquels je ne cesserai d'être...

(H 36, N° 7050, minute.)

34

Martigny, 14 juin 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai rencontré, le 7 courant, votre obligeante lettre du 31 mai, à Sembrancher. J'ai eu l'honneur de vous faire part, par ma dernière, de la menace écrite du général Turreau d'envoyer de nouvelles troupes dans les cinq communes fidèles de ce district, à discrétion et à la solde d'icelles, etc. J'ai cru alors que ce ne serait qu'une simple menace, mais vendredi 28 dernier, j'en ai malheureusement que trop appris l'exécution par l'arrivée d'une compagnie qu'il a envoyée sur ledit pied à Vollèges<sup>1</sup>. La nuit du 28 au 29, les municipalités s'assemblèrent à Orsières pour m'instruire de la crainte du danger imminent qui les menaçait d'un jour à l'autre du même sort que Vollèges. Le juge de canton Ribordy était avec les députés ; tous étaient dans la plus grande consternation ; me dirent que les communes ne pouvaient pas supporter les frais de cette violence ; que, n'ayant pas des nouvelles de la terminaison des négociations, ils ne voyaient d'autre moyen, pour faire cesser ces vexations, ne trouvant d'ailleurs plus d'argent dans le district pour subvenir aux frais énormes d'une exécution militaire aussi violente, que de reconnaître les autorités du général et me prièrent de les accompagner à cet effet. J'ai désapprouvé leur projet pour eux-mêmes et leur ai dit qu'en mon particulier je serais le dernier à me rendre ; que je quitterais plutôt le district ; que, s'ils commettaient cette infamie, je les abandonnerais aussitôt et que cette violence ne me paraissait pas encore assez majeure pour nous extorquer la reconnaissance. Je leur ai représenté que le fruit de notre courage et de notre fermeté jusqu'ici serait perdu et que leur lâcheté serait récompensée d'une infamie éternelle ; que, s'ils comparaient bien les maux présents qui n'étaient que momentanés à ceux qu'ils s'attireraient à perpétuité sur eux et leurs descen-

dants par la reconnaissance, ils ne feraient jamais cette honteuse démarche, et que je croyais qu'il y avait des moyens de faire cesser ces excès ou de les supporter encore quelque temps ; qu'en attendant nous aurions des nouvelles des négociations et leur ai conseillé à cet effet : 1<sup>o</sup> d'envoyer une députation près du général, à Bex où, n'étant pas entouré de ses autorités, je le croyais flexible, pour lui produire les quittances du paiement de l'arriéré des contributions extraordinaires, lui faire soumission de faire rentrer les impôts indirects dans la huitaine et le prier, en cette considération, de vouloir bien retirer ses troupes du district ; ou 2<sup>o</sup> de convoquer les personnes les mieux pensantes du district, y compris les révérends curés, pour aviser aux moyens de sauver le district et se cotiser pour de l'argent. Ils m'ont répondu que les personnes qui avaient été les plus fermes jusqu'ici, craignant cette violence, disaient qu'il n'était pas possible d'y résister et croyaient qu'une soumission en pareil cas ne nuirait point aux négociations. Je leur ai observé [que], les négociations n'étant pas terminées, le traité non signé, la reconnaissance de ce district pourrait entraîner celle des autres districts et ainsi opérer la réunion de fait, qui aurait certainement lieu si elle arrivait avant la signature du traité, au lieu qu'en persistant dans leur honorable fermeté ils tenaient la victoire en main. Ils m'ont ajouté qu'ils en feraient la rétractation par un acte de revers, qu'ils me passeraient aussitôt après la reconnaissance. Je leur ai répliqué qu'il était infiniment plus glorieux pour eux de ne pas broncher, parce que je craignais avec raison qu'une fois le faux pas fait, ils ne revinssent pas en arrière, parce que Bagnes, soit sa municipalité, m'avait aussi promis un acte de revers, mais la reconnaissance faite, elle ne m'en a plus parlé. Ils ont finalement opiné pour la députation. Je me suis offert d'y aller pour un ; j'ai engagé M. Ribordy d'y venir et demandé un municipal. Nous nous sommes rendus samedi 29, à Bex. Notre audience a duré de huit à dix heures du soir. Je serais trop diffus de vous rendre le détail de notre entretien. Je me bornerai donc à l'essentiel.

Ayant informé le général du motif de notre députation, il nous répondit qu'il ne demandait pas de l'argent, mais la reconnaissance. Je lui ai opposé le serment. M. Ribordy lui a représenté que les municipalités ne pouvaient la faire sans le consentement du peuple, l'a prié de permettre de l'assembler, disant que si le peuple le voulait, les municipalités n'agiraient pas contre son opinion. Le général a refusé ces assemblées. M. Ribordy étant revenu plusieurs fois à la charge, je lui dis de ne pas insister pour ne pas abuser de la patience du général, craignant qu'il lui ait accordé sa demande et dans ce cas tout était perdu parce que le général aurait envoyé des troupes dans les communes sous prétexte d'y maintenir l'ordre pour en imposer. Ses autorités y auraient travaillé les esprits et je ne doute point que la réunion n'eût été votée. Mais heureusement le général a persisté dans son refus. L'ayant de nouveau sollicité à rappeler la compagnie de Vollèges, il nous le promit après plusieurs objections et nous dit de revenir en prendre l'ordre le lendemain matin. Nous y fûmes ; il l'a dicté en notre présence, portant que le capitaine devait revenir le lundi 31 mai à Martigny jusqu'à nouvel ordre et faire acquitter par Vollèges la solde à la compagnie conformément à son ordre précédent. Je l'ai ensuite prié du rabais des contributions extraordinaires des deux mois échus depuis son arrêté. Il m'a répondu qu'il ne le pouvait pas, que les impôts indirects ne suffisaient pas pour l'entretien du bataillon de la



73<sup>e</sup> demi-brigade, mais qu'il nous assurait que nous n'en payerions plus depuis ces deux mois. Ayant insisté, il me dit qu'il verrait, qu'il écrirait au receveur général [Streicher] pour connaître l'état de sa caisse.

Vollèges a perçu les impôts indirects, excepté les droits de mutation pour héritages nouvellement échus et non encore taxés. Sembrancher, Orsières, Liddes et [Bourg-]Saint-Pierre les ont de même acquittés, m'a-t-on dit, dans le terme convenu avec le général, à l'exception de quelques rénitents à Sembrancher et Orsières.

Le 28 dernier, le citoyen Pouget, agent du général à Orsières, avec son aide Pierre-Joseph Droz, d'après un ordre du citoyen [Charles] Contard, ayant sommé la municipalité aux « cries » précédentes à se rendre à la maison de commune pour y faire l'inventaire des papiers de la municipalité et des effets meubles de la régie, celle-ci leur ayant préalablement lu son verbal qu'elle m'avait prié de lui dresser et dans lequel elle les rendait responsables de toutes pertes, dans, dommages-intérêts et leur demandait une caution à cet effet, ont signé le verbal, pris copie et n'ont pas osé passer outre quoique accompagnés du receveur général du district, de façon que tous les papiers de la commune sont encore sous clé.

N'ayant pas encore reçu des communes le compte des paiements qu'elles ont faits des contributions extraordinaires, ni celui des fournitures que quelques-unes ont faites chez elles en divers temps aux troupes d'exécution, que je leur ai demandé le 7 courant à la foire de Martigny et ensuite par une circulaire du 12 ; mais ayant seulement reçu celui du commissaire des guerres du district pour les fournitures réglées et faites en société, je ne puis, mon cher cousin, remplir encore les deux objets de votre demande du 31 dernier à ce sujet.

Je devais mettre la présente à la poste du 8 courant ; mais ayant appris de M. Jacques Berguerand que M. [Tousard] d'Olbec lui avait écrit que tous nos députés reviendraient dans la huitaine, j'ai cru inutile de vous l'expédier. Cette nouvelle ne s'étant pas réalisée, je l'ai retranscrite aujourd'hui pour lui donner cours et se trouve ainsi retardée.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N<sup>o</sup> 4, a. s.)

<sup>1</sup> Cette compagnie est restée à Vollèges du 8 au 11 juin, date à laquelle elle est retournée à Martigny d'après un ordre du quartier général. Voir à ce sujet Rz, cart. 86, fasc. 2, N<sup>o</sup> 114, original, Charles Contard à Louis Pittier, du 11 prairial 10 (30 mai 1802).

Orsières, 21 juin 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai appris avec joie, par la voie publique, votre retour si désiré par les vrais amis de la patrie et d'après une de vos lettres, que mon beau-frère l'administrateur [Isaac] de Rivaz m'a lue, le 8 juin, à Martigny, j'ai lieu

d'espérer que vos travaux sont enfin couronnés, que notre indépendance sera bientôt proclamée et que nous ne tarderons pas à être constitués.

Je devais vous envoyer par le courrier d'hier le compte des sommes que les cinq communes fidèles ont payées pour contributions extraordinaires et pour fournitures aux troupes françaises pendant l'exécution militaire, mais des occupations particulières m'en ayant empêché, je viens actuellement vous en donner la note. Les troupes d'exécution sont arrivées dans ce district le 11 avril au matin. Les fournitures ont commencé le 12 dit et duré jusqu'au 15 mai dernier. Elles s'élèvent à 6280 rations à trois batz un quart la ration, font la somme de 20'410 batz, sauf erreur. Le traitement que les communes ont passé au citoyen Delasoie, receveur helvétique, pour ses fonctions de commissaire des guerres durant ledit intervalle, se monte, m'a-t-il écrit, autant qu'il croit, à 400 batz ; mais ce traitement doit être compris dans les 20'410 batz ci-dessus des vivres. Ensuite Vollèges a fourni les vivres à une compagnie de 68 hommes qui y a stationné le 28, 29 et 30 mai dit, à deux batz et demi-cruche la ration de pain et un batz et demi-cruche celle de la viande, faisant ensemble 792 batz. Vollèges a livré aussi pour solde à ladite compagnie 1640 batz.

Les cinq dites communes ont payé pour l'arriéré des contributions extraordinaires du 4 germinal <sup>1</sup> [25 mars 1802] 2173 écus 9 batz et 3 cruches.

J'ai l'honneur, mon cher cousin, de vous transmettre ci-joint un reçu du 3 mai, de la somme de 1200 francs et un autre du 9 même mois, signés par un municipal de chaque commune, de la somme de six cents francs, que vous avez eu la bonté de m'envoyer pour secourir [les] dites communes. Je n'ai pas réparti moi-même ces secours, comme vous me l'aviez fait dire, de crainte d'exciter le moindre mécontentement dans un moment où il était indispensable de conserver, maintenir entre les municipalités l'union qu'elles avaient contractée par la convention du 2 avril dernier, mais je les ai remis aux municipalités. Ne pouvant pas convenir entre elles sur la proportion, je leur ai conseillé d'adopter un mode quelconque provisoirement. Elles ont enfin partagé sur ce pied, à « rate » d'électeurs, excepté que Vollèges et Orsières ont pris en sus le quart du troisième électeur de Liddes qui se disait, me paraît-il à tort, surchargé. Les fournitures et contributions ci-dessus ont été payées aussi provisoirement d'après le même mode.

Je vous joins encore copie d'une copie de l'arrêté de destitution de la municipalité d'Orsières qui a été publié ici le 7 courant par l'huissier du tribunal de Sembrancher et dont ladite municipalité n'a pu obtenir copie que ces jours derniers, avec mille peines [*ci-dessus N° 32, Annexe*]. La municipalité craint que le 8 prochain, terme des trente jours dont il y est fait mention, les agents généraux de cette commune ne la forcent au rendement de compte. Je lui ai dit que, d'après la tournure des affaires du Valais, je ne croyais pas qu'elle essuie de nouvelles vexations et que si, contre mon attente, elle venait à y être de nouveau assignée, nous nous réunirions, quelques personnes qui pensent bien, pour y porter opposition de manière à empêcher ce rendement de compte, à moins que la force s'en mêle.

Les municipalités, se trouvant actuellement sans argent, vous prient par mon organe, mon cher cousin, de vouloir bien, s'il vous est possible, leur faire toucher encore quelques secours. Le receveur général de ce district

[Etienne Joris] les moleste toujours, même celle d'Orsières, quoique destituée, à prendre les certifiés de patentes pour 1802, mais elles s'y sont refusées jusqu'ici.

Ma femme me charge de vous faire ses honneurs et moi, [je] vous prie de croire au profond respect avec lequel je suis, etc...

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 5, a. s.)

<sup>1</sup> Cet arrêté est publié dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 178-180.

### 36

Orsières, 24 juin 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz, à Sion.

J'ai l'honneur de vous aviser que le citoyen Charles Contard a « sermenté » aujourd'hui les agents généraux Pouget et Pierre-Joseph Droz, à l'issue de la grand-messe et a fait publier un ordre à la municipalité et régie de se rendre à la maison de commune après les « cries », la première pour y rendre compte. Lesdits agents s'étant immiscés dans les affaires de la régie sans aucun ordre de leurs chefs et sans que la régie ait été destituée, au point de vendre des bois dans les forêts enfermées, réservées pour les cas d'incendie, et de prêcher dans leurs publications le brigandage des pâturages communs par l'introduction de moutons étrangers au mépris des arrêts de la commune, je me suis rendu à la maison de commune avec quelques copropriétaires, où nous avons protesté contre la gestion desdits agents dans les affaires de la régie, et nous nous sommes opposés au rendement de compte. Contard a dit à ses agents qu'ils n'auraient pas dû prendre en main les affaires de la régie, qu'ils étaient excusables jusqu'ici sur leur bonne intention, mais que dorénavant ils ne devaient plus s'en mêler et a invité la régie à reprendre ses fonctions. Elle s'y est refusée parce que Contard leur avait enlevé les clés, le 24 mai, des archives de la régie, jusqu'à ce qu'elle ait eu une satisfaction. Les intérêts des copropriétaires se trouvant ainsi abandonnés, j'ai engagé les régisseurs à reprendre leurs fonctions et à les faire précéder d'un mandat de proteste contre la gestion desdits agents dans cette partie, portant le séquestre au profit des copropriétaires des bois qu'ils ont vendus dans les forêts<sup>1</sup>, etc.

Les citoyens Francière, président municipal, et François Vernay, municipal et régisseur, se rendent près de vous pour vous consulter. Ils vous rendront verbalement un compte plus détaillé de ce qui s'est dit aujourd'hui, la presse ne me permettant [pas] de m'étendre davantage.

Vernay a toujours été et est encore ferme et courageux, mais un rien déconcerte le pauvre Francière.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 6, a. s.)

<sup>1</sup> Pour le rapport de Charles Contard sur cette journée, voir Rz, cart. 86, fasc. 2, N° 134, original, Charles Contard à Louis Pittier, du 6 messidor 10 (25 juin 1802).

Saint-Maurice, 25 juin 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

J'ai bien reçu votre lettre du 21 courant qui m'est revenue de Sion ici et celle de hier qui m'a été remise par le citoyen Vernay. J'y répondrai fort brièvement pour profiter du retour de ce brave compatriote qui vous dira verbalement le résultat de la conversation que j'ai eue avec lui et ses collègues, les citoyens Francière et Tissières. Je me borne donc à vous accuser réception des deux quittances qui se trouvaient jointes à votre lettre du 21, ainsi qu'à vous remercier des détails de compte qui y étaient contenus et qui sont aussi complets que je pouvais le désirer. Je saisis également l'occasion pour vous faire passer le restant de ce que j'avais à vous remettre pour votre district et dont j'établis le compte comme suit.

Par arrêté pris en commun entre le préfet national et la Chambre administrative, le 21 avril dernier, il a été assigné au district de Sembrancher, sur les sommes de secours mises à la disposition desdites autorités, celle de francs . . . . . 2065

Par un second arrêté du 22 juin, on a encore alloué au même district une somme de . . . . . 150

Sur quoi, livré le 17 avril, par assignation sur le citoyen de Loës, la somme de . . . . . 1200

Envoyé, le 2 mai, par le canal du citoyen Morand, cent cinquante écus neufs . . . . . 600

Reste à livrer à ce district . . . . . francs 415

A retenir sur cela, pour les frais d'impression de la proteste générale des communes, en date du 27 février, lesquels montent à dix-huit batz par commune, soit pour les six communes du district . . . . . 10,8

Reste dû, finalement . . . . . 404,2

que j'inclus ici dans deux rouleaux, l'un de cinquante écus neufs, l'autre de cinquante-et-un écus neufs deux batz. Je vous prie de m'en procurer une quittance comme des livraisons précédentes en motivant la somme de quatre cent quinze francs, pour que mon compte avec le gouvernement soit en règle. Je joins ici une contre-quittance pour les dix francs huit batz de frais d'impression, qui fait un compte à part que j'ai remboursé à M. [Tousard] d'Olbec qui en avait fait les avances.

Les cent cinquante francs assignés par l'arrêté du 22 juin l'ont été en considération de la solde que votre district a été dans le cas de payer aux troupes d'exécution ; comme il résulte de votre rapport que cela a pesé sur la commune de Vollèges seule, il paraît que c'est elle qui doit en ressentir plus spécialement l'avantage.

Les nouvelles d'aujourd'hui sont bonnes. Le ministre des Relations extérieures françaises, Talleyrand, a répondu, en accusant la réception des dépêches du ministre Verninac relativement à nous, que la volonté du Consul

sur notre indépendance était invariable, qu'il ne voulait point se mêler dans notre administration, qu'il ne demandait rien que la route, qu'il ne laissait de troupes en Valais qu'autant qu'elles y seraient nécessaires pour notre tranquillité, qu'il [Talleyrand] allait faire son rapport au Consul de ces dépêches<sup>1</sup>. Nous devons donc nous attendre à voir incessamment des changements favorables, et cela doit ranimer le courage des citoyens fidèles. Nous avons également l'agréable perspective de nous voir délivrer de troupes étrangères, si nous savons nous entendre entre nous. C'est un puissant motif pour nous de vivre en union et concorde. Notre tranquillité à cet égard dépendra de notre bon esprit et de notre bonne intelligence.

(H 36, N° 7063, minute.)

<sup>1</sup> Cette nouvelle avait été fournie à Ch.-Emm. de Rivaz par Antoine Augustini. — Voir *La correspondance d'Augustini...*, pp. 214-216, lettre N° 15, du 22 juin 1802.

38

Sembracher, 14 messidor an 10 [3 juillet 1802]. — Charles Contard à François-Emmanuel Joris.

Acquittant les ordres que j'ai reçus du préfet général [Louis Pittier], je vous enjoins, citoyen ex-sous-préfet, à vous rendre dans vingt-et-quatre heures à Saint-Maurice et à vous constituer devant le commandant de la place [Benjamin Copt] pour en recevoir les ordres qu'il est chargé de vous donner.

A votre passage à Sembracher, vous passerez dans mon bureau pour recevoir de moi telles directions que j'aurai à ajouter.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 9, copie a. de François-Emmanuel Joris ; autre copie a. de Joris dans Rz, vol. 76, au 28 juillet 1802.)

39

Orsières, 4 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu aujourd'hui, à l'issue des offices divins, un ordre dont ci-joint copie, du 14 messidor d'hier, du citoyen [Charles] Contard, sous-préfet du général, de me constituer devant le commandant de place de Saint-Maurice [Benjamin Copt], dans vingt-quatre heures. Je présume que le prétexte sur lequel est appuyé cet ordre, c'est parce que j'ai accompagné, le 24 dernier, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, la municipalité, la régie et quelques copropriétaires de cette commune devant ledit Contard. Les réunisseurs auront prétendu que j'influence ces corps, quoique je me sois énoncé audit Contard, que je ne m'immisçais point dans

les affaires de la municipalité, mais seulement dans les intérêts des copropriétaires auxquels j'avais droit comme membre et pour prévenir toute influence de ma part, surtout à l'époque du rendement de compte, dont le jour échéait le 8 courant. Le préfet du général [Louis Pittier] a sans doute ordonné mon éloignement à Saint-Maurice pour y rester probablement quelque temps sous la surveillance du commandant de place.

Indépendamment de la répugnance que j'ai à paraître, à me constituer devant les réunisseurs, mon intention est de ne pas déférer audit ordre sans y être conduit militairement, mais en suivant ma détermination. J'entrevois l'inconvénient d'un éclat, [puis] que les communes, ayant persisté jusqu'ici dans la fermeté et la patience, apprenant que j'ai été conduit par des fusiliers, pourraient se décourager et désespérer de la bonne cause, voyant les autorités générales continuer leurs vexations, tandis qu'en m'y rendant sans bruit les municipalités l'apprendraient plus tard et, ayant le temps de leur écrire depuis Saint-Maurice, elles en seraient moins alarmées. L'ordre ne porte pas, à la vérité, la menace d'être escorté en cas de prétendue désobéissance de ma part, mais cela ne se réalisera pas moins si je ne m'y rends pas actuellement.

Je viens en conséquence vous consulter, mon cher cousin, et vous prier de vouloir bien me dire par le retour de l'exprès que M. Morand vous enverra pour vous porter la présente, le mien ne pouvant aller plus loin que Martigny, si je dois me rendre de suite audit ordre ou attendre qu'on vienne me chercher et si je dois passer chez Contard, ce dont je n'ai pas trop envie.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 7, a. s.)

Saint-Maurice, 8 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Ma bien bonne amie, à mon arrivée au bourg de Martigny, j'ai appris de M. Gross qu'un détachement de six fusiliers, un caporal et un sergent logeaient ce soir-là à Martigny pour se rendre le lendemain à Orsières me chercher. Craignant qu'ils ne soient allés te mettre à contribution en argent et en vin et t'inquiéter, je suis aussitôt allé prévenir le sergent que, s'il montait à Orsières à mon occasion, j'étais en route pour Saint-Maurice et qu'il pouvait rétrograder. Le sergent, ayant demeuré à Orsières au mois d'avril, me reconnut et me dit qu'il resterait à Martigny, qu'il enverrait une ordonnance porter une lettre à [Charles] Contard qui était chargé de leur donner des ordres pour une expédition qu'ils avaient à faire à Orsières, sans qu'il ait su quelle était cette expédition et qu'il attendrait à Martigny le retour de l'ordonnance. Etant parti hier matin de Martigny, j'ignore si le détachement est monté à Orsières ou non ; mais j'ai soupçonné ensuite qu'on faisait monter ce détachement pour contraindre notre municipalité à rendre ses comptes et je crains bien qu'elle n'ait été tracassée ; mais j'espère qu'on ne t'aura pas inquiétée, excepté pour le logement. Si tu as eu le sergent, il ne t'aura pas fait de la peine, car il a été très honnête avec moi.

Je te prie de prévenir le président [Francière] de me faire un prompt rapport de ce qui se sera passé à Orsières depuis mon départ afin que je puisse aussitôt l'écrire à M. Augustini par le courrier de mardi prochain. Le courrier étant sur son départ, je ne puis te rendre compte de l'entretien que j'ai eu hier matin avec le misérable commandant de cette place [Benjamin Copt] qui a pourtant été encore un peu honnête à mon égard.

Mon collègue, M. de Nuce, vient de me remettre une lettre de M. Augustini qui nous écrit que la nouvelle officielle est arrivée à Berne que le traité fait à Berne pour notre indépendance et notre constitution ont été ratifiés à Paris par le Premier Consul<sup>1</sup>. Dis à Francière que je le prie de répandre aussitôt de ma part cette nouvelle en l'écrivant dans les cinq communes fidèles. Cette nouvelle est trop agréable et trop intéressante pour ne pas mettre la plus grande célérité à sa publicité. Dieu merci, nous sommes parvenus, avec le courage et la patience, à la fin de nos maux. Je t'embrasse bien tendrement, ainsi que Josette [Du Fay] et nos poupous.

(AV, fonds Joris, P 89 / 11, a. s.)

<sup>1</sup> Voir *La correspondance d'Augustini...*, pp. 224-225, lettre N° 21, du 5 juillet 1802.

41

Saint-Maurice, 11 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Quoique bien occupé, ma bonne amie, aujourd'hui à écrire aux communes de mon district, ne pouvant pas même écrire à toutes, je veux néanmoins profiter de la même occasion d'Amé Valet, qui va au marché de Martigny, pour m'entretenir avec toi. L'illustre commandant de cette place [Benjamin Copt] m'a ordonné, le jour de mon arrivée, de me consigner deux fois par jour à son bureau, dans la matinée et l'après-midi ; il m'a défendu de parler de politique dans Saint-Maurice et d'écrire aux communes. J'observe l'ordre de la consigne, mais mon écritoire n'étant pas en surveillance, j'en fais bon usage. J'espère que l'ordre de surveillance ne tardera pas à être levé et que je pourrai rejoindre sous [peu] ma famille, d'après les bonnes nouvelles que nous avons reçues deux courriers de suite. Demande à Cavé de te communiquer ma lettre ci-jointe que je lui adresse.

J'ai été dîner à Monthey, vendredi, avec le cousin Joson de Bons qui est arrivé il y a quinze jours. J'ai eu le plaisir de trouver la maman [Thérèse Du Fay] et toute la famille, y compris madame [Louise] de Rivaz, ta sœur bien portantes. Madame [Patience] Du Fay est hors du lit, mais elle se ressent encore de ses couches, me dit-elle, ou de ses suites. Madame [Marguerite] Dufour est à Morgins avec la marmaille ; son mari [Michel] l'est allé rejoindre vendredi après-midi. Madame [Domitille] Darbellay n'a encore pu y aller, ayant son petit malade depuis quinze jours ; il allait un peu mieux le jour



que je fus à Monthey. J'y retournerai encore un jour pour traiter d'arrangements avec mon débiteur et les créanciers de mon frère, n'ayant pas trouvé ces derniers vendredi.

Si le cousin Cavé t'a remis, comme je le présume, la clé du « mazot » de Fully et que tu aies une occasion assurée, tu la feras déposer chez Pierre Berguerand, au fond du Bourg [de Martigny] ; celui qui la lui remettra devra le prévenir que je la prendrai chez lui.

Le cousin Joson de Bons est un chevalier qui mérite vraiment d'être aimé des demoiselles. Il épousera vraisemblablement la cousine [Louise] Joris, suivant ce que l'oncle [François] et la tante [Louise] Joris m'ont dit et je crois que cela fera un mariage heureux. La cousine Joris a effectivement aimé un M. Du Porentru qui était à l'abbaye et qu'elle voulait épouser si l'oncle et la tante ne s'y étaient opposés, parce qu'il était étranger, mais que tout le monde trouvait joli et vertueux cavalier. M<sup>lle</sup> Marguerite Preux et Louise Camanis en étaient jalouses et lui ont fait la cour. La mode a changé à l'avantage des cavaliers ici. Je n'ai pas encore reçu de tes nouvelles, ni de l'Entremont depuis que je suis ici. Ecris-moi incessamment. Embrasse bien le petit étourdi et Guittou pour moi. Alexis parle-t-il encore de papa ? Chante-t-il ta-la-la ? L'oncle, la tante et la cousine Joris te disent mille choses. Je t'embrasse, ainsi que M<sup>lle</sup> Josette [Du Fay]. Adieu, mon cœur ; je me réjouis de te rejoindre quoique je sois parfaitement bien ici.

(AV, fonds Joris, P 89 / 12, a. s.)

42

Saint-Maurice, 15 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai reçu, ma chère amie, ta lettre de mardi dernier. J'ai été bien mortifié d'apprendre que tu aies été incommodée. J'espère que tu te seras soignée et que ton indigestion n'aura pas eu des suites. Tu es heureusement délivrée d'un lourd fardeau, du détachement. Je l'ai appris avec d'autant plus de plaisir que cela diminue tes inquiétudes. Quant aux denrées qu'il a consumées, je te prie de ne pas t'en inquiéter ; j'en trouverai au besoin avec de l'argent, au lieu que les intrus ne trouveront jamais à acheter de l'honneur. J'ai été étrangement surpris cet après-midi ; le commandant [Benjamin] Copt m'a envoyé une ordonnance pour me dire qu'il était venu chez le cher oncle [François Joris], dans la matinée, pour me voir et qu'il ne m'avait pas trouvé. J'ai été d'autant plus surpris de sa visite qu'il ne m'en a point fait jusqu'ici et que, mardi, j'ai eu une discussion très vive avec lui durant trois quarts d'heure et mardi, une autre moins longue dont j'ai dressé aussitôt le verbal qui est déjà à Berne<sup>1</sup>. Cette discussion est cause qu'il m'a donné les arrêts dans la ville. Je ne puis me promener dehors de son enceinte.

Le fournisseur des vivres, qui est Français et loge chez l'oncle Joris, lui a dit avant-hier qu'il avait entendu parler de moi au quartier général et que je ne resterai pas longtemps en surveillance.

J'ai bien reçu la lettre que tu as remise au beau-fils du capitaine Volluz. Dis-moi si tu as reçu la première que je t'ai adressée et une de dimanche dernier que j'ai remise à Amé Valet qui allait au marché lundi.

Dis à Francière de te montrer la copie que je lui envoie d'une lettre de M. Augustini. Donne-moi de tes nouvelles et de la famille par la même occasion que Francière m'écrit ; il enverra lundi un exprès à Martigny.

Adieu, mon cœur, je t'embrasse, ainsi que nos poupons et Josette [Du Fay]. Il fait froid ici ; je présume qu'il ne fait pas chaud à Orsières.

(AV, fonds Joris, P 89 / 13, a. s.)

<sup>1</sup> La seconde discussion eut lieu le lundi 12 juillet. Voir *La correspondance d'Augustini...*, pp. 233-235, lettre N° 31, du 15 juillet 1802, *Annexe III*, déclaration de François Joris..., du 12 juillet 1802.

43

Saint-Maurice, 23 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai été extrêmement peiné, ma tendre amie, d'apprendre par ta lettre de dimanche dernier, reçue le 20 courant, que tu souffrais de maux de dents et que tu t'ennuies. Je pense comme toi que le mauvais temps t'a occasionné ces maux, ce qui me fait espérer que, le beau étant revenu, ton mal aura cessé. Je ne m'attendais pas plus que toi à être retenu aussi longtemps ici ; j'ai cru, en partant d'Orsières, être ici pour huit jours seulement, car si j'avais soupçonné que ce fût pour un terme plus long, j'aurais pris avec moi des habillements pour les jours d'œuvre et plus de linge et de bas, au lieu que j'ai été obligé d'en donner blanchir cette semaine. Je suis toujours l'enfant gâté de l'oncle [François] et tante [Louise] Joris ; ils ont pour moi des bontés que je ne mérite pas ; mais nonobstant que je sois très bien, je ne suis pas moins peiné d'être séparé des objets qui possèdent toute ma tendresse, de ma famille et d'être obligé de négliger mes intérêts particuliers. La séparation de ma famille m'est certainement beaucoup plus sensible que les circonstances publiques. Il paraît que l'ennemi n'ayant rien pu opérer dans mon district veut se venger à me retenir ici.

Je t'annonçai effectivement, par ma lettre que tu n'as pas reçue<sup>1</sup>, que le 9 courant j'avais été à Monthey, que j'avais trouvé ta maman [Thérèse Du Fay] et tes sœurs bien portantes ; que madame [Louise] de Rivaz, ta sœur, y était ; que madame [Patience] Du Fay était hors du lit, mais [qu'elle éprouvait] des maux de reins, suite de ses couches. Madame [Marguerite] Dufour était à Morgins avec ses enfants. Madame [Domitille] Darbellay n'a pu y aller, ayant son petit malade depuis quinze jours ; il se trouvait mieux le jour que j'y fus. [Michel] Dufour est parti pour Morgins dans l'après-midi dudit jour. Il est venu hier ici, avec ton frère [Pierre-Louis], pour parler au préfet [Charles-Emmanuel] de Rivaz qui venait de partir pour Sion avec

sa famille pour quelques jours seulement. Il y a un mauvais commandant de place à Monthey [Grill] ; il fait mettre aux arrêts le président [Hubert] Franc pour avoir signé un certificat comme président helvétique ; M. [Louis] Gueraty, ton ancien amoureux, pour avoir joué aux quilles après l'angélus et, avant-hier, [Michel] Dufour [pour] lui avoir représenté que suivant ses facultés il ne devait pas avoir quatre soldats en logement qu'on lui avait donnés, tandis que d'autres plus moyennés en avaient moins. Ton frère [Pierre-Louis Du Fay] en a aussi quatre. Ils m'ont dit que toute la famille se porte bien, sauf madame [Patience] Du Fay qui a encore ses maux de reins.

Tu me marques que, si tu avais prévu ma longue absence, tu serais descendue à Monthey. Quelque juste et naturel que je trouve ton empressement à revoir la maman et tes sœurs, je crois devoir t'observer que tu dois la préférence à nos enfants et à leurs intérêts, menacés à la fois de la petite vérole et de la coqueluche ; l'air d'Orsières est certainement meilleur que celui de Monthey, puisque mesdames Dufour et Darbellay vont à Morgins avec leurs enfants pour en respirer un meilleur et plus frais. J'ai dit leurs intérêts : si tu étais descendue avec moi, le détachement qui a été à la maison, la première huitaine de mon absence, se serait peut-être rendu maître dans la maison, n'y ayant qu'une servante. Que pourrait devenir la maison fermée pendant les foins du mayen ? Que deviendrait-elle si on envoyait des troupes à Orsières pendant que je suis encore ici et que tu fusses aussi absente ? J'ai assez fait de pertes depuis la Révolution ; je n'en voudrais pas faire volontairement de nouvelles. Nous sommes obligés de travailler pour nos enfants. Considère, je te prie, toutes ces raisons, et surtout que mon absence est forcée et non volontaire, et tu seras, je n'en doute pas, raisonnable pour supporter avec patience mon exil et renvoyer ton voyage à Monthey à un temps calme, plus loisible et où l'on aurait moins à craindre l'influence de l'air de la plaine sur nos poupons.

Tu diras à Anne de chercher dimanche après-demain quatre ouvriers pour faucher au Bioley, les premiers jours de la semaine, mais de ne faire faucher à présent que ce que l'on fauchait il y a quelques années et de laisser le reste qui est encore trop frais jusqu'après Notre-Dame d'août. Pour ramasser et engranger le foin, elle cherchera deux ouvriers et trois ou quatre femmes. Si je ne t'ai parlé de cet objet, ce n'est pas que je l'aie oublié, mais parce que j'espérais rejoindre mes foyers plus tôt. J'ai donné une commission de faire le foin de Martigny ; je ferai faire celui de Fully quand je monterai, s'il est à sec. Je donnerai de même commission « d'héserber » nos vignes. Je ne veux pas te priver d'Anne pour cette dernière opération ; quant aux foins du mayen, il faut indispensablement qu'elle y aille pour diriger le travail et faire la soupe aux ouvriers et ouvrières. Je suis mortifié que tu en sois privée dans cet intervalle qui ne sera, s'il fait chaud, que de trois jours au plus.

L'illustre commandant [Benjamin Copt] m'ayant donné, le 14 courant, les arrêts dans la ville et environs, je n'ai pu retourner à Monthey pour mes affaires ; mais je suis décidé, une fois que ma surveillance sera levée, à ne pas remonter à Orsières que je n'aie fini avec M. de Lavallaz, parce qu'une fois de retour en Entremont, je ne sais trop quand je pourrai descendre. Messieurs Nantermod et Torrenté sont disposés à recevoir M. de Lavallaz à

ma décharge et j'en veux profiter. Mon collègue [Hyacinthe] de Nucé a retiré ta lettre du 22 courant à la poste et vient de me la remettre à douze heures après midi. Tu ne me parles pas de ton mal de dents ; j'augure avec plaisir que tu en es quitte ; mais je suis peiné que Virginie souffre. La tante Joris m'en parle quelquefois. Tu as su plus vite que moi la mort du petit Darbellay. C'est ta lettre qui me l'a apprise. Par ta première lettre, tu me marqueras si Grégoire [Copt] t'a offert les cent écus qu'il me redoit ; dans le cas qu'il te les offre, tu les recevras et lui diras que pour les intérêts il s'arrangera avec moi.

La cousine [Louise] Joris n'est pas encore à la veille de se marier ; la proximité de parenté lui donne beaucoup de scrupules et la retient. Par cette raison, elle éloignera le mariage avec le cousin [Joson] de Bons et s'en exemptera, je pense, d'autant plus que l'intention de l'oncle et de la tante n'est pas de la forcer.

L'oncle Joris, ce vénérable papa, m'a fait cadeau de seize louis. Je lui ai fait un « cottet » neuf pour ses obligations. Je n'oublierai point tes commissions.

Adieu, ma bonne amie ; je t'embrasse bien cordialement, ainsi que nos poupons et Josette [Du Fay].

[*Notes marginales*] : J'ai demandé qu'il me fût permis d'aller à Monthey pour vingt-quatre heures ; j'ai eu un refus et j'ignore encore quand j'aurai ma liberté.

Dufour est allé hier à Bex avec ton frère [Pierre-Louis] pour porter plainte au général ; il n'a pu avoir audience.

L'oncle, la tante et la cousine Joris te saluent.

(AV, fonds Joris, P 89 / 14, a. s.)

<sup>1</sup> Il s'agit de sa lettre du 11 juillet que Patience Joris a reçue après celle-ci.

Saint-Maurice, 9 thermidor an 10 [28 juillet 1802]. — Benjamin Copt à François-Emmanuel Joris.

D'après les ordres du général commandant le Valais, l'ex-sous-préfet Joris déposera ce matin, sur le bureau du commandant de la place, cinquante-deux livres et dix sols pour le détachement qui a séjourné à Orsières pour le saisir.

(Rz, vol. 76, au 28 juillet 1802, copie a. de Joris.)

Saint-Maurice, 29 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai essayé hier matin une nouvelle vexation bien barbare. A six heures du matin, [Benjamin] Copt m'a fait ordre par écrit de déposer dans la matinée sur son bureau cinquante-deux livres et dix sols qui font dix-sept écus et dix batz pour le séjour du détachement qui a séjourné à Orsières pour me saisir, y était-il dit. J'ai dressé aussitôt mon verbal et ai prié pour témoins mon collègue de Nucé et deux autres personnes. Je suis allé lire mon verbal à Copt en leur présence et ai compté l'argent pour éviter les excès de la violence à laquelle les autorités du général sont très capables de se porter [*Annexe*]. J'ai fait un verbal très fort. Tout cela ne m'inquiète point, tant j'ai ma conscience tranquille. Je dors et mange à mon ordinaire et je te prie de ne pas t'en inquiéter non plus.

J'ai vu Pierre [Favre], domestique de la maman [Thérèse Du Fay], mardi, ici, qui m'a dit qu'elle se portait bien, ainsi que toute la famille. Le courrier d'aujourd'hui jeudi n'est pas encore arrivé ; nous attendons de bonnes nouvelles.

Je croyais recevoir hier ma liberté, après avoir livré ce que je ne devais pas, mais Copt m'a dit qu'il n'y avait rien de nouveau à cet égard. Je te prie donc de m'envoyer dans le petit portemanteau de peau, mon habit vert, les culottes faites avec mon « vieux » habit et encore deux chemises et mes souliers pointus qui ont déjà été portés ; ceux que j'ai commencent à se gâter et il me fâche de porter toujours mon habit bleu ; tu m'enverras ces effets lundi prochain, si tu as quelque occasion assurée. Je les ferai prendre à Martigny par Amé Valet à qui tu les feras remettre. Je m'en servirai si l'on me retient encore quelque temps ici ; sinon je les rapporterai ou rencontrerai en route. Je désire bien n'en avoir pas besoin et les rencontrer en route.

Donne-moi de tes nouvelles, ainsi que de la famille. J'ai appris avec plaisir, par Germain Darbellay qui t'a vue à Sembrancher, que tu te portais bien. Il te remettra la présente. Adieu ; embrasse nos enfants. Je suis tout à toi. Ton affectionné ami, Joris, qui t'embrasse, ainsi que Josette [Du Fay]. Ne vous laissez pas ennuyer.

(AV, fonds Joris, P 89 / 15, a. s.)

### *Annexe*

Saint-Maurice, 28 juillet 1802. — Déclaration de François-Emmanuel Joris sur l'exécution militaire qu'il a éprouvée le 6 juillet.

Je, soussigné, sous-préfet helvétique du district de Sembrancher, déclare et certifie :

1° que le 4 juillet courant après-midi, ayant reçu à Orsières un ordre écrit, sous date 14 messidor an 10 (3 juillet 1802), du citoyen Charles Contard,

sous-préfet du général Turreau dans le district de Sembrancher, que le citoyen Joseph Pouget, agent général d'Orsières, m'a notifié en présence de deux témoins et ensuite remis, par lequel il m'était enjoint de me rendre dans vingt-quatre heures à Saint-Maurice et de m'y constituer par-devant le citoyen [Benjamin] Copt, commandant militaire, pour en recevoir les ordres qu'il était chargé de me donner [*ci-dessus*, N° 38] ;

2° que parti d'Orsières, le 6 courant, j'ai rencontré à Martigny un sergent avec un caporal de la 73<sup>e</sup> demi-brigade et six fusiliers que ledit Copt envoyait à Orsières pour me saisir, et qu'ayant prévenu ledit sergent que j'étais en route pour me rendre devant ledit Copt, il pouvait rétrograder, s'il osait prendre cela sur lui, le sergent, honnête, me répondit que, porteur d'une lettre dudit Copt pour le susdit Charles Contard, dont il ignorait le contenu, il était obligé d'après sa feuille de route de se rendre à Sembrancher et que, s'il pouvait, il rétrograderait de là avec son détachement ; le citoyen Contard, qui n'ignorait certainement pas mon passage à Sembrancher pour Saint-Maurice et que le susdit sergent n'aura d'ailleurs pas manqué de lui apprendre, voulut néanmoins assouvir son animosité et sa rage sur moi et a, en conséquence, placé ledit détachement entièrement à mes frais dans ma maison à Orsières, qui y a demeuré du 7 au 12 matin de ce mois et qu'on aurait vraisemblablement laissé plus longtemps s'il n'avait demandé à partir, parce qu'il n'avait pas de linge pour se changer ;

3° que m'étant présenté, le 7 courant, avant midi, au bureau dudit Copt, il m'ordonna, (me dit-il), de la part du quartier général de me constituer deux fois par jour, avant et après midi, à son bureau et m'a défendu de parler et d'écrire sur les affaires politiques du Valais et, le 14 de ce mois, défendu même de sortir de la ville, et cela toujours sans exhibition d'aucun ordre, quoique je le lui aie demandé ;

4° je déclare et certifie enfin que ce jour, 28<sup>e</sup> courant, ledit Copt m'a envoyé, à six heures et demie du matin, par une ordonnance, à mon logement chez le capitaine [François] Joris, une lettre datée de cette place, du 9 thermidor an 10, soit 28 juillet courant, par laquelle il m'a enjoint, dit-il, d'après les ordres du général commandant le Valais, de déposer ce matin, sur son bureau, c'est-à-dire dudit Copt, cinquante-deux livres et dix sols pour le détachement qui a séjourné à Orsières pour me saisir.

Je déclare, certifie et soutiens que le prétexte du séjour est tout au moins illusoire et erroné puisque Copt et Contard me savaient à Saint-Maurice, le premier me voyant tous les jours deux fois à son bureau, mais qu'on l'y a fait séjourner pour en imposer au peuple d'Orsières, le 11 courant, jour que les agents généraux l'ont invité et sollicité, entourés des baïonnettes dudit détachement, au moyen de promesses insidieuses et illusoires, à voter la réunion du Valais à la France.

Je proteste formellement et hautement, au nom du gouvernement helvétique, contre tous ces actes arbitraires et attentatoires au traité d'alliance de 1798 entre la République française et la République helvétique, au traité de Lunéville, au traité d'indépendance du Valais demandée, proposée et ratifiée pour la seconde fois par le Premier Consul, et attentatoires aussi aux droits

des nations et de l'homme libre, tel que je suis. Je déclare de plus que le général Turreau, ni aucune de ses autorités n'ont droit sur mes deniers qui sont ma propriété ; qu'en payant ces dites cinquante-deux livres dix sols, je n'ai fait que plier sous la force pour éviter les excès de la violence à laquelle les autorités générales sont capables de se porter de nouveau sur mes propriétés et ma personne, et que c'est une vraie concussion, une violation manifeste du droit sacré de propriété et un attentat tel que si j'avais été arrêté et dépouillé sur une route. Ayant demandé préalablement audit Copt l'exhibition et copie des ordres au sujet de cet acquittement, il m'a refusé l'un et l'autre. L'ayant invité en présence des citoyens Hyacinthe de Nucé, sous-préfet helvétique, Melchior Schmid, municipal helvétique, et Adrien Dutarte, agent helvétique de Saint-Maurice, témoins priés à ce, entendre la lecture du présent et à le signer avec nous, il en a entendu la lecture, mais il s'est refusé à le signer.

Fait et signé à double, à Saint-Maurice, le 28 juillet 1802, au matin. Pour foi nous avons signé. François Joris, sous-préfet helvétique du district de Sembrancher ; Hyacinthe de Nucé, sous-préfet helvétique du district de Saint-Maurice ; Adrien Dutarte, agent helvétique ; Schmid, municipal helvétique.

(Rz, vol. 76, au 28 juillet 1802, a. s. de Joris et de ses témoins.)

46

Saint-Maurice, 30 juillet 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

La demande que je t'ai faite, ma bonne amie, de quelques-uns de mes effets t'aura inquiétée. Je croyais en avoir besoin ; actuellement, je suis instruit qu'il doit venir, avant qu'il soit longtemps, trois commissaires, l'un français, un cisalpin et un suisse, pour proclamer notre indépendance et nous organiser. Ces messieurs qui ont droit de commander au général me délivreront. Tu peux en conséquence te dispenser de m'envoyer aucun effet. Il y a plus de huit jours que tu ne m'as pas écrit. Je présume que tu n'as pas eu d'occasion et que toute ma famille se porte bien.

Le général Turreau a lancé hier matin sur cette ville une contribution de quatre-vingt-trois louis et quelques écus<sup>1</sup>. Je présume qu'il n'aura pas manqué d'imposer aussi l'Entremont. Ayant reçu des fonds pour les cinq communes fidèles et n'ayant trouvé à mon passage à Sembrancher ni mon beau-frère [Gaspard-Etienne] Delasoie, ni le cousin Luder pour les leur remettre, j'ai été obligé de les apporter ici d'où je n'ai pas des moyens sûrs pour faire parvenir à chacune son contingent dans ce moment de besoin. Je suis donc obligé de disposer de mes argents que j'ai laissés à la maison et j'ai assigné Orsières et Liddes à toucher leur contingent de toi. Tu livreras donc à Francière soixante-quinze écus petits et dix-sept batz ; et à la municipalité de Liddes qui viendra te demander, tu livreras cinquante écus petits et dix batz.



Tu trouveras l'argent dans mon bureau, dans la cachette à coulisse, sous mes papiers ; tu étais présente lorsque j'y ai mis la bourse qui ferme à clé. J'en ai laissé aussi, si je me rappelle bien, dans les seconds tiroirs de mon bureau et, si je ne me trompe, dans le tiroir du fond de ma commode. Tu prieras Francière de faire le compte de ces deux communes avec toi, parce que je crains que tu ne [te] trompes, n'en ayant pas fait depuis notre mariage. Si tu n'avais pas assez d'argent, tu feras aussitôt appeler Grégoire Copt pour qu'il t'en donne sur-le-champ. Quant aux trois autres communes, j'ai pris d'autres arrangements pour leur contingent.

L'oncle [François] Joris et sa famille te saluent bien. Je t'embrasse avec toute ma famille. Ne t'ennuie pas et soigne ta santé qui est précieuse à ton affectionné ami Joris. Fort à la hâte. Donne-moi de tes nouvelles.

(AV, fonds Joris, P 89 / 16, a. s.)

<sup>1</sup> L'arrêté et le tableau des impositions sont publiés dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 292-295. Dans le *Nouvelliste vaudois*, N° 64, du 10 août 1802, se trouve également le texte de cet arrêté.

Saint-Maurice, 3 août 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Le cordonnier savoyard est venu hier m'apporter une lettre du président Francière, contenant le récit des horreurs commises dimanche dernier à Orsières par [Charles] Contard et ses fidèles compagnons <sup>1</sup>. N'ayant pu t'écrire par son retour, je profite de celui de M. Vaudan de Bagnes qui est venu m'apporter près de quatre cents signatures de sa commune pour l'indépendance du Valais <sup>2</sup>. Je t'avais écrit, ma bonne amie, le 29 dernier, de ne pas m'envoyer les effets en habillement que je t'avais demandés précédemment. Je viens de les recevoir ce matin, ce qui me fait croire que tu les avais expédiés avant la réception de ma précédente. Ce qui m'a le plus étonné, [c'est] de n'avoir reçu aucune de tes lettres depuis plus de huit jours. J'augure cependant que tu te portes bien, ainsi que notre petite famille, d'après ce que le cordonnier m'a dit. J'ai reçu avec lesdits effets une lettre de notre beau-frère [Gaspard-Etienne] Delasoie qui me marque qu'il espérait que tu viendrais à la Saint-Etienne où tu recevras la présente.

J'ai vu hier ton frère le sous-préfet [Pierre-Louis Du Fay] qui est venu à la Portioncule. Nous avons dîné ensemble aux capucins. Il m'a dit que la maman [Thérèse Du Fay] était à Morgins et qu'elle y boirait peut-être les eaux. Le district de Monthey, me dit-il, pense toujours mieux, quoique Monthey ait deux compagnies ; Troistorrents, une ; Val-d'Illiez, une et Vouvry, une autre. Donne-moi, je te prie, ma chère amie, de tes nouvelles à ton premier moment de loisir ; dis-moi en même temps si les foins du mayen sont faits et s'il y en a plus que l'année dernière. Tu auras appris qu'il doit passer par le Valais deux demi-brigades venant d'Italie. Tu peux être tranquille ;

elles entrent par le Simplon et ne passeront par conséquent point en Entremont ; elles traverseront le district de Monthey pour se rendre à Genève. La première arrive aujourd'hui à Brigue.

Je t'ai acheté un mouchoir pour l'hiver ; il est fort ample. J'espère que tu en seras contente, ainsi que des aiguilles anglaises. Je suis mortifié d'avoir oublié de remettre ces articles au cordonnier. Les occupations en écriture dont je suis ordinairement assez chargé sont la cause de cet oubli. Je n'ai pas encore trouvé un étui convenable, mais je ne monterai pas sans t'en apporter un. Je suis on ne peut plus mortifié de ne pouvoir t'aller rejoindre et que les intérêts de notre jolie petite famille ne te permettent de descendre ; mais comme tu as toujours été raisonnable, j'espère que, dans cette occasion, tu sauras de même te mettre au-dessus de l'empire des circonstances et patienter encore quelques jours que j'aie le plaisir de te rejoindre. Nous attendons le commissaire helvétique [Müller-Friedberg] cette semaine. Si ma lettre te trouve à Sembrancher, tu feras mes amitiés à notre beau-frère [Gaspard-Etienne] Delasoie et à sa famille et salueras la maison Luder. Adieu. Je t'embrasse cordialement, ainsi que nos poupons et Josette [Du Fay].

(AV, fonds Joris, P 89 / 17, a. s.)

<sup>1</sup> La chambre de régie d'Orsières fut destituée par Louis Pittier. François Vernay, régisseur helvétique, s'éleva contre cet abus. Charles Contard en fit le récit à Louis Pittier, dans une lettre du 14 thermidor 10 (2 août 1802), déposée dans Rz, cart. 86, fasc. 2, N° 167, original : « Vous recevez sous escorte le citoyen François Vernay, ex-régisseur d'Orsières, qui protesta hier, au moment de la publication de votre arrêté concernant la démission de la régie et qui cria à haute voix sur la place, au milieu du peuple, qu'il comptait pour rien tout ce que l'on publiait, et fit, par cet acte révolutionnaire, dissoudre l'assemblée et empêcher en conséquence de procéder au remplacement de la régie. »

<sup>2</sup> Ce recueil de signatures se trouve dans Rz, vol. 76, au 27 juillet 1802.

48

Saint-Maurice, 5 août 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai bien reçu, hier après-midi, ma chère amie, ta lettre de Sembrancher. De même que le général Turreau n'ignore pas ce qui se passe dans le Valais, je sais ce qui se fait dans mon district. Mon petit [doigt] m'avait dit que tu devais venir au patron de Sembrancher [à la Saint-Étienne, le 3 août]. Je suis bien persuadé que mon absence te peine autant que moi, mais hélas ! il faut se faire une raison et se mettre au-dessus des circonstances. N'ayant qu'une patrie, qui est chère à tout honnête homme, je dois en conséquence lui faire preuve de mon attachement et de mon sincère dévouement, étant peut-être la seule ou la principale occasion de les lui témoigner, ainsi que [de] mes principes naturels d'honneur.

J'ai toujours oublié, ma bonne amie, de te dire que ton frère Guillaume [Du Fay] est stationné à Berne. Si tu as le temps de lui écrire, tu sais actuellement où lui adresser ta lettre.

Je viens d'apprendre à mon grand étonnement, par l'agent de [Bourg-] Saint-Pierre [Anselme-Nicolas Moret], que les deux demi-brigades qui devaient entrer par le Simplon entrent par le Grand Saint-Bernard ; que l'une est arrivée aujourd'hui à [Bourg-]Saint-Pierre et Liddes et les vivres les attendaient à Brigue et autres lieux d'étape. Orsières étant éloigné du Saint-Bernard ne sera pas dans le cas de loger ces troupes, mais seulement de fournir leur contribution. J'apprends par les députés de Sembrancher qui viennent payer leur contribution, qu'il est monté aujourd'hui quatre compagnies, une pour Bagnes, une pour Vollèges, une pour Sembrancher et une autre pour Orsières. Il est immanquable qu'on t'aura donné au moins un officier à loger ; ayant le malheur d'être innocemment éloigné de tout ce que j'ai de plus cher en ce monde, ma femme et mes enfants, et ne pouvant par conséquent t'être d'aucune utilité, je me borne à faire des vœux les plus ardents et les plus sincères pour ta tranquillité et pour que tu ne t'inquiètes pas. Comme tu seras honnête avec les militaires que tu auras à la maison, j'espère qu'ils te payeront de réciprocité et qu'ils ne profiteront pas de la faiblesse d'une femme pour se rendre maîtres de la maison et en disposer à leur gré.

La commune d'Orsières n'a que mille francs de France de contribution à payer, qui font quarante-deux louis et deux écus neufs près. Le juge de canton Ribordy m'a dit que nos municipaux croient que la contribution d'Orsières est de cent vingt-cinq louis ; fais-moi le plaisir de leur dire qu'ils se trompent et que la contribution d'Orsières n'est que de mille francs de France comme sus et qu'ils se dépêchent de venir payer, mais qu'au lieu de trente-quatre louis de secours que je leur avais annoncés pour Orsières, par ma lettre d'hier, ils ne toucheront ici que douze louis et demi par une nouvelle répartition que le préfet [Charles-Emmanuel de Rivaz] a faite aujourd'hui, et qu'ils se dépêchent de descendre.

Tes nouvelles me font toujours très plaisir, mais surtout dès ce moment. Profite, je te prie, de toutes les occasions que tu auras pour m'instruire de ta santé et de celle de la famille, et de la manière dont se comportent à ton égard les militaires que tu as à la maison et en quel nombre ; lorsque tu n'as pas le temps de m'écrire toi-même, prie Josette [Du Fay] de m'écrire pour toi, je t'en conjure.

Marque soigneusement jour par jour ce que tu débourses. Tu l'auras, j'espère, fait jusqu'ici. Si Grégoire [Copt] t'a livré de l'argent, marque le jour que tu l'as reçu et la somme.

Soigne bien ta santé. Tu ferais bien de te faire faire de la soupe à la farine pour tes goûters. La tante [Louise] Joris m'a dit qu'elle en mangeait pour déjeuner et pour goûter lorsqu'elle était nourrice et que cette soupe lui donnait beaucoup plus de lait que toute autre nourriture. Tu dois toujours te soigner, mais particulièrement dans cette circonstance, afin que tu ne viennes pas un squelette et que l'aimable Guitton ait suffisamment de bon lait. Ainsi, si tu veux obliger ton fidèle ami, c'est de te bien soigner et de ne pas t'inquiéter. Il ne faut d'un mal en faire plusieurs.

M. Augustini nous a écrit, en date du 1<sup>er</sup> courant, que le commissaire helvétique [Müller-Friedberg] arrivera un de ces jours et qu'il commencera à nous organiser et que les deux autres commissaires arriveront incessamment <sup>1</sup>.

Je t'embrasse tendrement, ainsi que nos poupons et Josette. Adieu, ma bonne amie.

Anselme est le porteur de la présente, mais il passera de nuit à Orsières.

(AV, fonds Joris, P 89 / 18, a. s.)

<sup>1</sup> Voir *La correspondance d'Augustini...*, pp. 242-243, lettre N° 38, du 1<sup>er</sup> août 1802.

49

Saint-Maurice, 6 août 1802, après-midi. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Je profite, ma tendre amie, avec le plus vif empressement, du retour de Jean-Grat Tissières et de son collègue pour t'annoncer très à la hâte que les commissaires français et italien sont nommés, que je sais même leurs noms, mais sous le secret pour le moment et que le commissaire helvétique [Müller-Friedberg], nous écrit M. Augustini en date d'hier, partirait aujourd'hui pour se rendre en Valais par Vevey et que lui partirait de même aujourd'hui pour revenir au pays par la Gemmi, ayant fini sa mission et notre organisation étant très prochaine<sup>1</sup>. Le commissaire helvétique arrivera certainement ici dimanche et les autres deux arriveront incessamment, et dans la huitaine j'aurai ma liberté et le plaisir d'aller embrasser réellement ma bonne amie. Si, comme je le pense, tu as besoin d'un homme à la maison, tu diras au meunier [Jean Ady] de venir voir souvent, plusieurs fois par jour, à la maison, surtout lorsque la troupe passe, pour empêcher qu'elle ne se jette dans la maison pour se faire donner ou vendre du vin. Donne-moi de tes nouvelles ; dis-moi comment se comportent les officiers que tu as en logement ; tu en seras délivrée un de ces jours ; la 73<sup>e</sup> demi-brigade doit passer en Italie. Un des aides de camp du général a promis à Jean-Grat Tissières que les compagnies d'Entremont en partiront un de ces jours. Tout l'Entremont a payé les contributions, ainsi que les autres districts.

Sois tranquille, ma chère amie. Notre indépendance est assurée d'après les nouvelles d'aujourd'hui. Je t'embrasse bien cordialement, ainsi que nos poupons et Josette [Du Fay].

(AV, fonds Joris, P 89 / 19, a. s.)

<sup>1</sup> Voir *La correspondance d'Augustini...*, pp. 243-244, lettre N° 39, du 5 août 1802.

50

Saint-Maurice, 7 août 1802, onze heures du soir. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai reçu ta lettre de quatre pages et celle que tu as remise à l'exprès. Je ne doute nullement de ton honnêteté envers l'officier qui est à la maison ; tu es honnête avec tout le monde ; mais je suis mortifié qu'il n'y réponde

pas. Mais continue toujours à être honnête envers lui et autres militaires et ils seront forcés de l'être à ton égard, à moins qu'ils n'aient point de sentiments. Puisque celui qui est chez [Emmanuel Joris, dit] le Gras est bon enfant, engage-le à adoucir l'autre envers les municipaux, etc. Tu peux dire à l'officier qui est à la maison, pour l'amadouer, que si j'étais à la maison, je serais à portée de faire des emplettes à Martigny de denrées qu'on ne trouve pas à Orsières pour le mieux traiter, mais que toi, étant nourrice, tu ne peux pas t'absenter de la maison à cet effet et encore moins d'Orsières.

J'ai bien reçu la lettre que tu m'as écrite de Sembrancher ; je crois te l'avoir déjà marqué, mais je n'ai pas reçu celle où tu me rends compte des foins du mayen, etc. Fais valoir le riz. Quand tu n'en auras pas, j'en achèterai. J'en ai déjà marchandé ici avec le grand Germain Darbellay. Ton frère chevalier [Pierre-Louis Du Fay] m'a fait livrer vingt écus à compte de ce que le banneret Dallèves devait me donner. Ne t'inquiète point pour les choux, ma bonne amie ; le bon Dieu y pourvoira ; il faut prendre le temps comme il vient. J'ai donné ordre pour les foins de Martigny ; sois tranquille.

J'ai vu l'arrêté du général [Turreau] sur les contributions et il n'est pas tel que la peur le fait croire à Francière. Il peut voir la copie de Liddes qui n'est différente de celle d'Orsières [que] pour le nom de la commune. Dis-lui cela. Au reste, je lui ai déjà écrit ce soir. Ils n'ont qu'à faire la sottise ; ils recevront bien plus de reproches dans deux ou trois jours et ils s'attireront une infamie éternelle.

Les négociations et les commissaires ne peuvent pas aller aussi vite que l'imagination de Francière et nos désirs. Nous avons encore appris par une lettre, aujourd'hui, qu'avec le commissaire qui vient de Paris et qui est en route, il vient avec lui un payeur pour solder les troupes françaises et leurs vivres pendant que ces troupes seront nécessaires en Valais pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique depuis la publication de notre indépendance, et que le commissaire helvétique [Müller-Friedberg] arrive demain à Bex, de façon que d'après la connaissance que j'ai des négociations qui sont terminées et que je sais sous le secret, je ne doute point que le Valais sera indépendant sous peu de jours et que nous nous organiserons librement nous-mêmes en la présence des trois commissaires et sous la protection des troupes françaises. [Louis] Pittier n'aura pas le temps de me faire juger, ni mon collègue de Nucé et Hubert Franc qui sont aussi dénoncés. Eût-il le temps de le faire, je n'en serais point en peine ; je sais déjà quel serait le jugement. J'ai des raisons solides pour croire qu'Augustini ne nous trompe pas en cette occasion.

J'ai effectivement promis deux ou trois planches au pâtre pour tablettes de fromage ; il les faut larges et de mélèze. Si tu trouves occasion, fais-les lui conduire par André Copt ou autre ; il y en a au « racard ».

Madame Gaspard [Delasoie] et toute sa famille sont logées chez l'oncle [François] Joris depuis hier matin et m'ont chargé de te saluer.

Je suis bien peiné de ton fréquent mal de dents. Je ne sais trop à quoi l'attribuer. Je partage bien l'ennui que tu éprouves à Orsières, ainsi que ton mal de dents avec tous les autres maux. L'oncle, la tante [Louise] et la cousine [Louise] Joris te saluent et partagent aussi tes maux et tes peines. Tu fais

sagement d'aider Francière. Il n'y aura point d'ordre, pour demain le matin, du quartier général ; sois sûre. Garde l'argent dont tu auras besoin pour la maison et le surplus, prête-le à Francière et à ses collègues. Je lui envoie aussi ici cinquante écus. Tu demanderas un reçu de ce que j'envoie et de ce que tu prêteras, sur papier timbré ; il y en a du petit sur la tablette dans mon bureau. Garde aussi de l'argent en cas que l'officier veuille être payé. S'il te demande, dis-lui qu'on devrait me le demander à moi et non à toi et qu'il te remette l'ordre écrit du général à cet effet ; mais il ne te demandera pas. C'est à la municipalité à le payer, s'il en a le droit, dont je doute.

Je t'embrasse cordialement, et ne t'inquiète point.

P.-S. Je t'envoie une petite fiole pour les dents, avec un imprimé pour la manière d'en user. Bouche bien après t'en être servie.

(AV, fonds Joris, P 89 / 20, a. s.)

51

Saint-Maurice, 8 août 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Je suis [heureux], ma bien bonne amie, d'apprendre par ta lettre d'hier soir, que j'ai reçue ce soir à huit heures, qui m'a fait le plus vif plaisir, que la commune d'Orsières était restée inébranlable dans la voie de l'honneur et que toute la famille se porte bien. Je suis bien peiné d'en être éloigné d'autant plus que tu as des militaires à la maison. J'ai informé sur-le-champ de ces nouvelles notre bon papa, le préfet [Charles-Emmanuel] de Rivaz. Il m'a chargé de demander un verbal de toutes ces choses à Francière. Je lui écris à cet effet. Il recevra, ainsi que toi, la présente par un exprès, dont tu profiteras pour me donner de tes nouvelles. Tu me diras si tu as reçu une lettre que je t'ai écrite hier au soir, et si la précédente t'est parvenue. Le préfet veut envoyer ledit verbal à Berne. Je ne sais encore le moment où j'aurai la liberté de te rejoindre, mais je te prie de ne pas t'ennuyer, ni [t']inquiéter. La victoire nous est assurée et honorable. Je t'embrasse, ainsi que les poupons et Josette [Du Fay]. L'oncle [François], la tante [Louise], la cousine [Louise] Joris te saluent, ainsi que le cousin Joson de Bons qui a soupé ici et que j'ai encore laissé à table. Le préfet et madame de Rivaz m'ont de même chargé de te dire mille choses.

J'espère de jour en jour de recevoir ma liberté. Adieu, ma bonne amie. Je t'embrasse bien cordialement. Je suis d'autant plus étonné que tu n'aies reçu ma lettre de jeudi passé que Dufour, l'ayant vue à la poste à Martigny, a recommandé à Morand de te la faire tenir par voie sûre avec une qu'il a écrite à notre beau-frère [Gaspard-Etienne] Delasoie.

(AV, fonds Joris, P 89 / 21, a. s.)

Saint-Maurice, 9 août 1802, à neuf heures du matin. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai enfin, ma tendre amie, la douce satisfaction et la consolation de t'annoncer la nouvelle *certaine* que les commissaires sont arrivés hier, sur le tard, à Bex. Je le tiens du préfet [Charles-Emmanuel] de Rivaz qui a envoyé ce matin son fils [Benjamin] à Bex pour s'en assurer. Le préfet va s'y rendre dans l'instant pour informer le commissaire helvétique [Müller-Friedberg] de la violence que l'ennemi a déployée et déploie encore en Entremont, afin que de concert avec ses collègues il donne promptement des ordres pour faire cesser ces excès. Avec eux, il est arrivé un payeur français pour solder les troupes et leurs vivres pendant qu'elles resteront en Valais. Ces commissaires vont venir loger à l'abbaye où leurs logements ont été commandés hier et le payeur, chez madame [Marie-Françoise Macognin] de la Pierre. Tu vois donc que l'officier que tu as à la maison a été trompé lui-même par [Louis] Pittier et que le ministre Verninac ne nous a point trompés, ce dont j'étais bien sûr d'avance, parce que j'étais au courant des négociations, mais sous le secret. Tu peux annoncer cette nouvelle audit officier, que j'estime à mon tour puisqu'il estime les personnes inviolablement attachées à leur patrie et à caractère. Je désirerais qu'il eût été moins scrupuleux à observer les ordres de Pittier ; mais bref, il sert sa patrie et son gouvernement ; il est par conséquent par là-même un homme estimable et d'honneur. Tu vois donc, ma chère amie, que je ne me suis point trompé dans mon système et qu'un de ces jours-ci j'aurai ma liberté et, sous peu, le doux plaisir de t'embrasser bien tendrement, ainsi que ma famille et de te renouveler les sentiments de tendresse les plus vifs que tu as su m'inspirer et graver éternellement dans mon cœur. Adieu, ma bonne amie. Je t'embrasse en attendant cordialement, de même que toute ma famille et Josette [Du Fay].

(AV, fonds Joris, P 89 / 22, a. s.)

Saint-Maurice, 10 août 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai l'honneur de rappeler à votre souvenir ce que j'ai eu celui de vous dire verbalement, que les six communes de Sembrancher ont eu chacune une compagnie de la 73<sup>e</sup> demi-brigade à loger au moment de la notification de l'arrêté *général* [du 29 juillet] par lequel elles ont été frappées d'une nouvelle contribution extraordinaire de huit mille francs. Ces compagnies, à l'exception de [Bourg-]Saint-Pierre, où la troupe est répartie sur la généralité de la commune, sont placées seulement chez les fonctionnaires helvétiques et, à Sembrancher, chez le peu de personnes du peuple qui restent attachées à notre



patrie, aux frais de leurs hôtes et à discrétion. A Orsières, un seul particulier [Bernard Reuse], chargé successivement jusqu'à douze fusiliers pour l'obliger à se rendre, tient encore ferme <sup>1</sup>. Toutes ces communes, comme vous le savez, Monsieur, ont acquitté leur quote de la contribution. Orsières, qui n'a jamais pu obtenir copie dudit arrêté, a présenté au commandant de la compagnie y stationnée la quittance de son contingent, le 7 courant, à sept heures du matin. Le commandant répondit au président [Francière] que c'était trop tard, que les quarante-huit heures pour l'acquittement et présenter sa quittance étaient écoulées dès les quatre heures du matin, tandis que, m'a écrit le président, elles ne finissaient qu'à une heure après midi, le 7 dit, et qu'ainsi il resterait à Orsières lui et sa compagnie à la charge et à la solde des habitants chez qui ils étaient logés, jusqu'à ce que toute la commune soit rendue et qu'elle était sommée à se rendre dans quatre jours, ce qui a été publié aussi dimanche dernier par l'agent général d'Orsières [Joseph Pouget].

J'ai en conséquence l'honneur de vous informer que ni la commune d'Orsières, et encore moins une partie des habitants, ne peut supporter ces deux charges, et que les cinq autres communes, quoiqu'elles n'aient pas les troupes à solder, ne peuvent continuer à nourrir ces troupes d'autant plus que plusieurs ont eu à loger et nourrir la 34<sup>e</sup> demi-brigade qui y a fondu sans y être attendue, ni qu'il ait été pourvu à sa subsistance, et vous prie, Monsieur, de vouloir bien interposer de nouveau vos bons offices près du commissaire helvétique [Müller-Friedberg] pour faire cesser ces vexations par le rappel de ces six compagnies, et que les habitants d'Orsières ne soient tenus, ni même la commune, de solder ladite compagnie, à défaut de rappel des troupes, qu'il soit au moins pourvu légalement à leur subsistance et à leurs logements répartis de même.

P.-S. Lesdites communes sont de plus affligées par la gelée du printemps dernier.

(M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 8, a. s.)

<sup>1</sup> Ce même renseignement est fourni par une lettre de Gaspard-Etienne Delasoie à Charles-Emmanuel de Rivaz, du 9 août 1802, M 73, dossier 1, fasc. 42, N° 10, original.

Saint-Maurice, 13 août 1802. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

J'ai reçu aujourd'hui matin, 12 courant, ta lettre de mardi soir [10 août]. Tu dois être fort tranquille sur mon jugement. Je suis dénoncé par [Louis] Pittier au tribunal de canton pour y être jugé ; il est composé de membres instruits et justes. C'est pour épouvanter les communes que Pittier a dit que je devais être jugé par un conseil de guerre. Cela dût-il être, j'y paraîtrais

avec honneur et confiance. On ne peut m'inculper que [de] mon attachement à ma patrie et d'avoir travaillé pour elle. Un conseil de guerre est composé de militaires français qui connaissent mieux que nous l'attachement à sa patrie et ils en ont fait preuve par tous les dangers qu'ils ont affrontés pendant dix ans de guerre pour garantir leur patrie d'une invasion de l'ennemi. Le général Turreau sait bien que j'écris des lettres puisqu'il me l'a dit à la fin de mai à Bex et que je lui [ai] avoué tout uniment et m'a dit que ce n'était pas un crime. Je suis sûr de n'avoir jamais dit, ni écrit du mal contre le Premier Consul, ni contre le général Turreau. Ainsi, je paraîtrais avec honneur devant un conseil de guerre, mais je sais de la meilleure source que c'est le tribunal de canton qui doit nous juger, mon collègue d'ici [de Nucedo], le président Hubert Franc et moi. Je suis bien assuré de n'avoir rien écrit dans mes lettres contre Pittier, [Charles] Contard, etc., que la vérité et ce que je pourrai prouver. Ainsi, j'ai ma conscience tranquille et je suis sans crainte. Plusieurs officiers de la 73<sup>e</sup> demi-brigade et de la 87<sup>e</sup> demi-brigade, dans différentes occasions, n'ont pas voulu manger à l'auberge à la même table où Pittier, [Benjamin] Copt et autres mangeaient, ce qui prouve qu'ils les méprisent. Ainsi, tu vois, ma tendre amie, que si, contre toute attente, j'étais obligé de paraître devant un conseil de guerre qui est composé d'hommes d'honneur, il saura apprécier mon attachement à ma patrie et à l'honneur national du Valais et que tu dois être bien tranquille sur mon sort. Je suis d'ailleurs à peu près sûr de ne paraître devant aucun tribunal. Je ne t'ai pas envoyé la présente par le député d'Orsières parce que j'attendais des nouvelles des opérations des commissaires et, lorsque les députés de Sembrancher et d'Orsières revinrent de Bex, j'étais chez le préfet [Charles-Emmanuel] de Rivaz à parler au commissaire helvétique [Müller-Friedberg] qui ne s'y arrêta qu'un moment. Il est encore allé coucher à Martigny et, ce matin, 13 courant, il est monté à Sion. Les députés partirent aussitôt après, de façon que je ne pus te faire part par celui d'Orsières des nouvelles ni même eu le temps de cacheter la présente, quoique écrite aux trois quarts.

Le général Turreau est effectivement commissaire français, mais il n'est pas président. C'est au contraire le commissaire helvétique qui l'est. Je t'assure :

1<sup>o</sup> d'après les articles convenus et signés par les trois commissaires, que le commissaire helvétique nous a fait *voir* hier sur le tard, je t'assure, dis-je, que notre indépendance est *très certaine* <sup>1</sup> ;

2<sup>o</sup> que, depuis mercredi prochain <sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> fructidor [19 août], les troupes ne seront plus à la charge du Valais. Le général a reçu hier, en présence des deux autres commissaires [Müller-Friedberg et Lambertenghi], une lettre du Premier Consul qui l'ordonne ainsi ; il leur a montré même,

3<sup>o</sup> qu'il a été arrêté et signé entre les trois commissaires que, dimanche après-demain, l'on publierait la convocation des assemblées primaires pour être tenues mercredi prochain [18 août] et le lundi suivant [23 août] les assemblées électorales pour donner les députés à la diète de canton dont le jour est aussi fixé [au 26 août] et se publiera aussi dimanche et ce ne sera pas les autorités du général qui feraient cette publication.

Le ministre Verninac a même autorisé le commissaire helvétique de dire, d'écrire et faire publier que, quand même le peuple valaisan voterait la réunion à la France, le Premier Consul n'accepterait, ne recevrait point ces vœux parce que sa volonté bien prononcée est que le Valais fasse une république séparée et indépendante. Je ne t'écris point à crédit, ma chère Patience. Je tiens copie du concordat fait entre le gouvernement français et le gouvernement helvétique ; je tiens copie des ordres du Premier Consul relativement à notre organisation, etc. Ainsi, tu peux en toute assurance te confier à ce que je t'écris et n'ajoute absolument aucune foi aux impostures des intrus dont le règne expire. Je t'ajouterai que le commissaire helvétique est chargé par les gouvernements français et cisalpin de prendre les mesures nécessaires pour protéger notre libre organisation. Cet article est reconnu et avoué par la signature du général Turreau. Ainsi, les intrus ne pourront l'empêcher, nonobstant toute leur bonne volonté. Il y a en Valais actuellement deux mille et quelque cents hommes, mais je sais pour sûr qu'il en sortira une bonne partie avant qu'il soit longtemps.

Le général a promis au châtelain de Quartéry, cet après-midi, de donner des ordres aujourd'hui ou demain, pour lever la surveillance de M. de Nucé, des municipaux qui sont à Sembrancher et la mienne. Si demain dans la matinée je ne reçois ma liberté, j'écirai au commissaire helvétique à Sion pour qu'il la réclame officiellement. J'ai convenu ainsi avec lui hier. Le général sera tenu de lui répondre par écrit et de lui accorder cela tout comme il a été obligé de lui accorder des choses de plus grande conséquence qu'il ne voulait pas et, lundi matin au plus tard, j'aurai pour sûr ma liberté et je partirai d'ici le même jour avec un joli cavalier qui passera quelque temps avec nous à Orsières où j'arriverai le mardi pour dîner, et l'usurpateur Pittier n'aura pas le plaisir de me faire juger, quoique je ne craignais pas plus le jugement que de boire un verre d'eau.

Le général Turreau a fait adroitement ce qu'il a pu pour faire reconnaître ses autorités par le commissaire helvétique. Pittier et les intrus de la Chambre administrative [François Indermatten, Casimir Lang, Louis Preux, André Ducrue et Maurice Wegener] ont eu l'audace même [de] se présenter ces jours-ci audit commissaire à cet effet. Le commissaire a opposé au général et aux intrus un refus formel, et ces derniers sont revenus de Bex aussi capots que des chiens fouettés. Je les ai vus.

Ta sœur Pétronille [Du Fay] est revenue des Bains [de Loèche]. Je l'ai conduite ce matin à char à bancs à Monthey ; j'y ai trouvé toute la famille bien portante. La maman [Thérèse Du Fay] a le commandant du bataillon et un autre officier avec un domestique ; mais tous les officiers mangent à l'auberge, ici et à Monthey, et dans cinq jours, s'il y a encore des troupes en Entremont, ils seront obligés d'en faire de même.

Je suis mortifié de ne pouvoir te procurer de l'huile d'ici ; si j'en trouve en passant à Martigny, j'en prendrai. Tu peux garder Madeleine à un batz par jour. Tu peux dire à l'officier de ne plus perdre son temps à raconter les absurdes mensonges de Pittier et Contard sur le Valais et sur moi, pour t'inquiéter, que je suis plus tranquille et plus à l'aise qu'eux, qu'il le verra sous peu et que je parle la preuve en main. Je suis fort aise qu'Alexis soit guéri.

J'ai peu d'estime de l'officier que tu as à la maison. S'il était de la 87<sup>e</sup> demi-brigade, il ne te répèterait pas les impostures des intrus pour t'inquiéter ; bien plus, je vois même qu'il te fait des contes de son cru à cet effet.

J'ai prié la maman de laisser monter Pétronille avec moi à Orsières pour quelque temps ; elle m'a répondu qu'elle ne le pouvait pas.

Je pense que tu as soin de ne pas perdre mes lettres.

Tu seras, j'espère, persuadée par tout ce que je viens de te dire que je touche réellement au moment de te donner de nouvelles preuves des tendres sentiments que mon aimable Patience a gravés dans mon cœur. Ce sera la délectation la plus délicieuse pour moi. Je t'embrasse, mon cœur, ainsi que nos poupons. Salue Josette [Du Fay]. Adieu. Ton fidèle mari et affectionné ami Joris qui t'exhorte à ne pas t'ennuyer pour trois jours encore.

(AV, fonds Joris, P 89 / 23, a. s.)

<sup>1</sup> Ces articles sont publiés dans Strickler, t. 8, pp. 965-966, N° 9 a.

<sup>2</sup> Il s'agit en réalité du jeudi 19 août 1802. — Voir Strickler, t. 8, p. 961, N° 2 a, Bonaparte au ministre des Affaires étrangères, du 6 thermidor 10 (25 juillet 1802).

Saint-Maurice, 14 août 1802. — François-Emmanuel Joris à Charles Müller-Friedberg.

J'ai l'honneur de vous informer que le citoyen général Turreau a bien promis hier au président de Quartéry de donner, dans la journée ou aujourd'hui, des ordres pour la levée de ma surveillance en lui disant que je méritais bien d'être mis en jugement pour avoir pris, depuis ma destitution, dans mes lettres aux communes [du district] de Sembrancher, la qualité de sous-préfet helvétique, mais qu'il voulait bien passer là-dessus ; que ce nonobstant, à l'heure qu'il est, quatre heures après midi, je n'ai point encore reçu ma liberté. Je crois que les citoyens Vernay et [Jean-Pierre] Hubert, municipaux destitués d'Orsières, et Moret, municipal de nouvelle création, qui n'a voulu accepter, sont encore en surveillance à Sembrancher. Ces trois personnes sont des cultivateurs enlevés à leurs travaux dans la saison précieuse de la récolte.

Je suis en surveillance militaire depuis le 4 juillet dernier, père d'une famille encore tendre ; mes intérêts souffrent beaucoup de mon éloignement ; lesdits municipaux, ainsi que moi, pourrions être, sinon nécessaires, du moins utiles à la chose publique dans ces circonstances à l'assemblée primaire d'Orsières. Sur ces motifs, je vous prie, citoyen commissaire plénipotentiaire, de vouloir bien réclamer du citoyen général Turreau la prompte levée de la surveillance militaire sous laquelle il nous a placés pour notre seul attachement à notre patrie et à l'honneur national de ce malheureux canton, afin que je puisse me rendre au sein de ma famille qui a besoin de ma présence et arriver tout à temps à l'assemblée primaire de notre commune.

J'ai cru, citoyen commissaire plénipotentiaire, devoir vous adresser directement ma prière pour éviter le retard que nécessiterait la demande de la municipalité d'Orsières à l'effet ci-contre, qui est d'ailleurs, ainsi que moi, destituée.

P.-S. Veuillez bien, je vous prie, excuser ma rature ci-dessus.

(AF, Helv., vol. 799, pp. 809-812, a. s.)

56

Saint-Maurice, 16 août 1802, au soir. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Murisier a passé ce matin, ma chère amie, chez l'oncle [François Joris] ; je n'y étais pas ; j'ai été mortifié de ne m'y être pas rencontré pour avoir des nouvelles de ma famille, de ma tendre Patience qui pense, je suis persuadé, au moins toutes les nuits dans son « nono » à son bon ami et qui désire comme lui le serrer dans ses bras contre son cœur pour lui donner de nouvelles preuves d'un amour ardent et pur, d'une amitié sincère et d'une vraie estime. C'est cet ardent désir de ma part qui est cause que je t'ai annoncé prématurément mon arrivée près de toi pour dîner demain et qui est cause aussi que tu viendras, je présume, inutilement à ma rencontre. Je suis on ne peut plus peiné de t'avoir trompée dans tes espérances en me trompant dans la mienne. Voici comment : le 12 courant, étant chez le préfet [Charles-Emmanuel de Rivaz] avec le commissaire helvétique [Müller-Friedberg], je l'ai prié de vouloir bien réclamer ma liberté du général Turreau. Le châtelain Quartéry, qui était présent, dit : « Je vais demain vendredi chez le général et je l'obtiendrai. » Le commissaire helvétique me dit que si le châtelain n'obtenait rien, je devais écrire à la municipalité d'Orsières afin que celle-ci lui ait demandé ma liberté et qu'alors il l'aurait réclamée lui-même officiellement du général. Le châtelain m'a répondu samedi que le général lui avait promis de donner des ordres le vendredi ou le samedi pour faire lever ma surveillance. Ayant été me consigner le samedi pour la deuxième fois à trois heures après midi et voyant que ma surveillance n'était point levée, j'ai écrit directement au commissaire helvétique pour l'en informer et le prier de la réclamer parce qu'il eût fallu trop de temps pour écrire à ce sujet à la municipalité d'Orsières et celle-ci, au commissaire. Le commissaire aura certainement écrit à cet effet aujourd'hui au général qui recevra sa lettre par le courrier de demain le matin et qui ne me rendra ma liberté probablement qu'après-demain, afin que je ne sois pas à l'assemblée primaire d'Orsières. Le châtelain aurait mieux fait de ne pas offrir ses services sur lesquels je ne comptais pas, le connaissant trembleur ; mais je lui aurais fait une malhonnêteté de les refuser, le commissaire m'ayant dit d'attendre sa réponse. Voilà comment je t'ai abusée et je suis abusé. Je ne suis pas inquiet du tout sur ma liberté qu'autant que je suis impatient de rejoindre ma tendre et aimable Patience et nos poupons et mes

intérêts domestiques, et je le suis extrêmement impatient. Au reste, connaissant toutes les négociations entre le gouvernement français et le gouvernement helvétique sur le sort du Valais, je n'ai absolument aucune crainte sur notre indépendance et elle est parfaitement assurée, malgré toutes les entraves que les ennemis de leur propre pays cherchent à y mettre, ici et probablement aussi inutilement en Entremont. Ils disent ici que depuis mercredi les troupes seront entièrement dans le Valais à la charge des habitants jusqu'à ce que tout le pays soit rendu, tandis que nous savons *de la meilleure source* que depuis ledit jour les troupes seront à la charge de la France pour les vivres et la solde.

Les commissaires helvétique et cisalpin [Lambertenghi] nous ont assurés qu'ils ne quitteront le Valais que lorsque nous serons organisés et notre gouvernement sera bien assis. Si la volonté du Premier Consul n'était pas que le Valais fasse une république indépendante, le général aurait déjà fait sortir du Valais le commissaire helvétique, comme il a de suite fait sortir, cet hiver, les commissaires de Loës et Pfister<sup>1</sup>. Il n'aurait pas signé, comme je l'ai vu, les mesures que le commissaire helvétique a fait publier hier dans toutes les communes du Valais pour notre indépendance et notre organisation. Je ne te marque pas le jour de mon arrivée parce que je l'ignore encore, pour ne plus t'abuser ; mais ne t'inquiète point, je te prie, ma tendre amie. Tu me verras certainement arriver au moment où tu y penseras le moins, avec l'aimable et joli cavalier que je t'ai annoncé et que tu connais. Je vais [faire] « nono » sans y trouver encore l'objet de ma tendresse, mais je [ne] m'en occuperai pas moins et nos vœux s'accompliront certainement cette semaine. Je t'assure que je partirai sans délai dès que j'aurai ma liberté. Je tiens mon portemanteau prêt à cet effet. Emmanuel Murisier sera, j'espère, le porteur de la présente.

Je te joins à ma lettre du 17 courant la copie de la déclaration, dont j'y parle, du commissaire helvétique. Après que Cavé ou Francière aura lu ma lettre du 17 ci-jointe<sup>2</sup>, tu la garderas et ne la laisseras pas sortir de la maison. Tu verras par ladite déclaration que le Premier Consul veut absolument que le Valais soit indépendant. Adieu, ma bonne amie. Je t'embrasse, ainsi que mes poupous. Tu recevras mes lettres par un exprès. Murisier n'arrive point.

Tu peux donner à lire la déclaration du commissaire à l'officier que tu as.

(AV, fonds Joris, P 89 / 24, a. s.)

<sup>1</sup> Il y a là une inexactitude dans l'information. Les faits sont les suivants :

Le 28 décembre 1801, le Petit Conseil charge de Loës de se rendre en Valais (Strickler, t. 7, p. 942, N° 5, Le Petit Conseil à de Loës du 28 décembre 1801). L'ordre parvient à Aigle, le 31 décembre. Le 1<sup>er</sup> janvier 1802, à deux heures de l'après-midi, de Loës arrive à Sion. Il y rencontre deux membres de la Chambre administrative qui l'accompagnent chez Turreau à qui le commissaire remet une lettre de son gouvernement (voir Strickler, t. 7, pp. 941-942, N° 4, Le Petit Conseil à Turreau, du 28 décembre). Le 2 janvier, nouvelle entrevue de Loës avec Turreau, dont les « vues semblent être d'exciter un mouvement du peuple en faveur de la réunion à la France ». Au terme de sa visite, l'envoyé helvétique acquiert la certitude « que l'envoi d'un commissaire en Valais, sous tous les points de vue possibles, serait non seulement inutile, mais aussi très dangereux ». Il réussit même à faire partager

cette opinion par le préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz et par les membres de la Chambre administrative. Louis de Loës regagne ensuite sa sous-préfecture d'Aigle d'où il adresse son rapport au Petit Conseil (Strickler, t. 7, pp. 944-946, N° 13, du 4 janvier 1802).

Quant à la mission du sénateur Pfister, elle peut se résumer ainsi. Le 18 février 1802, le Petit Conseil décide d'envoyer en Valais un commissaire helvétique « pour empêcher que l'anarchie ne mette le comble aux malheurs de ce canton ». Il délègue donc des pouvoirs extrêmement étendus au sénateur Pfister pour réorganiser ce canton dont toutes les autorités civiles, administratives et judiciaires deviennent subordonnées au commissaire (Strickler, t. 7, p. 979, N° 28). Le même jour, il rédige une lettre à l'intention du général Turreau pour l'instruire de la mission de Pfister (*ibidem*, p. 981, N° 31).

Pfister se met en route le 20 février ; il arrive à Aigle, le 22 entre cinq et six heures du soir, « durch schlechtes Wetter und böse Wege verspätet ». Il y rencontre de Loës et six députés du district de Monthey. Il quitte Aigle, le 23 à onze heures. Arrêt à Saint-Maurice, où il a de nouveaux entretiens, dont un avec Pittier, en tournée dans les districts du Bas-Valais. A Martigny, il rencontre le Dr Gay et le sous-préfet Du Fay.

Le 24, il parvient à Sion où, peu après son arrivée, vers les cinq heures du soir, il remet à Turreau la lettre du Petit Conseil. Il sollicite une audience qu'il obtient pour huit heures. En attendant ce moment, il reçoit la visite de Charles-Emmanuel de Rivaz, de Pierre-Louis Du Fay, de Joseph de Lavallaz et de tous les membres de la Chambre administrative, à l'exception d'Augustini qui est absent de Sion. Chacun s'attache à montrer au commissaire l'indéfectible attachement de la population au gouvernement helvétique.

A huit heures, Pfister rencontre le général Turreau. Il lui fait état de ses instructions. Turreau réplique qu'il ne peut leur accorder d'importance tant que le gouvernement français ne lui a pas envoyé un ordre positif à cet égard. Après deux heures de conversation infructueuse, on fixe l'heure d'un prochain entretien.

Le lendemain, 25 février, à onze heures du matin, Pfister retourne chez Turreau qui se refuse toujours d'entrer en conférence « sur les mesures à prendre pour conserver quelque espèce d'organisation dans le Valais ». Pfister se résigne donc à quitter le Valais sans avoir obtenu de succès. Le 26 février, à dix heures du matin, il sort de Sion. A son passage à Saint-Maurice, puis à Bex, il s'entretient successivement avec Hyacinthe de Nuce et Louis de Loës sur la situation du pays qu'il quitte et sur l'établissement « de quelques moyens sûrs pour correspondre avec les fonctionnaires fidèles dans le Valais » (Strickler, t. 7, pp. 985-988, N° 48, relation du sénateur Pfister, du 1<sup>er</sup> mars, et pp. 988-989, N° 49, Protocole du Petit Conseil, du 2 mars).

<sup>2</sup> Joris expédie donc cette lettre en même temps que celle du 17 août.

[Sion], 16 août 1802. — Charles-Emmanuel de Rivaz à François-Emmanuel Joris.

Notre commissaire plénipotentiaire [Müller-Friedberg], étant extrêmement chargé d'occupations aujourd'hui, m'a chargé de répondre à la lettre que vous lui avez adressée avant-hier [14 août] au sujet de votre surveillance. J'ai en conséquence l'honneur de vous observer de sa part qu'il n'a pas cru convenable de faire par ce courrier une démarche à votre occasion auprès du général Turreau, soit parce qu'il espère que ce dernier tiendra au citoyen Quartéry la promesse qu'il lui a faite à votre sujet, et qu'à l'heure qu'il est elle se trouve probablement réalisée, soit, parce que si cela n'était pas, le temps est trop court pour obtenir de ce général votre délivrance assez à temps pour que vous puissiez encore vous rendre aux assemblées primaires de votre commune. Mais comme il n'est pas douteux que vous ne soyez nommé électeur, alors,



si votre surveillance n'est pas levée, il intercédéra tout de suite auprès du général pour l'obliger à vous laisser la liberté de vous rendre au chef-lieu et assister à l'assemblée électorale. Dans cette vue, j'ai écrit aujourd'hui au citoyen juge du canton [Gaspard-Etienne] Delasoie pour le prier de m'informer par le courrier de jeudi si vous avez été élu afin que le même jour le commissaire plénipotentiaire puisse effectuer les démarches officielles qu'il est en droit de faire. Vous devez donc voir votre délivrance dans une perspective très prochaine et j'ose en conséquence espérer que vous conserverez jusqu'au bout la fermeté héroïque que vous avez déployée jusqu'ici.

Quant aux citoyens Vernay, Hubert et Moret, le commissaire a jugé, de même qu'à votre égard, qu'il ne pouvait pas avoir de réponse du général Turreau à leur sujet assez à temps pour qu'ils pussent assister aux assemblées primaires. D'après cette observation, il a voulu attendre l'occasion de parler pour eux-mêmes en même temps qu'il parlera pour vous, ce qui sera par le courrier de jeudi. J'aurai soin de rappeler la chose à son souvenir.

Les nouvelles d'hier sont toujours plus consolantes. Votre collègue de Nucé vous communiquera la pièce que je lui envoie et dont je n'ai pas le temps de vous envoyer copie, étant sans secrétaire. Je l'ai fait porter aujourd'hui par exprès à M. Delasoie, en le priant d'en donner connaissance dans toutes les communes. Je me flatte que cela ne contribuera pas peu à raffermir les faibles et à réjouir les forts.

Quant à la nourriture des troupes, votre dit collègue de Nucé vous communiquera également ce que je lui ai dit à ce sujet. Nous pouvons être à peu près persuadés que, dans douze ou quinze jours, il y aura des changements favorables à cet égard.

(H 36, No 7113, minute.)

Saint-Maurice, 17 août 1802, au matin. — François-Emmanuel Joris à sa femme Patience, à Orsières.

Je te joins ici, ma chère amie, copie de la réponse que le commissaire helvétique [Müller-Friedberg] a faite à ma lettre par le canal du préfet [Charles-Emmanuel] de Rivaz, n'ayant eu le temps de m'écrire lui-même, et que je viens de recevoir. Il m'observe qu'il n'a pas cru convenable de faire par ce courrier une démarche à mon occasion auprès du général Turreau, soit parce qu'il espère que ce dernier tiendra à M. de Quartéry la promesse qu'il lui a faite à mon sujet et qu'à l'heure qu'il est elle se trouve probablement réalisée, soit parce que, dit-il, si cela n'était pas, le temps est trop court pour obtenir de ce général ma délivrance assez à temps pour que je puisse encore me rendre aux assemblées primaires d'Orsières. Mais comme il n'est pas douteux, dit-il, que je ne sois nommé électeur, alors, si ma surveillance n'est pas levée, le commissaire interviendra tout de suite auprès du général, officiellement, pour l'obliger à me laisser la liberté de me rendre au chef-lieu et assister à l'assem-

blée électorale. Dans cette vue, ajoute-t-il, il a écrit, c'est-à-dire le préfet, au juge de canton [Gaspard-Etienne] Delasoie pour le prier de l'informer par le courrier de jeudi si j'ai été nommé électeur, afin que le même jour le commissaire plénipotentiaire puisse effectuer les démarches officielles qu'il est en droit de faire<sup>1</sup>. Vous devez donc voir, ajoute-t-il encore, votre délivrance dans une perspective très prochaine. Le commissaire a pensé de même relativement aux citoyens Vernay, Hubert, etc., qui sont à Sembrancher, pour lesquels j'avais écrit au commissaire en même temps que pour moi, qu'il ne pourrait pas avoir de réponse du général assez à temps pour qu'ils puissent assister aux assemblées primaires.

Le châtelain de Quartéry, à qui je viens de parler, retournera cet après-midi chez le général pour solliciter ma liberté, celle de mon collègue [Hya-cinthe] de Nucé, etc. ; mais comme je ne compte guère sur l'effet de son intercession, je ne vois pas de moyen plus efficace de ravoïr promptement ma liberté que d'être nommé électeur, afin que le commissaire ait ce motif qui est le plus puissant avec d'autres pour réclamer ma mise en liberté. Je ne désirais pas d'être nommé électeur ; au contraire, je désirais ma liberté pour rejoindre ma famille et soigner mes intérêts que mon éloignement ici m'a fait négliger effroyablement, ainsi que mes occupations publiques précédentes. Je ne désire aucun emploi, mais seulement de rentrer dans ma vie privée. Le moyen le plus prompt et le plus efficace de sortir de ma surveillance, c'est d'être nommé électeur, comme l'observe le préfet ; à ce défaut, je pourrai être ici encore pour quinze jours. Ainsi, ma chère amie, dis au président Francière ou au cousin Cavé de s'entendre pour que je sois du nombre des électeurs d'Orsières, afin de me procurer comme sus ce moyen d'avoir ma liberté et d'insinuer secrètement à différentes personnes des hameaux qui pensent bien de me nommer, parce que, quoique le peuple me soit attaché comme je lui suis dévoué, il croirait qu'étant en surveillance, il me nommerait inutilement, s'il n'était pas prévenu que ma nomination aura son effet et celui de me procurer ma liberté. Si je suis nommé électeur, on devra de suite l'écrire au châtelain [Gaspard-Etienne] Delasoie qui est chargé par le préfet de Rivaz de l'informer par le courrier de jeudi, afin que le commissaire helvétique réclame ma liberté, principalement par ce motif. Les personnes du peuple qui pensent bien doivent se concerter pour donner tous leurs suffrages sur quatre bons électeurs afin que l'assemblée électorale soit bien composée et qu'elle nomme pour députés à la diète de canton des personnes attachées à leur patrie et qu'il n'y entre aucun de ses ennemis. [Charles] Contard fera, je suis persuadé, tout son possible pour se faire nommer électeur par le peuple de Sembrancher ; mais si le choix des électeurs des autres communes est, comme je l'espère, bien composé, il sera trop court pour se faire députer à la diète.

Il n'est que trop vrai que le général Turreau va faire nourrir ses troupes par le Valais contre la défense de son gouvernement. Mais cela ne durera que douze à quinze jours, parce que les plaintes à ce sujet sont déjà en route pour Paris et le préfet de Rivaz écrit de Sion que l'on est à peu près sûr d'une réponse favorable et que les fournitures durant cet espace nous seront rem-boursées par le gouvernement français. En conséquence, je conseille à la municipalité d'Orsières de s'entendre avec les autres du district pour faire la fourniture des vivres en commun d'après la convention qu'elles ont faite

le 2 avril dernier, afin que les habitants qui logent ne soient pas écrasés et que le militaire, étant mieux, soit plus tranquille.

Je désirerais bien être à Orsières à l'assemblée de demain pour y déjouer les menées des ennemis du Valais et pour réorganiser dans le district la fourniture des vivres en commun. [Louis] Pittier et [Joseph] Franc, sous-préfet intrus, cabalent pour se faire nommer électeurs ici, mais ils n'y réussiront pas.

Le commissaire helvétique, par autorisation du gouvernement français, a déclaré que les menées que des gens sans mission font pour opérer la réunion du Valais est injurieuse au gouvernement français. Cette déclaration arrivera aujourd'hui dans les communes d'Entremont, par le canal du châtelain Delasoie qui est chargé de la leur faire passer ; il faut qu'on la lise demain au peuple assemblé avant toute autre opération ; on en fera de même ici et ailleurs. Cette lecture fera voir au peuple que les intrus sont des imposteurs en travaillant pour la réunion contre le gré du gouvernement français. La même déclaration a été adressée officiellement au préfet du canton [du] Léman [Henri Monod], pour qu'il la fasse insérer officiellement dans les papiers publics<sup>2</sup>. Ainsi, une telle déclaration est bien propre à dissiper toute crainte sur notre indépendance et à ranimer le courage des personnes faibles.

Le dessein du général, en me retenant ici, est entièrement afin que je ne sois pas si à portée de travailler pour empêcher Contard d'être électeur à Sembrancher ; mais j'y ai envoyé un excellent suppléant [Etienne Claivaz] pour ramener le peuple égaré à son honneur. Tu donneras lire la présente au cousin Cavé ou à Francière, pour conduite.

(AV, fonds Joris, P 89 / 25, a. s.)

<sup>1</sup> Pour la lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz à Delasoie, voir H 36, N° 7117, du 16 août 1802, minute.

<sup>2</sup> Voir le *Nouvelliste vaudois*, N° 67, du 20 août 1802.

Saint-Maurice, 18 août 1802. — Lettre de François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, en date du 16 courant, de la part de M. Müller-Friedberg, commissaire plénipotentiaire helvétique dans ce canton. J'ai en conséquence de nouveau prié M. de Quartéry de vouloir bien s'intéresser encore près de M. le général Turreau pour ma liberté. Il a eu la bonté de lui écrire hier à ce sujet par le receveur général [Streicher]. Ce dernier a apporté hier à neuf heures du soir la réponse verbale, que le général avait donné des ordres au citoyen [Benjamin] Copt, commandant militaire de cette place, qui avait aussi été au quartier général, pour la levée de ma consigne. Sortant de chez M. de Quartéry avec mon collègue

de Nucé, nous rencontrâmes Copt sur la rue ; je lui demande s'il n'avait pas reçu des ordres pour notre liberté. Voyant qu'il hésitait à me répondre, je lui réitère ma demande ; il me répondit alors qu'il n'en avait point reçu. Aujourd'hui, à cinq heures du matin, il nous fit appeler, mon dit collègue et moi, par une ordonnance. Nous étant rendus à son bureau, il nous dit que notre surveillance était levée. Je la lui ai demandée par écrit ; il nous l'a donnée.

D'après ce que le receveur général nous a dit, il est très fort à présumer que Copt avait déjà reçu ces ordres hier ; mais dans la crainte que je ne sois parti pendant la nuit pour me rendre à l'assemblée primaire d'Orsières, il n'a voulu m'en donner connaissance que ce matin. J'ai pensé déjà samedi dernier que je ne serai libéré qu'après les assemblées primaires ; j'ai en conséquence transmis aux communes les instructions verbales que vous avez eu la bonté de me donner ici à ce sujet et, ayant vu avant-hier M. Claivaz, l'ex-greffier, qui est aimé, estimé et considéré à Sembrancher, je l'ai prié de vouloir s'y rendre hier pour travailler à ramener les brebis égarées, etc. Il me l'a promis. La déclaration, Monsieur et très honoré parent, que vous y avez envoyée du commissaire helvétique aura produit dans mon district le meilleur effet possible, de façon que toutes les communes feront, j'espère, un choix honorable d'électeurs, du moins à une [majorité] de douze bons contre quatre mauvais électeurs au plus.

J'ai l'honneur, Monsieur et très cher cousin, de vous remercier des dispositions que vous avez bien voulu faire pour la levée de ma surveillance et vous prie de vouloir bien aussi remercier de ma part M. le commissaire helvétique de ses bonnes intentions [pour] moi au même sujet. Je recommande à vos soins paternels et à ceux de M. le commissaire les municipaux retenus à Sembrancher pour leur plus prompte délivrance possible. Ils sont laboureurs ; leurs travaux de campagne souffrent certainement de leur absence.

Je pars demain matin pour rejoindre ma famille.

P.-S. Mes respects très empressés, je vous prie, à madame votre épouse.

(Rz, cart. 57, fasc. 3, N° 59, a. s.)

# Appendice

## Autorités constitutionnelles du district de Sembrancher en février 1802

<b>Bagnes :</b>		chambre de	Jean-Pierre Hubert,
agent national :	Augustin Bruchez Pierre-Joseph Michellod	régie :	président Dominique Joris Etienne Lovey François-Nicolas Vernay
municipalité :	Jean-Michel Cretton, président Pierre-Maurice Besse Deslarzes Moulin Troillet Michaud Luisier	<b>Sembrancher :</b>	
		agent national :	Joseph Luder
		municipalité :	Nicolas-Joseph Rebord, président Etienne Sarraasin, vice-président Jean-Joseph Emonet Laurent-Louis Delasoie Pierre-Joseph Morard, suppléant
<b>Liddes :</b>		chambre de	Joseph Luder
agent national :	Germain Darbellay, de Germain	régie :	Pierre-Antoine Delasoie Pierre-Paul Voutaz
municipalité :	Jean-Joseph Darbellay, président Martinien Darbellay Jean-Joseph Frossard Pierre-Nicolas Exquis Jean-François Pierraz	<b>Vollèges :</b>	
		agent national :	Jean-Baptiste Pellaud
		municipalité :	Joseph Hiroz, président Jean-Joseph Farquet Sébastien Moulin, du Levron
<b>Orsières :</b>		<b>Bourg-Saint-Pierre :</b>	
agent national :	Jean-Joseph Cavelli	agent national :	Anselme-Nicolas Moret
municipalité :	Pierre-François Francière, président Jean-Pierre Hubert Dominique Joris Pierre-Nicolas Tissières Jean-Laurent Biselx Etienne Lovey Jean-Grat Tissières Etienne-Joseph Lovey François Vernay	municipalité :	Charles Dorsaz, président Frédéric Moret Frédéric Joris Dorsaz Genoud

(Cette liste est incomplète ; elle est établie à partir des documents contenus dans le vol. 799 du fonds de l'Helvétique, aux Archives fédérales, à Berne.)

# Index des noms de personnes

- Ady, Jean, meunier : 259  
 Anne, servante chez François-Emmanuel Joris : 251  
 Anselme : 259  
 Augustini, Antoine (-Marie) (1742-1823), président de la Chambre administrative helvétique : 191, 197, 232, 235, 246, 248, 250, 258-260, 269  
  
 Bailly de Monthion, François-Gédéon (1776-1850), chef d'état-major des divisions du Simplon et du Valais en 1802-1803 : 209, 219-226  
 Bard, comte de — : 208  
 — Mlle de — : 208, 211  
 Bérard, Jean, de Sembrancher : 206  
 Berguerand, Jacques (-Félix) (1764-1817), commissaire des guerres du district de Martigny : 242  
 — Pierre, de Martigny : 249  
 Besse, Pierre-Maurice, municipal helvétique de Bagnes : 274  
 Biselx, Laurent, municipal helvétique d'Orsières : 233, 274  
 Blatter, Joseph-Antoine (1740-1807), évêque de Sion dès 1790 : 206  
 Bonaparte, Napoléon, Premier Consul : 210, 245-246, 248, 254, 264-265, 268  
 Bons, Joson de — : 248-249, 252, 261  
 Bonvin, François-Paul († 1814), secrétaire de la Chambre administrative : 193, 219, 221  
 Bovier, François (1798-1870), capitaine, époux de Marguerite Joris : 192  
 Bruchez, Augustin, agent de Bagnes : 195, 205, 223, 237, 274  
 Brunner, Pierre-Jacques, sous-préfet du district de Loèche sous Turreau : 222  
  
 Camanis, Louise, future épouse de Janvier de Riedmatten (1763-1846) : 249  
 Cavé, cousin de François-Emmanuel Joris : 248-249, 268, 271-272  
 — Jean-Nicolas († 1810), notaire, époux de Marie-Ursule Joris († 1810) : 228-229  
 Cavelli, Jean-Joseph, agent d'Orsières : 201, 230, 274  
 Claivaz, Etienne (-Joseph) (1772-1842), ex-greffier : 235, 272  
  
 Colinet, capitaine de la 5<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de la 87<sup>e</sup> demi-brigade : 227  
 Contard, Charles, adjudant sous-officier, puis capitaine dans les élites, sous-préfet du district de Sembrancher sous Turreau : 195-196, 207-208, 213, 215, 219-229, 231, 236-237, 242, 244, 246-247, 253-254, 256-257, 264-265, 271-272  
 — Pierre, frère du précédent, capitaine dans les élites : 207-208  
 Copt, André : 260  
 — Benjamin (Joseph-Bruno-) (1755-1824), officier au service de Sardaigne, commandant de la place de Saint-Maurice du 1<sup>er</sup> ventôse an X au 7 frimaire an XI (20 février - 28 novembre 1802) : 196, 246, 248-249, 251-255, 264, 272-273  
 — Grégoire : 252, 256, 258  
 Cretton, Jean-Michel, président municipal de Bagnes : 274  
  
 Dallèves, Pierre-Joseph (Ignace-), dit Janvier (1763-1813), ancien banneret général de l'Entremont, membre suppléant de la Chambre administrative, électeur pour Sembrancher en juillet 1801 : 202, 204, 207, 260  
 Darbellay († 1802), fils de Hyacinthe : 248, 250, 252  
 — recouvreur de l'abbaye de Saint-Maurice : 205-206  
 — Domitille (Marie-Elisabeth-) (1779-1842), née Du Fay, épouse de Hyacinthe, sœur de Patience Joris : 197, 248, 250-251  
 — Germain, de Germain, agent helvétique de Liddes : 202-204, 221, 253, 260, 274  
 — Hyacinthe (1774-1857), époux de Domitille, née Du Fay : 197  
 — Jean-Joseph, président municipal de Liddes : 274  
 — Martinien, municipal de Liddes : 274  
 David, sous-lieutenant à la 73<sup>e</sup> demi-brigade : 223, 225-226  
 Delasoie, receveur du district de Sembrancher : 213, 220, 243  
 — Gaspard-Etienne (1768-1844), époux (1801) de Julie Du Fay (1774-1842), membre de la Chambre administrative, puis juge cantonal : 234, 255-257, 260-261, 263, 270-272

- Laurent-Louis (1762-1809), municipal de Sembrancher : 274
- Philibert (Joseph-) (1759-1809) : 206
- Pierre-Antoine (1746-1808), régisseur de Sembrancher : 206, 274
- Deslarzes, municipal de Bagnes : 274
- Desloges, Chrétien (Georges-) (1760-ca 1822), médecin, francophile : 201
- Dorsaz, municipal de Bourg-Saint-Pierre : 274
- Charles, président municipal de Bourg-Saint-Pierre : 274
- Droz, Pierre-Joseph, responsable de l'administration municipale d'Orsières sous Turreau : 239, 242, 244
- Duc, Jean-Joseph (1748-1822), membre de la Diète helvétique, délégué de la Chambre administrative du Valais auprès du gouvernement helvétique : 210, 232, 235
- Ducrey, Marin-Joseph, agent de Martigny, sous-préfet du district de Martigny sous Turreau : 222
- Ducrué, André (\* 1769), sous-préfet helvétique du district de Sion, membre de la Chambre administrative et receveur général sous Turreau : 219-220, 223, 265
- Du Fay, Guillaume (Antoine-François-G'-Ambroise) (1775-1830) : 257
- Josette (1787-1860) : 197, 248-250, 252-253, 257-259, 261-262, 266
- Louise (Marie-Catherine-Thérèse-) (1765-1843), voir de Rivaz, Louise
- Patience (\* 1765), née de Chaignon, épouse de Pierre-Louis : 197, 248, 250-251
- Pétronille (Marie-) (1785-1864) : 197, 265-266
- Pierre-Louis (-Antoine) (1768-1843), époux (1794) de Patience, née de Chaignon, sous-préfet helvétique du district de Monthey : 190, 197-198, 222, 250-252, 256, 260, 269
- Thérèse (1745 ? -1820), mère de Patience Joris : 197, 248, 250, 253, 256, 265
- Dufour, Marguerite (Marie-) (1767-1852), née Du Fay, épouse de Michel : 197, 248, 250-251
- Michel (1768-1843), Dr en droit, inspecteur général des troupes du Valais sous le régime helvétique, époux (1787) de Marguerite, née Du Fay : 197, 248, 250-252, 261
- Du Porrentru : 249
- Dutarte, Adrien, agent helvétique de Saint-Maurice : 255
- Emonet, Jean-Joseph (1752-1829), municipal de Sembrancher : 274
- Exquis, Pierre-Nicolas, municipal de Liddes : 274
- Farquet, Jean-Joseph, municipal de Vollèges : 274
- Favre (-Rochey), Pierre, domestique chez Thérèse Du Fay : 253
- Franc, Hubert (Joseph-) (1773-1858 ?), président de la municipalité helvétique de Monthey : 251, 260, 264
- Joseph, sous-préfet de Saint-Maurice et de Monthey sous Turreau : 272
- Francière, Pierre-François, président de la municipalité helvétique d'Orsières : 224, 226-227, 234, 236-237, 244-245, 248, 250, 255-256, 260-261, 263, 268, 271-272, 274
- Frossard, Jean-Joseph, municipal de Liddes : 274
- Gard, Frédéric (François-Joseph-) (1767-1849), commissaire des guerres du district de Sembrancher : 223, 230, 232
- Gaspard, capitaine de la 7<sup>e</sup> compagnie : 229
- Gay, Emmanuel (1773-1842), médecin : 269
- Genoud, municipal de Bourg-Saint-Pierre : 274
- Glutz, Pierre (1754-1835), conseiller d'Etat chargé du département helvétique de l'Intérieur : 200
- Grill, commandant de la place de Monthey en 1802 : 251
- Gross, Frédéric (Etienne-), sous-préfet helvétique du district de Martigny : 198, 208, 222, 247
- Guerraty, Louis († 1826), notaire : 251
- Hiroz, Joseph, président municipal de Vollèges : 274
- Hubert, Jean-Pierre, municipal helvétique et président de la chambre de régie d'Orsières : 266, 270-271, 274
- Indermatten, François (-Joseph), membre de la Chambre administrative sous Turreau : 265
- Jacquemin, officier dans les troupes françaises : 213-215
- Joris, Alexis (1800-1867), fils aîné de François-Emmanuel : 192, 196, 249-265
- Dominique (Pierre-), municipal et régisseur helvétique d'Orsières : 224, 226, 274
- Emmanuel, dit le Gras, ex-métral : 230, 260
- Etienne, officier dans les deux légions helvétiques d'Italie, receveur du district de Sembrancher sous Turreau : 220, 233, 237, 244
- Etienne-Antoine, père de François-Emmanuel : 192



- François (-Alexis) (1715-1806), ancien capitaine au service de France, ancien syndic de Saint-Maurice, époux (1772) de Louise, née de Bons, oncle de François-Emmanuel : 197, 249-250, 252, 254, 256, 260-261, 267
- Frédéric, municipal helvétique de Bourg-Saint-Pierre : 274
- Guittton, voir Marguerite
- Joseph-Hyacinthe-Eugène (1804-1805), fils cadet de François-Emmanuel : 192
- Louise (Marie-L'-Sophie) (\* 1801), fille de François-Emmanuel : 192, 196
- Louise (Marie-) († 1823), fille de François, future épouse (1803) de Benjamin de Rivaz : 249, 252, 260-261
- Louise (Marie-L'-Elisabeth) (\* 1743), née de Bons, épouse de François : 197, 249-250, 252, 258, 260-261
- Marguerite (Marie-Patience-) (\* 1801), fille de François-Emmanuel, future épouse du capitaine Bovier : 192, 196, 249, 258
- Patience (Marie-Françoise-) (1773-1832), née Du Fay, épouse de François-Emmanuel : 191-193, 196-197, 247-250, 252-253, 255-257, 259, 261-263, 265-267, 270
- Virginie (1802-1867), fille de François-Emmanuel : 192, 252
- Lambertenghi, Louis, commissaire cisalpin : 264, 268
- Lang, Casimir (1767-1815), membre de la Chambre administrative sous Turreau : 265
- Lavallaz, de — : 251
- Joseph (-Maurice) de — (1758-1834), sous-préfet helvétique du district de Sion : 222, 269
- Ledoux, Auguste, officier d'état-major français : 220, 223, 225-226
- Loës, Louis de —, commissaire du gouvernement helvétique en Valais : 209, 213, 228-229, 231, 245, 268-269
- Lovey, Etienne (Jean-), municipal et régisseur helvétique d'Orsières : 227, 274
- Etienne-Joseph, municipal helvétique d'Orsières : 274
- Luder, maison : 257
- cousin de François-Emmanuel Joris : 255
- Joseph (Jacques-François-) (1763-1830), époux (1792) de Marguerite Delasoie (1772-1844), régisseur et agent de Sembrancher, lieutenant du sous-préfet helvétique du district de Sembrancher : 193, 204-205, 213-215, 221, 230, 274
- Luisier, municipal de Bagnes : 274
- Luy, Etienne : 206
- Jean : 206-207
- Jean-Nicolas, agent de Sembrancher sous Turreau : 213, 222
- Macognin de la Pierre, Marie-Françoise (1752-1832), née de Rivaz, Vve d'Etienne-Louis (1731-1793) : 262
- Madeleine, servante chez François-Emmanuel Joris : 265
- Massard, Gaspard, procureur des hameaux de Liddes : 195, 216
- Jean-Joseph, lieutenant des grenadiers dans l'élite, agent provisoire de Liddes sous Turreau : 195, 216, 221
- Massy, Christian (1769-1844), d'Anniviers : 191
- Melignon, lieutenant de la 5<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de la 87<sup>e</sup> demi-brigade : 227
- Michaud, municipal de Bagnes : 274
- Michellod, Pierre-Joseph, agent helvétique de Bagnes : 195, 223, 274
- Monnier, Mathias (\* 1767), sous-préfet helvétique du district de Sierre : 198
- Monod, Henri (1753-1833), préfet national du canton du Léman : 272
- Morand, Philippe (Jean-) (1773-1856), capitaine, commissaire des guerres du district de Martigny : 234-235, 245, 247, 261
- Morard, Pierre-Joseph, suppléant municipal de Sembrancher : 274
- Moret, municipal d'Orsières : 266, 270
- Anselme-Nicolas (1765-1835), agent de Bourg-Saint-Pierre : 202-204, 206, 208, 221, 258, 274
- François-Nicolas, agent de Bourg-Saint-Pierre sous Turreau : 195, 203-204, 208, 211, 221
- Frédéric, municipal de Bourg-Saint-Pierre : 274
- Jean-Victor, juge du district de Sembrancher : 221
- Moulin, municipal de Bagnes : 274
- Sébastien, municipal de Vollèges : 274
- Müller-Friedberg, Charles (1755-1836), commissaire helvétique en Valais : 193, 257-260, 262-264, 266-267, 269-270, 272
- Murisier, Emmanuel : 268
- Nantermod : 251
- Nucé, Hyacinthe de — (\* 1762), sous-préfet helvétique du district de Saint-Maurice : 190, 198, 204, 222, 248, 252-253, 255, 260, 264-265, 269-271, 273
- Pagnot, Charles, chirurgien — major français : 198, 201-202, 204, 208, 211
- Pellaud, Jean-Baptiste, agent de Vollèges : 205, 274

- Pfister, Balthasar (1757-1825), commissaire helvétique en Valais : 268-269
- Pierraz, Jean-François, municipal de Liddes : 274
- Pittier, André, aubergiste : 206-207, 213.
- Louis (Joseph-) (1753-1815), préfet national du Valais sous Turreau : 189, 192-193, 195-196, 217-228, 231, 236-237, 242, 244, 246-247, 257, 260, 262-265, 269, 272
- Pouget, Joseph, lieutenant dans le corps d'élite, président municipal et agent d'Orsières sous Turreau : 236-237, 239, 242, 244, 254, 263
- Preux, Louis (Pierre-) de — (1767-1852), ex-représentant helvétique, membre de la Chambre administrative et sous-préfet du district de Saint-Maurice sous Turreau : 222, 265
- Marguerite de — : 249
- Pierre-Antoine de — (1746-1810), représentant du Valais à Berne : 235
- Puippe, Pierre-Joseph, agent de Vollèges sous Turreau : 222
- Quartéry, Jacques de — (1750-1826) : 265-267, 269-272
- Rebord, Nicolas-Joseph (1762-1834), président municipal de Sembrancher : 223, 274
- Reding, Aloïs de — (1765-1818), chef du gouvernement helvétique sous le régime fédéraliste : 210
- Reuse, Bernard : 263
- Ribordy, Pierre (Jean-) (1768-1837), juge cantonal : 196, 213, 229, 231, 240-241, 258
- Riedmatten, Janvier de — (1763-1846) : 191
- Rivaz, Anne-Joseph de — (1751-1836), chanoine de Sion, historien : 189-190, 197
- Benjamin (Gaspard-) de — (1783-1830), fils aîné de Charles-Emmanuel : 262
- Charles-Emmanuel de — (1753-1830), préfet national helvétique du Valais, époux (1776) de Marie-Catherine de Nuccé (1759-1834) : 189-195, 197-198, 201-211, 213-218, 222-223, 229, 231, 233-234, 236, 239-240, 242, 244-246, 250, 256, 258, 261-264, 267-272
- Isaac de — (1752-1828), membre de la Chambre administrative helvétique du Valais, époux (1795) de Louise Du Fay : 190, 242
- Louise de — (1765-1843), née Du Fay, épouse d'Isaac et sœur de Patience Joris : 197, 248, 250
- Roten, Antoine, sous-préfet helvétique du district de Loèche : 222
- Sarrasin, Etienne (-François), aubergiste, vice-président municipal de Sembrancher : 195, 221, 274
- Schiner, Hildebrand (1754-1820), Dr en médecine, sous-préfet du district de Sion sous Turreau : 222
- Schmid, Melchior (\* 1768), municipal helvétique de Saint-Maurice : 255
- Stockalper, Gaspard-Eugène (1750-1826), membre de la Chambre administrative puis délégué du Valais à Berne : 210
- Streicher, receveur général du Valais sous Turreau : 196, 236, 239, 242, 272
- Talleyrand-Périgord, Charles-Maurice de — (1754-1838), ministre des Relations extérieures : 245-246
- Tissières, municipal d'Orsières : 245
- Jean-Grat, municipal helvétique d'Orsières : 224, 226-227, 259, 274
- Pierre-Nicolas, municipal helvétique d'Orsières : 224, 226-227, 274
- Torrenté : 251
- Tousard d'Olbec, Louis (Anne-L'-François) (1757-1840), receveur général helvétique du Valais : 190, 195, 217-218, 223, 235, 242, 245
- Troillet, municipal de Bagnes : 274
- Turreau de Garambouville, Louis-Marie (1756-1816), baron de Linières, général français : 189, 192-194, 196-201, 205-207, 209-210, 213-214, 217-220, 223-224, 226-227, 231, 236, 240, 254-255, 257, 260, 264-266, 268-272
- Marie-Angélique, épouse du général : 189
- Valet, Amé : 248, 250, 253
- Vaudan, Etienne (-Martin) (\* 1761), notaire, juge du district de Sembrancher : 232, 256
- Vernay, François (-Nicolas), municipal et régisseur helvétique d'Orsières : 234-235, 244-245, 257, 266, 270-271, 274
- Verninac-Saint-Maur, Raymond de — (1762-1822), ministre plénipotentiaire de France en Suisse : 235, 239, 245, 262, 265
- Volluz, capitaine : 250
- Voutaz, Pierre-Paul (1746-1803), régisseur de Sembrancher : 274
- Wegener, Maurice (1742-1818), membre de la Chambre administrative sous Turreau : 265
- Zumoffen, François-Joseph, sous-préfet du district de Monthey sous Turreau : 222
- Zurbriggen, Maurice († 1802), représentant du Valais à Berne : 235